

Gazette officielle du Québec

Partie 2 Lois et règlements

132^e année
27 septembre 2000
N^o 39

Sommaire

Table des matières
Règlements et autres actes
Projets de règlement
Décisions
Affaires municipales
Décrets
Index

Dépôt légal — 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2000

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

Table des matières

Page

Règlements et autres actes

1078-2000	Charte de la Ville de Sherbrooke — Abrogation de certaines dispositions	5947
1081-2000	Délégations de pouvoirs et de fonctions du ministre de l'Éducation	5947
1085-2000	Désignation de personnes pouvant offrir un produit d'assurance qui ne peut être offert par un distributeur	5950
1087-2000	Code des professions — Comptables en management accrédités — Code de déontologie (Mod.)	5951
1096-2000	Camionnage — Montréal (Mod.)	5952

Projets de règlement

	Contrepartie exigible des offices municipaux d'habitation et des autres organismes sans but lucratif pour l'utilisation des immeubles de Immobilière SHQ	5953
	Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2001	5953
	Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2001	5987

Décisions

	Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite	5989
--	--	------

Affaires municipales

1077-2000	Autorisation donnée à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole d'exiger la présentation d'une demande commune de regroupement de la Ville d'Alma et de la Municipalité de Delisle	5999
-----------	--	------

Décrets

1055-2000	Composition et mandat de la délégation québécoise à la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres qui se tiendra à Ottawa les 10 et 11 septembre 2000	5999
1056-2000	Madame Diane Wilhelmy, déléguée générale du Québec à New York	5999
1057-2000	Versement de deux aides financières à la Municipalité de Saint-Augustin dans le cadre du programme d'aide financière « Les eaux vives du Québec »	6000
1058-2000	M ^e Pierre Lorrain, membre de la Commission municipale du Québec	6001
1059-2000	Composition et mandat de la délégation du Québec à la Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la Condition féminine qui se tiendra à Vancouver (Colombie-Britannique), les 13, 14 et 15 septembre 2000	6001
1060-2000	Nomination d'un membre du Conseil supérieur de l'éducation	6002
1061-2000	Nomination de trois membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières	6002
1062-2000	Nomination de trois membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi	6003
1063-2000	Délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de Produits Forestiers Ced-Or inc. pour la construction d'une usine de panneaux à lamelles orientées sur le territoire de la Municipalité de Béarn	6004

1064-2000	Délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur du ministre des Transports pour la réalisation du projet de liaison routière Lachute – Masson, autoroute 50, tronçon Masson – montée Laurin sur le territoire de la Communauté urbaine de l'Outaouais et des municipalités régionales de comté des Collines-de-l'Outaouais et de Papineau	6007
1065-2000	Requête de la compagnie Bowater Pâtes et Papiers Canada inc. relativement à l'approbation des plans et devis d'un projet de construction d'un seuil déversant	6011
1068-2000	Adhésion de la Paroisse de Saint-Valentin à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi	6012
1069-2000	Octroi d'une subvention de 2 307 000 \$ à l'Institut national de la recherche scientifique – Matériaux et Énergie (INRS-Matériaux et Énergie) afin d'assurer la participation québécoise à l'effort international en fusion magnétique pour les années financières 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003	6013
1070-2000	Octroi d'une subvention à l'Institut de recherches cliniques de Montréal pour l'année financière 2000-2001 et d'un acompte sur la subvention pour l'année financière 2001-2002	6013
1071-2000	Signature d'une entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Israël	6014
1072-2000	Versement au Fonds forestier d'une partie des sommes payées par les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier	6015
1074-2000	Nomination de membres, autres que commissaires, à la Commission des lésions professionnelles	6016

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 1078-2000, 27 septembre 2000

Loi sur les cités et villes
(L.R.Q., c. C-19)

Charte de la Ville de Sherbrooke — Abrogation de certaines dispositions

CONCERNANT l'abrogation de certaines dispositions de la Charte de la Ville de Sherbrooke

ATTENDU QUE le gouvernement peut, en vertu de l'article 3 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), modifié par l'article 1 du chapitre 19 des lois de 2000, sur requête du conseil d'une municipalité, abroger toute disposition de la charte de la municipalité requérante;

ATTENDU QUE le conseil de la Ville de Sherbrooke a fait une demande visant l'abrogation de certaines dispositions de sa charte jugées inutiles, désuètes ou inopérantes;

ATTENDU QUE les formalités prescrites par l'article 3 de la Loi sur les cités et villes ont été suivies;

ATTENDU QU'il y a lieu de donner suite à la demande de la Ville de Sherbrooke;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE les dispositions suivantes de la Charte de la Ville de Sherbrooke soient abrogées:

— le paragraphe *b* de l'article 4, les paragraphes *c*, *e* et *f* de l'article 9, le paragraphe *d* de l'article 11, les articles 456*c*, 456*d* et 456*e* de la Loi sur les cités et villes édictés par l'article 12 et les articles 15 et 16 du chapitre 101 des lois de 1974;

— l'article 5 du chapitre 115 des lois de 1978;

— l'article 299 du chapitre 38 des lois de 1984;

— l'article 1 du chapitre 118 des lois de 1987;

— l'article 1 du chapitre 89 des lois de 1988.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34837

Gouvernement du Québec

Décret 1081-2000, 13 septembre 2000

Loi sur le ministère de l'Éducation
(L.R.Q., c. M-15)

Ministre de l'Éducation — Délégations de pouvoirs et de fonctions

CONCERNANT le Règlement sur les délégations de pouvoirs et de fonctions du ministre de l'Éducation

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 12.1 de la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., c. M-15) modifié par l'article 49 du chapitre 24 des lois de 2000 prévoit que le gouvernement peut, par règlement, autoriser le sous-ministre de l'Éducation, un sous-ministre adjoint ou un autre fonctionnaire à exercer tout pouvoir dévolu au ministre par toute loi dont il a la charge d'assurer l'application ou toute fonction qu'une telle loi lui attribue mais uniquement, dans le cas d'un autre fonctionnaire, dans la mesure déterminée par règlement;

ATTENDU QUE le second alinéa de cet article prévoit aussi qu'un règlement pris en vertu de cet article entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12.1 de cette loi, le gouvernement a édicté, par le décret numéro 521-93 du 7 avril 1993, le Règlement sur certaines délégations de pouvoirs;

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer ce règlement afin de tenir compte des changements apportés à la structure du ministère de l'Éducation et d'améliorer l'exercice de la délégation de certains pouvoirs et fonctions du ministre de l'Éducation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation:

QUE le Règlement sur les délégations de pouvoirs et de fonctions du ministre de l'Éducation, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Règlement sur les délégations de pouvoirs et de fonctions du ministre de l'Éducation

Loi sur le ministère de l'Éducation
(L.R.Q., c. M-15, a. 12.1; 2000, c. 24, a. 49)

1. Le sous-ministre de l'Éducation exerce, à la place du ministre de l'Éducation, les fonctions ou pouvoirs suivants:

1^o autoriser, dans une situation exceptionnelle, aux conditions et pour la durée qu'il détermine, une commission scolaire ou un établissement privé à engager pour dispenser le service de l'éducation préscolaire ou pour enseigner au primaire ou au secondaire des personnes qui ne sont pas titulaires d'une autorisation d'enseigner, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3) ou au troisième alinéa de l'article 50 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., c. E-9.1);

2^o établir des conditions d'admission aux spécialités professionnelles, conformément à l'article 465 de la Loi sur l'instruction publique;

3^o établir les conditions particulières d'admission à des programmes conduisant au diplôme d'études collégiales, conformément au paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 2 du Règlement sur le régime des études collégiales édicté par le décret numéro 1006-93 du 14 juillet 1993, tel qu'il se lit au moment où il s'applique.

2. Le sous-ministre et le sous-ministre adjoint responsable des réseaux sont chacun autorisés à exercer, à la place du ministre, les fonctions ou pouvoirs suivants:

1^o déterminer à quelle époque et dans quelle forme doit être transmise la répartition des droits et obligations de la commission scolaire dont le territoire est divisé, conformément au deuxième alinéa de l'article 120 de la Loi sur l'instruction publique;

2^o autoriser une commission scolaire à prévoir dans son budget, aux conditions et selon les modalités qu'il

détermine, des dépenses supérieures à ses revenus, conformément à l'article 279 de cette loi;

3^o autoriser préalablement la Commission scolaire crie ou la Commission scolaire Kativik à effectuer certaines acquisitions, locations, constructions ou réparations, conformément au second alinéa de l'article 213 de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (L.R.Q., c. I-14), tel qu'il se lisait le 8 juin 1978.

3. Le sous-ministre et le sous-ministre adjoint responsable de l'enseignement collégial sont chacun autorisés à exercer, à la place du ministre, les fonctions ou pouvoirs suivants:

1^o approuver les règlements des collèges prescrivant le paiement de droits d'admission ou d'inscription aux services d'enseignement collégial et les autres droits afférents à de tels services, conformément à l'article 24.5 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29);

2^o déterminer les activités de mise à niveau que les collèges pourront rendre obligatoires ainsi que le nombre d'unités auxquelles donneront droit ces activités, conformément au second alinéa de l'article 3 du Règlement sur le régime des études collégiales;

3^o déterminer la date limite au-delà de laquelle un étudiant ne pourra abandonner un cours sans qu'un échec soit porté à son bulletin, conformément à l'article 29 du Règlement sur le régime des études collégiales.

4. Le sous-ministre et le sous-ministre adjoint responsable de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire sont chacun autorisés, à la place du ministre, à établir la liste des manuels scolaires et du matériel didactique ou des catégories de matériel didactique qu'il approuve et qui peuvent être choisis pour l'enseignement des programmes d'études établis par le ministre, conformément au premier alinéa de l'article 462 de la Loi sur l'instruction publique modifié par l'article 40 du chapitre 24 des lois de 2000.

5. Le sous-ministre et, dans les limites de leurs attributions, le sous-ministre adjoint responsable de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire et le sous-ministre adjoint responsable de l'enseignement privé sont chacun autorisés à exercer, à la place du ministre, les fonctions et pouvoirs suivants:

1^o permettre, aux conditions qu'il détermine, à une école de remplacer un programme d'études établi par le ministre par un programme d'études local dans le cas d'un élève ou d'une catégorie d'élèves incapables de

profiter des programmes d'études établis par le ministre et approuver un tel programme, conformément au troisième alinéa de l'article 222.1 de la Loi sur l'instruction publique ou au deuxième alinéa de l'article 32 de la Loi sur l'enseignement privé;

2° permettre, aux conditions qu'il détermine, d'exempter un élève ou une catégorie d'élèves qu'il indique de l'application de certaines règles de sanction des études ou des acquis, conformément à l'article 460 de la Loi sur l'instruction publique ou conformément au premier alinéa de l'article 30 de la Loi sur l'enseignement privé modifié par l'article 53 du chapitre 24 des lois de 2000.

6. Le sous-ministre, le sous-ministre adjoint responsable des réseaux et le directeur général responsable du financement et de l'équipement des établissements d'enseignement primaire et secondaire sont chacun autorisés, à la place du ministre, à exercer les fonctions ou pouvoirs suivants:

1° autoriser préalablement une commission scolaire à conclure certaines ententes, conformément au second alinéa de l'article 267 de la Loi sur l'instruction publique;

2° autoriser une commission scolaire ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal à hypothéquer ou à démolir ses immeubles, à emprunter, à requérir qu'il fournisse toute information concernant sa situation financière et à déterminer les modalités et les conditions d'un emprunt, conformément aux articles 272, 288, 289 et 423 de cette loi;

3° déterminer la date de transmission et la forme du budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette d'une commission scolaire et du Conseil scolaire de l'île de Montréal, conformément aux articles 277 et 445 de cette loi, et déterminer la date avant laquelle les commissions scolaires crie et Kativik doivent soumettre leur budget de fonctionnement, d'investissement et de service de la dette, conformément à l'article 339 de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis, tel qu'il se lisait le 8 juin 1978;

4° déterminer les dates de transmission et la forme des rapports d'étape sur la situation financière de la commission scolaire, conformément à l'article 282 de la Loi sur l'instruction publique;

5° déterminer la manière et les formules s'appliquant à la tenue des livres de comptes de la commission scolaire, conformément à l'article 283 de cette loi;

6° déterminer l'époque de transmission et la forme des états financiers annuels de la commission scolaire, conformément à l'article 287 de cette loi;

7° fixer la subvention de péréquation des commissions scolaires, conformément à l'article 475 de cette loi;

8° accorder, aux termes et conditions qu'il détermine, une subvention pour pourvoir au paiement d'un emprunt, conformément au premier alinéa de l'article 476 de cette loi;

9° déposer auprès du ministre des Finances des sommes destinées au paiement du capital de l'emprunt qui fait l'objet d'une subvention visée à l'article 476 de cette loi pour former un fonds d'amortissement, conformément au troisième alinéa de l'article 476 ou au premier alinéa de l'article 477.1 de cette loi;

10° déterminer l'époque de transmission et la forme des états financiers des établissements privés dispensant des services à l'éducation préscolaire, à l'enseignement primaire ou à l'enseignement secondaire, conformément à l'article 65 de la Loi sur l'enseignement privé;

11° approuver préalablement ou fournir les plans et devis pour des travaux à un immeuble de la Commission scolaire crie ou de la Commission scolaire Kativik, conformément à l'article 235 de la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis, tel qu'il se lisait le 8 juin 1978.

7. Le sous-ministre, le sous-ministre adjoint responsable de l'enseignement collégial et le directeur général responsable du financement et de l'équipement des collèges sont chacun autorisés, à la place du ministre, à exercer les fonctions et pouvoirs suivants:

1° accorder à un collège les autorisations requises pour faire sur son crédit des emprunts, hypothéquer ses biens pour certaines fins, émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, les échanger ou les hypothéquer ou établir une servitude, conformément aux deuxième et troisième alinéas de l'article 6 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel modifié par l'article 61 du chapitre 40 des lois de 1999;

2° déterminer la date de transmission et la forme du budget des collèges, conformément au premier alinéa de l'article 26.1 de cette loi;

3° déterminer les documents ou les renseignements qui doivent accompagner les états financiers des collèges ainsi que l'époque de leur transmission et leur forme, conformément à l'article 27 de cette loi;

4^o accorder, aux termes et conditions qu'il détermine, une subvention à un collège pour pourvoir au paiement d'un emprunt et déposer auprès du ministre des Finances des sommes pour former un fonds d'amortissement, conformément aux articles 28.1 et 28.2 de cette loi;

5^o déterminer l'époque de transmission et la forme des états financiers des établissements privés dispensant des services à l'enseignement collégial, conformément à l'article 65 de la Loi sur l'enseignement privé.

8. Le sous-ministre, le sous-ministre adjoint responsable de l'enseignement universitaire et le directeur général responsable du financement et de l'équipement des universités sont chacun autorisés, à la place du ministre, à accorder, aux termes et conditions qu'il détermine, une subvention aux fins des investissements approuvés en vertu de l'article 4 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17) à tout établissement universitaire pour pourvoir à certains paiements et à déposer auprès du ministre des Finances des sommes pour former un fonds d'amortissement, conformément à l'article 6.1 ou au premier alinéa de l'article 6.2 de cette loi.

9. Le présent règlement remplace le Règlement sur certaines délégations de pouvoirs édicté par le décret numéro 521-93 du 7 avril 1993.

10. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

34838

Gouvernement du Québec

Décret 1085-2000, 13 septembre 2000

Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2)

Désignation de personnes pouvant offrir un produit d'assurance qui ne peut être offert par un distributeur

CONCERNANT la désignation de personnes pouvant offrir un produit d'assurance qui ne peut être offert par un distributeur

ATTENDU QUE l'article 428 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) prévoit que le gouvernement peut décréter, après con-

sultation du Bureau des services financiers, qu'un produit d'assurance qui ne peut être offert par un distributeur peut l'être par toute personne qu'il indique et que cette personne sera alors réputée être un distributeur pour ce produit;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 19 de la Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., c. V-1.2), le propriétaire de tout véhicule hors route doit détenir un contrat d'assurance de responsabilité civile d'au moins 500 000 \$ garantissant l'indemnisation d'un préjudice corporel ou matériel causé par ce véhicule;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 16 de cette loi, tout club d'utilisateurs de véhicules hors route doit assurer la sécurité et veiller au respect des dispositions de cette loi et de ses règlements d'application;

ATTENDU QUE la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec Inc. et ses clubs affiliés sont des clubs d'utilisateurs de véhicules hors route;

ATTENDU QUE le Bureau des services financiers a été consulté;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec Inc. et à ses clubs affiliés, par l'entremise de leurs administrateurs, dirigeants, représentants et employés, d'offrir à leurs membres la police d'assurance de responsabilité civile automobile standard (FPQ n^o 1) garantissant l'indemnisation d'un préjudice corporel ou matériel causé par un véhicule hors route;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances:

QUE la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec Inc. et ses clubs affiliés, par l'entremise de leurs administrateurs, dirigeants, représentants et employés, soient autorisés à offrir à leurs membres la police d'assurance de responsabilité civile automobile standard (FPQ n^o 1) garantissant l'indemnisation d'un préjudice corporel ou matériel causé par un véhicule hors route.

Le greffier du Conseil exécutif,

MICHEL NOËL DE TILLY

34839

Gouvernement du Québec

Décret 1087-2000, 13 septembre 2000

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

Comptables en management accrédités — Code de déontologie — Modifications

CONCERNANT le Règlement modifiant le Code de déontologie des comptables en management accrédités

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 87 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), le Bureau d'un ordre professionnel doit adopter, par règlement, un code de déontologie imposant au professionnel des devoirs d'ordre général et particulier envers le public, ses clients et sa profession, notamment celui de s'acquitter de ses obligations professionnelles avec intégrité;

ATTENDU QUE, en vertu de ce même article de ce code, le code de déontologie doit contenir entre autres des dispositions énonçant les conditions et modalités d'exercice des droits d'accès et de rectification prévus aux articles 60.5 et 60.6 de ce code, de même que des dispositions concernant l'obligation pour un professionnel de remettre des documents à son client;

ATTENDU QUE, le Bureau de l'Ordre professionnel des comptables en management accrédités du Québec, à sa réunion du 12 juin 1999, a adopté un règlement modifiant le code de déontologie actuel;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 95.3 de ce code, le secrétaire de l'Ordre, au moins 30 jours avant l'adoption du règlement par le Bureau de l'Ordre, a communiqué un projet de règlement à tous les membres de l'Ordre;

ATTENDU QUE, conformément à la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), ce règlement a été publié, à titre de projet, à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 1^{er} septembre 1999 avec avis indiquant, notamment, qu'il pourrait être soumis au gouvernement, qui pourrait l'approuver avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la date de sa publication;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 95 de ce code, le règlement a été transmis à l'Office qui l'a examiné et qui a formulé sa recommandation;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver ce règlement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le Règlement modifiant le Code de déontologie des comptables en management accrédités, dont le texte est annexé au présent décret, soit approuvé.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Règlement modifiant le Code de déontologie des comptables en management accrédités*

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 87, par. 4^o)

1. Le Code de déontologie des comptables en management accrédités est modifié par le remplacement de l'intitulé « Accessibilité des dossiers » et de l'article 40 par ce qui suit:

« Accessibilité, rectification et remise des documents

40. Outre les règles particulières prescrites par la loi, un membre détenant les documents qui font l'objet d'une demande d'accès ou de rectification par le client doit donner suite à cette demande avec diligence et au plus tard dans les 20 jours de la date de la réception de la demande.

À défaut de répondre dans les 20 jours de la réception de la demande, le membre est réputé avoir refusé d'y acquiescer.

40.1 L'accès aux renseignements contenus dans les documents est gratuit. Toutefois, des frais n'excédant pas le coût de leur transcription, de leur reproduction ou de leur transmission peuvent être exigés du requérant. Le membre qui entend exiger des frais en vertu du présent article doit informer le requérant du montant approximatif exigible avant de procéder à la transcription, à la reproduction ou à la transmission des renseignements.

40.2 Le membre qui, en application du deuxième alinéa de l'article 60.5 du Code des professions, refuse à son client l'accès à un renseignement contenu dans le

* La dernière modification au Code de déontologie des comptables en management accrédités approuvé par le décret numéro 672-90 du 16 mai 1990 (1990, *G.O.* 2, 2029) a été apportée par le règlement approuvé par le décret numéro 165-93 du 10 février 1993 (1993, *G.O.* 2, 1113).

dossier constitué à son sujet, doit indiquer à son client, par écrit, que la divulgation entraînerait vraisemblablement un préjudice grave pour son client ou pour un tiers.

40.3 Un membre, qui acquiesce à une demande de rectification, doit délivrer sans frais à la personne qui l'a faite une copie de tout renseignement modifié ou ajouté, selon le cas, ou une attestation du retrait d'un renseignement.

Cette personne peut exiger que le membre transmette copie de ce renseignement ou, selon le cas, de cette attestation à la personne de qui il a obtenu le renseignement ou à toute personne à qui le renseignement a été communiqué.

40.4 Un membre qui détient un renseignement faisant l'objet d'une demande d'accès ou de rectification doit, s'il n'acquiesce pas à cette demande, le conserver le temps requis pour permettre au client d'exercer les recours prévus par la loi.

40.5 Le membre doit donner suite, avec diligence, à toute demande écrite faite par un client dont l'objet est de reprendre possession d'un document qu'un client lui a confié. Le membre indique au dossier du client, le cas échéant, les motifs au soutien de la demande du client. ».

2. Ce règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

34840

Gouvernement du Québec

Décret 1096-2000, 13 septembre 2000

Loi sur les décrets de convention collective
(L.R.Q., c. D-2)

Camionnage — Montréal — Modification

CONCERNANT le Décret modifiant le Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Montréal

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Montréal (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 6);

ATTENDU QUE les parties contractantes au sens de ce décret ont présenté à la ministre d'État au Travail et à l'Emploi et ministre du Travail, une demande pour qu'une modification soit apportée à ce décret;

ATTENDU QUE les articles 2, 6.1 et 6.2 de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2) autorisent le gouvernement à décréter l'extension d'une convention collective et à modifier un décret d'extension sur demande des parties contractantes en y apportant, le cas échéant, les modifications qu'il juge opportunes;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et à l'article 5 de la Loi sur les décrets de convention collective, un projet du décret de modification ci-annexé a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 24 mai 2000 et, à cette même date, dans un journal de langue française et un journal de langue anglaise, avec avis qu'il pourrait être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce projet de décret sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État au Travail et à l'Emploi et ministre du Travail:

QUE le Décret modifiant le Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Montréal, ci-annexé, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Décret modifiant le Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Montréal*

Loi sur les décrets de convention collective
(L.R.Q., c. D-2, a. 8)

1. L'article 12.01 du Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Montréal est remplacé par le suivant:

«**12.01.** Le décret demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 2001. ».

2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

34841

* La dernière modification au Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Montréal (R.R.Q., 1981, c. D-2, r. 6) a été apportée par le règlement édicté par le décret n^o 1384-99 du 8 décembre 1999 (1999, *G.O.* 2, 6234). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 2000, à jour au 1^{er} février 2000.

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi sur Immobilière SHQ
(1999, c. 16)

Offices municipaux d'habitation et autres organismes sans but lucratif — Contrepartie exigible pour l'utilisation des immeubles de Immobilière SHQ

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le «Règlement sur la contrepartie exigible des offices municipaux d'habitation et des autres organismes sans but lucratif pour l'utilisation des immeubles de Immobilière SHQ», adopté par le conseil d'administration de Immobilière SHQ et dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être soumis pour approbation au gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à déterminer la valeur de la contrepartie exigible des offices municipaux d'habitation et des organismes sans but lucratif pour l'utilisation des immeubles d'habitation de Immobilière SHQ.

Des renseignements additionnels concernant ce projet peuvent être obtenus en s'adressant à M^e Claude Simard, vice-président de Immobilière SHQ, 1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, aile Saint-Amable, 4^e étage, Québec (Québec) G1R 5E7 (téléphone: (418) 646-6718, télécopieur: (418) 643-3738).

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours ci-haut mentionné, au vice-président de Immobilière SHQ, à l'adresse mentionnée ci-dessus.

La présidente de Immobilière SHQ,
RITA BISSONNETTE

Règlement sur la contrepartie exigible des offices municipaux d'habitation et des autres organismes sans but lucratif pour l'utilisation des immeubles de Immobilière SHQ

Loi sur Immobilière SHQ
(1999, c. 16, a. 23)

1. La contrepartie exigible d'un office municipal d'habitation ou d'un organisme sans but lucratif pour l'utilisation d'un immeuble de Immobilière SHQ est égale au montant, en capital, intérêts, frais et accessoires, de tout emprunt contracté pour financer l'acquisition, la construction ou la rénovation de cet immeuble.

2. Le présent règlement entrera en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

34835

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2001

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le projet de «Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2001» dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des indemnités de remplacement du revenu en fonction des changements survenus à l'impôt sur le revenu payable en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (Statuts révisés du Canada (1985), chapitre I, 5^e supplément), à la cotisation ouvrière payable en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi (Lois du Canada, 1996, chapitre 23) et à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9).

À ce jour, l'étude du dossier révèle les impacts suivants sur les citoyens et les entreprises concernés directement par ces modifications:

— Comme tout autre travailleur recevant un salaire en 2001, le travailleur recevant une indemnité de remplacement du revenu verra son revenu net ajusté en fonction des changements survenus aux lois de l'impôt, à l'assurance-emploi et à la Régie des rentes;

— La tarification servant à établir la cotisation des employeurs est ajustée de manière à refléter ces changements au revenu net des travailleurs qui surviendront en 2001.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, à Québec, téléphone (418) 643-1227, télécopieur (418) 528-2081.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,
TREFFLÉ LACOMBE*

Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2001

Loi sur les accidents du travail et
les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 63)

1. Aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu à compter de la quinzième journée, le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 51 500 \$ pour l'année 2001.

2. Aux fins du calcul du revenu net retenu, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante:

1^o Travailleur avec conjoint à charge:

- a) Travailleur avec conjoint;
- b) Travailleur avec conjoint et 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec conjoint et 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec conjoint et 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec conjoint et 4 personnes à charge et plus.

2^o Travailleur avec conjoint non à charge:

- a) Travailleur sans personne à charge;
- b) Travailleur avec 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3^o Célibataire ou famille monoparentale:

- a) Travailleur sans personne à charge;
- b) Travailleur avec 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
100	87,84	87,84	87,84	87,84	87,84
200	175,68	175,68	175,68	175,68	175,68
300	263,52	263,52	263,52	263,52	263,52
400	351,36	351,36	351,36	351,36	351,36
500	439,20	439,20	439,20	439,20	439,20
600	527,04	527,04	527,04	527,04	527,04
700	614,88	614,88	614,88	614,88	614,88
800	702,72	702,72	702,72	702,72	702,72
900	790,56	790,56	790,56	790,56	790,56
1 000	878,40	878,40	878,40	878,40	878,40
1 100	966,24	966,24	966,24	966,24	966,24
1 200	1 054,08	1 054,08	1 054,08	1 054,08	1 054,08
1 300	1 141,92	1 141,92	1 141,92	1 141,92	1 141,92
1 400	1 229,76	1 229,76	1 229,76	1 229,76	1 229,76
1 500	1 317,60	1 317,60	1 317,60	1 317,60	1 317,60
1 600	1 405,44	1 405,44	1 405,44	1 405,44	1 405,44
1 700	1 493,28	1 493,28	1 493,28	1 493,28	1 493,28
1 800	1 581,12	1 581,12	1 581,12	1 581,12	1 581,12
1 900	1 668,96	1 668,96	1 668,96	1 668,96	1 668,96
2 000	1 756,80	1 756,80	1 756,80	1 756,80	1 756,80
2 100	1 844,64	1 844,64	1 844,64	1 844,64	1 844,64
2 200	1 932,48	1 932,48	1 932,48	1 932,48	1 932,48
2 300	2 020,32	2 020,32	2 020,32	2 020,32	2 020,32
2 400	2 108,16	2 108,16	2 108,16	2 108,16	2 108,16
2 500	2 196,00	2 196,00	2 196,00	2 196,00	2 196,00
2 600	2 283,84	2 283,84	2 283,84	2 283,84	2 283,84
2 700	2 371,68	2 371,68	2 371,68	2 371,68	2 371,68
2 800	2 459,52	2 459,52	2 459,52	2 459,52	2 459,52
2 900	2 547,36	2 547,36	2 547,36	2 547,36	2 547,36
3 000	2 635,20	2 635,20	2 635,20	2 635,20	2 635,20
3 100	2 723,04	2 723,04	2 723,04	2 723,04	2 723,04
3 200	2 810,88	2 810,88	2 810,88	2 810,88	2 810,88
3 300	2 898,72	2 898,72	2 898,72	2 898,72	2 898,72
3 400	2 986,56	2 986,56	2 986,56	2 986,56	2 986,56
3 500	3 074,40	3 074,40	3 074,40	3 074,40	3 074,40
3 600	3 158,37	3 158,37	3 158,37	3 158,37	3 158,37
3 700	3 242,34	3 242,34	3 242,34	3 242,34	3 242,34
3 800	3 326,31	3 326,31	3 326,31	3 326,31	3 326,31
3 900	3 410,28	3 410,28	3 410,28	3 410,28	3 410,28
4 000	3 494,25	3 494,25	3 494,25	3 494,25	3 494,25
4 100	3 578,22	3 578,22	3 578,22	3 578,22	3 578,22
4 200	3 662,19	3 662,19	3 662,19	3 662,19	3 662,19
4 300	3 746,16	3 746,16	3 746,16	3 746,16	3 746,16
4 400	3 830,13	3 830,13	3 830,13	3 830,13	3 830,13
4 500	3 914,10	3 914,10	3 914,10	3 914,10	3 914,10
4 600	3 998,07	3 998,07	3 998,07	3 998,07	3 998,07
4 700	4 082,04	4 082,04	4 082,04	4 082,04	4 082,04
4 800	4 166,01	4 166,01	4 166,01	4 166,01	4 166,01
4 900	4 249,98	4 249,98	4 249,98	4 249,98	4 249,98

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
5 000	4 333,95	4 333,95	4 333,95	4 333,95	4 333,95
5 100	4 417,92	4 417,92	4 417,92	4 417,92	4 417,92
5 200	4 501,89	4 501,89	4 501,89	4 501,89	4 501,89
5 300	4 585,86	4 585,86	4 585,86	4 585,86	4 585,86
5 400	4 669,83	4 669,83	4 669,83	4 669,83	4 669,83
5 500	4 753,80	4 753,80	4 753,80	4 753,80	4 753,80
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 921,74	4 921,74	4 921,74	4 921,74	4 921,74
5 800	5 005,71	5 005,71	5 005,71	5 005,71	5 005,71
5 900	5 089,68	5 089,68	5 089,68	5 089,68	5 089,68
6 000	5 173,65	5 173,65	5 173,65	5 173,65	5 173,65
6 100	5 257,62	5 257,62	5 257,62	5 257,62	5 257,62
6 200	5 341,59	5 341,59	5 341,59	5 341,59	5 341,59
6 300	5 425,56	5 425,56	5 425,56	5 425,56	5 425,56
6 400	5 509,53	5 509,53	5 509,53	5 509,53	5 509,53
6 500	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50
6 600	5 677,47	5 677,47	5 677,47	5 677,47	5 677,47
6 700	5 761,44	5 761,44	5 761,44	5 761,44	5 761,44
6 800	5 845,41	5 845,41	5 845,41	5 845,41	5 845,41
6 900	5 929,38	5 929,38	5 929,38	5 929,38	5 929,38
7 000	6 013,35	6 013,35	6 013,35	6 013,35	6 013,35
7 100	6 097,32	6 097,32	6 097,32	6 097,32	6 097,32
7 200	6 181,29	6 181,29	6 181,29	6 181,29	6 181,29
7 300	6 265,26	6 265,26	6 265,26	6 265,26	6 265,26
7 400	6 349,23	6 349,23	6 349,23	6 349,23	6 349,23
7 500	6 433,20	6 433,20	6 433,20	6 433,20	6 433,20
7 600	6 517,17	6 517,17	6 517,17	6 517,17	6 517,17
7 700	6 601,14	6 601,14	6 601,14	6 601,14	6 601,14
7 800	6 683,97	6 685,11	6 685,11	6 685,11	6 685,11
7 900	6 756,02	6 769,08	6 769,08	6 769,08	6 769,08
8 000	6 828,07	6 853,05	6 853,05	6 853,05	6 853,05
8 100	6 900,12	6 937,02	6 937,02	6 937,02	6 937,02
8 200	6 972,17	7 020,99	7 020,99	7 020,99	7 020,99
8 300	7 044,23	7 104,96	7 104,96	7 104,96	7 104,96
8 400	7 116,28	7 188,93	7 188,93	7 188,93	7 188,93
8 500	7 188,33	7 272,90	7 272,90	7 272,90	7 272,90
8 600	7 260,38	7 356,87	7 356,87	7 356,87	7 356,87
8 700	7 332,43	7 440,84	7 440,84	7 440,84	7 440,84
8 800	7 404,48	7 524,81	7 524,81	7 524,81	7 524,81
8 900	7 476,53	7 608,78	7 608,78	7 608,78	7 608,78
9 000	7 548,58	7 692,75	7 692,75	7 692,75	7 692,75
9 100	7 620,63	7 776,72	7 776,72	7 776,72	7 776,72
9 200	7 692,68	7 860,69	7 860,69	7 860,69	7 860,69
9 300	7 764,73	7 944,66	7 944,66	7 944,66	7 944,66
9 400	7 836,78	8 028,63	8 028,63	8 028,63	8 028,63
9 500	7 908,83	8 112,60	8 112,60	8 112,60	8 112,60
9 600	7 980,88	8 196,57	8 196,57	8 196,57	8 196,57
9 700	8 052,93	8 280,54	8 280,54	8 280,54	8 280,54

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
9 800	8 124,98	8 364,51	8 364,51	8 364,51	8 364,51
9 900	8 197,03	8 448,48	8 448,48	8 448,48	8 448,48
10 000	8 269,08	8 532,45	8 532,45	8 532,45	8 532,45
10 100	8 341,13	8 616,42	8 616,42	8 616,42	8 616,42
10 200	8 413,18	8 700,39	8 700,39	8 700,39	8 700,39
10 300	8 485,23	8 784,36	8 784,36	8 784,36	8 784,36
10 400	8 557,28	8 868,33	8 868,33	8 868,33	8 868,33
10 500	8 629,34	8 952,30	8 952,30	8 952,30	8 952,30
10 600	8 701,39	9 036,27	9 036,27	9 036,27	9 036,27
10 700	8 773,44	9 120,24	9 120,24	9 120,24	9 120,24
10 800	8 845,49	9 204,21	9 204,21	9 204,21	9 204,21
10 900	8 917,54	9 288,18	9 288,18	9 288,18	9 288,18
11 000	8 989,59	9 372,15	9 372,15	9 372,15	9 372,15
11 100	9 061,64	9 456,12	9 456,12	9 456,12	9 456,12
11 200	9 133,69	9 540,09	9 540,09	9 540,09	9 540,09
11 300	9 205,74	9 624,06	9 624,06	9 624,06	9 624,06
11 400	9 277,79	9 708,03	9 708,03	9 708,03	9 708,03
11 500	9 349,84	9 792,00	9 792,00	9 792,00	9 792,00
11 600	9 406,10	9 875,97	9 875,97	9 875,97	9 875,97
11 700	9 461,95	9 959,94	9 959,94	9 959,94	9 959,94
11 800	9 517,80	10 043,91	10 043,91	10 043,91	10 043,91
11 900	9 573,65	10 127,88	10 127,88	10 127,88	10 127,88
12 000	9 629,50	10 211,85	10 211,85	10 211,85	10 211,85
12 100	9 685,35	10 295,82	10 295,82	10 295,82	10 295,82
12 200	9 741,20	10 379,79	10 379,79	10 379,79	10 379,79
12 300	9 797,05	10 463,76	10 463,76	10 463,76	10 463,76
12 400	9 852,90	10 547,73	10 547,73	10 547,73	10 547,73
12 500	9 908,75	10 631,70	10 631,70	10 631,70	10 631,70
12 600	9 964,60	10 715,67	10 715,67	10 715,67	10 715,67
12 700	10 020,45	10 799,64	10 799,64	10 799,64	10 799,64
12 800	10 076,30	10 883,61	10 883,61	10 883,61	10 883,61
12 900	10 132,15	10 967,58	10 967,58	10 967,58	10 967,58
13 000	10 188,00	11 051,55	11 051,55	11 051,55	11 051,55
13 100	10 243,85	11 135,52	11 135,52	11 135,52	11 135,52
13 200	10 299,70	11 219,49	11 219,49	11 219,49	11 219,49
13 300	10 355,55	11 303,46	11 303,46	11 303,46	11 303,46
13 400	10 411,40	11 387,43	11 387,43	11 387,43	11 387,43
13 500	10 467,25	11 471,40	11 471,40	11 471,40	11 471,40
13 600	10 523,10	11 555,37	11 555,37	11 555,37	11 555,37
13 700	10 578,96	11 639,34	11 639,34	11 639,34	11 639,34
13 800	10 634,81	11 723,31	11 723,31	11 723,31	11 723,31
13 900	10 690,66	11 807,28	11 807,28	11 807,28	11 807,28
14 000	10 746,51	11 891,25	11 891,25	11 891,25	11 891,25
14 100	10 802,36	11 975,22	11 975,22	11 975,22	11 975,22
14 200	10 858,21	12 059,19	12 059,19	12 059,19	12 059,19
14 300	10 914,06	12 143,16	12 143,16	12 143,16	12 143,16
14 400	10 969,91	12 227,13	12 227,13	12 227,13	12 227,13
14 500	11 025,76	12 311,10	12 311,10	12 311,10	12 311,10

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
14 600	11 081,61	12 388,26	12 388,26	12 388,26	12 388,26
14 700	11 137,46	12 460,31	12 460,31	12 460,31	12 460,31
14 800	11 193,31	12 532,36	12 532,36	12 532,36	12 532,36
14 900	11 249,16	12 604,41	12 604,41	12 604,41	12 604,41
15 000	11 305,01	12 676,46	12 676,46	12 676,46	12 676,46
15 100	11 360,86	12 748,51	12 748,51	12 748,51	12 748,51
15 200	11 416,71	12 820,56	12 820,56	12 820,56	12 820,56
15 300	11 472,56	12 892,61	12 892,61	12 892,61	12 892,61
15 400	11 528,41	12 964,66	12 964,66	12 964,66	12 964,66
15 500	11 584,26	13 036,71	13 036,71	13 036,71	13 036,71
15 600	11 640,11	13 108,77	13 108,77	13 108,77	13 108,77
15 700	11 695,96	13 180,82	13 180,82	13 180,82	13 180,82
15 800	11 751,81	13 252,87	13 252,87	13 252,87	13 252,87
15 900	11 807,67	13 324,92	13 324,92	13 324,92	13 324,92
16 000	11 863,52	13 396,97	13 396,97	13 396,97	13 396,97
16 100	11 919,37	13 469,02	13 469,02	13 469,02	13 469,02
16 200	11 975,22	13 541,07	13 541,07	13 541,07	13 541,07
16 300	12 031,07	13 613,12	13 613,12	13 613,12	13 613,12
16 400	12 086,92	13 685,17	13 685,17	13 685,17	13 685,17
16 500	12 142,77	13 757,22	13 757,22	13 757,22	13 757,22
16 600	12 198,62	13 829,27	13 829,27	13 829,27	13 829,27
16 700	12 254,47	13 901,32	13 901,32	13 901,32	13 901,32
16 800	12 310,32	13 973,37	13 973,37	13 973,37	13 973,37
16 900	12 366,17	14 045,42	14 045,42	14 045,42	14 045,42
17 000	12 422,02	14 117,47	14 117,47	14 117,47	14 117,47
17 100	12 477,87	14 189,52	14 189,52	14 189,52	14 189,52
17 200	12 533,72	14 261,57	14 261,57	14 261,57	14 261,57
17 300	12 589,57	14 333,62	14 333,62	14 333,62	14 333,62
17 400	12 645,42	14 405,67	14 405,67	14 405,67	14 405,67
17 500	12 701,27	14 477,72	14 477,72	14 477,72	14 477,72
17 600	12 757,12	14 549,77	14 549,77	14 549,77	14 549,77
17 700	12 812,97	14 621,82	14 621,82	14 621,82	14 621,82
17 800	12 868,82	14 693,88	14 693,88	14 693,88	14 693,88
17 900	12 924,67	14 765,93	14 765,93	14 765,93	14 765,93
18 000	12 980,52	14 837,98	14 837,98	14 837,98	14 837,98
18 100	13 036,38	14 910,03	14 910,03	14 910,03	14 910,03
18 200	13 092,23	14 982,08	14 982,08	14 982,08	14 982,08
18 300	13 148,08	15 054,13	15 054,13	15 054,13	15 054,13
18 400	13 203,93	15 126,18	15 126,18	15 126,18	15 126,18
18 500	13 259,78	15 198,23	15 198,23	15 198,23	15 198,23
18 600	13 315,63	15 270,28	15 270,28	15 270,28	15 270,28
18 700	13 371,48	15 342,33	15 342,33	15 342,33	15 342,33
18 800	13 427,33	15 414,38	15 414,38	15 414,38	15 414,38
18 900	13 483,18	15 486,43	15 486,43	15 486,43	15 486,43
19 000	13 539,03	15 558,48	15 558,48	15 558,48	15 558,48
19 100	13 594,88	15 630,53	15 630,53	15 630,53	15 630,53
19 200	13 650,73	15 702,58	15 702,58	15 702,58	15 702,58
19 300	13 706,58	15 774,63	15 774,63	15 774,63	15 774,63

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
19 400	13 762,43	15 846,68	15 846,68	15 846,68	15 846,68
19 500	13 818,28	15 918,73	15 918,73	15 918,73	15 918,73
19 600	13 874,13	15 990,78	15 990,78	15 990,78	15 990,78
19 700	13 929,98	16 062,83	16 062,83	16 062,83	16 062,83
19 800	13 985,83	16 134,88	16 134,88	16 134,88	16 134,88
19 900	14 041,68	16 206,93	16 206,93	16 206,93	16 206,93
20 000	14 097,53	16 278,99	16 278,99	16 278,99	16 278,99
20 100	14 153,38	16 351,04	16 351,04	16 351,04	16 351,04
20 200	14 209,23	16 423,09	16 423,09	16 423,09	16 423,09
20 300	14 265,09	16 495,14	16 495,14	16 495,14	16 495,14
20 400	14 320,94	16 567,19	16 567,19	16 567,19	16 567,19
20 500	14 376,79	16 639,24	16 639,24	16 639,24	16 639,24
20 600	14 432,64	16 711,29	16 711,29	16 711,29	16 711,29
20 700	14 488,49	16 783,34	16 783,34	16 783,34	16 783,34
20 800	14 544,34	16 855,39	16 855,39	16 855,39	16 855,39
20 900	14 600,19	16 927,44	16 927,44	16 927,44	16 927,44
21 000	14 656,04	16 999,49	16 999,49	16 999,49	16 999,49
21 100	14 711,89	17 071,54	17 071,54	17 071,54	17 071,54
21 200	14 767,74	17 143,59	17 143,59	17 143,59	17 143,59
21 300	14 823,59	17 215,64	17 215,64	17 215,64	17 215,64
21 400	14 879,44	17 287,69	17 287,69	17 287,69	17 287,69
21 500	14 935,29	17 359,74	17 359,74	17 359,74	17 359,74
21 600	14 991,14	17 431,79	17 431,79	17 431,79	17 431,79
21 700	15 046,99	17 503,84	17 503,84	17 503,84	17 503,84
21 800	15 102,84	17 575,89	17 575,89	17 575,89	17 575,89
21 900	15 158,69	17 647,94	17 647,94	17 647,94	17 647,94
22 000	15 214,54	17 719,99	17 719,99	17 719,99	17 719,99
22 100	15 270,39	17 792,05	17 792,05	17 792,05	17 792,05
22 200	15 326,24	17 864,10	17 864,10	17 864,10	17 864,10
22 300	15 382,09	17 936,15	17 936,15	17 936,15	17 936,15
22 400	15 437,94	18 008,20	18 008,20	18 008,20	18 008,20
22 500	15 493,80	18 080,25	18 080,25	18 080,25	18 080,25
22 600	15 549,65	18 152,30	18 152,30	18 152,30	18 152,30
22 700	15 605,50	18 224,35	18 224,35	18 224,35	18 224,35
22 800	15 661,35	18 296,35	18 296,40	18 296,40	18 296,40
22 900	15 717,20	18 352,20	18 368,45	18 368,45	18 368,45
23 000	15 773,05	18 408,05	18 440,50	18 440,50	18 440,50
23 100	15 828,90	18 463,90	18 512,55	18 512,55	18 512,55
23 200	15 884,75	18 519,76	18 584,60	18 584,60	18 584,60
23 300	15 940,60	18 575,61	18 656,65	18 656,65	18 656,65
23 400	15 996,45	18 631,46	18 728,70	18 728,70	18 728,70
23 500	16 052,30	18 687,31	18 800,75	18 800,75	18 800,75
23 600	16 108,15	18 743,16	18 872,80	18 872,80	18 872,80
23 700	16 164,00	18 799,01	18 944,85	18 944,85	18 944,85
23 800	16 219,85	18 854,86	19 016,90	19 016,90	19 016,90
23 900	16 275,70	18 910,71	19 088,95	19 088,95	19 088,95
24 000	16 331,55	18 966,56	19 161,00	19 161,00	19 161,00
24 100	16 387,40	19 022,41	19 233,05	19 233,05	19 233,05

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
24 200	16 443,25	19 078,26	19 305,10	19 305,10	19 305,10
24 300	16 499,10	19 134,11	19 377,16	19 377,16	19 377,16
24 400	16 554,95	19 189,96	19 449,21	19 449,21	19 449,21
24 500	16 610,80	19 245,81	19 521,26	19 521,26	19 521,26
24 600	16 666,66	19 301,66	19 593,31	19 593,31	19 593,31
24 700	16 722,51	19 357,51	19 665,36	19 665,36	19 665,36
24 800	16 778,36	19 413,36	19 737,41	19 737,41	19 737,41
24 900	16 834,21	19 469,21	19 809,46	19 809,46	19 809,46
25 000	16 890,06	19 525,06	19 881,51	19 881,51	19 881,51
25 100	16 945,91	19 580,91	19 953,56	19 953,56	19 953,56
25 200	17 001,76	19 636,76	20 025,61	20 025,61	20 025,61
25 300	17 057,61	19 692,61	20 097,66	20 097,66	20 097,66
25 400	17 113,46	19 748,47	20 169,71	20 169,71	20 169,71
25 500	17 169,31	19 804,32	20 241,76	20 241,76	20 241,76
25 600	17 225,16	19 860,17	20 313,81	20 313,81	20 313,81
25 700	17 281,01	19 916,02	20 380,42	20 385,86	20 385,86
25 800	17 336,86	19 971,87	20 436,27	20 457,91	20 457,91
25 900	17 392,71	20 027,72	20 492,12	20 529,96	20 529,96
26 000	17 448,56	20 083,57	20 547,97	20 602,01	20 602,01
26 100	17 497,46	20 128,87	20 593,27	20 674,06	20 674,06
26 200	17 546,36	20 174,16	20 638,56	20 746,11	20 746,11
26 300	17 595,26	20 219,46	20 683,86	20 818,16	20 818,16
26 400	17 644,15	20 264,76	20 729,16	20 890,21	20 890,21
26 500	17 693,05	20 310,06	20 774,46	20 962,27	20 962,27
26 600	17 741,95	20 355,36	20 819,76	21 034,32	21 034,32
26 700	17 790,85	20 400,65	20 865,05	21 106,37	21 106,37
26 800	17 839,75	20 445,95	20 910,35	21 178,42	21 178,42
26 900	17 888,64	20 491,25	20 955,65	21 250,47	21 250,47
27 000	17 937,54	20 536,55	21 000,95	21 322,52	21 322,52
27 100	17 986,44	20 581,85	21 046,25	21 394,57	21 394,57
27 200	18 035,34	20 627,14	21 091,54	21 466,62	21 466,62
27 300	18 084,23	20 672,44	21 136,84	21 538,67	21 538,67
27 400	18 133,13	20 717,74	21 182,14	21 610,72	21 610,72
27 500	18 182,03	20 763,04	21 227,44	21 682,77	21 682,77
27 600	18 230,93	20 808,34	21 272,74	21 737,14	21 754,82
27 700	18 279,83	20 853,63	21 318,03	21 782,43	21 826,87
27 800	18 328,72	20 898,93	21 363,33	21 827,73	21 898,92
27 900	18 377,62	20 944,23	21 408,63	21 873,03	21 970,97
28 000	18 426,52	20 989,53	21 453,93	21 918,33	22 043,02
28 100	18 475,42	21 034,83	21 499,23	21 963,63	22 115,07
28 200	18 524,32	21 080,12	21 544,52	22 008,92	22 187,12
28 300	18 573,21	21 125,42	21 589,82	22 054,22	22 259,17
28 400	18 622,11	21 170,72	21 635,12	22 099,52	22 331,22
28 500	18 671,01	21 216,02	21 680,42	22 144,82	22 403,27
28 600	18 719,91	21 261,31	21 725,71	22 190,11	22 475,32
28 700	18 768,81	21 306,61	21 771,01	22 235,41	22 547,38
28 800	18 817,70	21 351,91	21 816,31	22 280,71	22 619,43
28 900	18 866,60	21 397,21	21 861,61	22 326,01	22 691,48

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
29 000	18 915,50	21 442,51	21 906,91	22 371,31	22 763,53
29 100	18 964,40	21 487,80	21 952,20	22 416,60	22 835,58
29 200	19 013,30	21 533,10	21 997,50	22 461,90	22 907,63
29 300	19 062,19	21 578,40	22 042,80	22 507,20	22 971,60
29 400	19 111,09	21 623,70	22 088,10	22 552,50	23 016,90
29 500	19 159,99	21 669,00	22 133,40	22 597,80	23 062,20
29 600	19 208,89	21 714,29	22 178,69	22 643,09	23 107,49
29 700	19 257,79	21 759,59	22 223,99	22 688,39	23 152,79
29 800	19 306,68	21 804,89	22 269,29	22 733,69	23 198,09
29 900	19 355,58	21 850,19	22 314,59	22 778,99	23 243,39
30 000	19 404,48	21 895,49	22 359,89	22 824,29	23 288,69
30 100	19 453,38	21 940,78	22 405,18	22 869,58	23 333,98
30 200	19 502,28	21 986,08	22 450,48	22 914,88	23 379,28
30 300	19 551,17	22 031,38	22 495,78	22 960,18	23 424,58
30 400	19 600,07	22 076,68	22 541,08	23 005,48	23 469,88
30 500	19 648,97	22 121,98	22 586,38	23 050,78	23 515,18
30 600	19 697,87	22 167,27	22 631,67	23 096,07	23 560,47
30 700	19 746,77	22 212,57	22 676,97	23 141,37	23 605,77
30 800	19 794,82	22 257,03	22 721,43	23 185,83	23 650,23
30 900	19 838,46	22 297,07	22 761,47	23 225,87	23 690,27
31 000	19 882,10	22 337,10	22 801,50	23 265,90	23 730,30
31 100	19 925,73	22 377,14	22 841,54	23 305,94	23 770,34
31 200	19 969,37	22 417,18	22 881,58	23 345,98	23 810,38
31 300	20 013,01	22 457,22	22 921,62	23 386,02	23 850,42
31 400	20 056,65	22 497,25	22 961,65	23 426,05	23 890,45
31 500	20 100,28	22 537,29	23 001,69	23 466,09	23 930,49
31 600	20 143,92	22 577,33	23 041,73	23 506,13	23 970,53
31 700	20 187,56	22 617,37	23 081,77	23 546,17	24 010,57
31 800	20 231,20	22 657,40	23 121,80	23 586,20	24 050,60
31 900	20 274,83	22 697,44	23 161,84	23 626,24	24 090,64
32 000	20 318,47	22 737,48	23 201,88	23 666,28	24 130,68
32 100	20 362,11	22 777,52	23 241,92	23 706,32	24 170,72
32 200	20 405,75	22 817,55	23 281,95	23 746,35	24 210,75
32 300	20 449,38	22 857,59	23 321,99	23 786,39	24 250,79
32 400	20 493,02	22 897,63	23 362,03	23 826,43	24 290,83
32 500	20 536,66	22 937,67	23 402,07	23 866,47	24 330,87
32 600	20 580,30	22 977,70	23 442,10	23 906,50	24 370,90
32 700	20 623,93	23 017,74	23 482,14	23 946,54	24 410,94
32 800	20 667,57	23 057,78	23 522,18	23 986,58	24 450,98
32 900	20 711,21	23 097,81	23 562,21	24 026,61	24 491,01
33 000	20 754,85	23 137,85	23 602,25	24 066,65	24 531,05
33 100	20 801,39	23 180,79	23 645,19	24 109,59	24 573,99
33 200	20 847,93	23 223,73	23 688,13	24 152,53	24 616,93
33 300	20 894,47	23 266,67	23 731,07	24 195,47	24 659,87
33 400	20 941,01	23 309,61	23 774,01	24 238,41	24 702,81
33 500	20 987,55	23 352,55	23 816,95	24 281,35	24 745,75
33 600	21 034,09	23 395,49	23 859,89	24 324,29	24 788,69

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
33 700	21 080,63	23 438,43	23 902,83	24 367,23	24 831,63
33 800	21 127,17	23 481,37	23 945,77	24 410,17	24 874,57
33 900	21 173,71	23 524,31	23 988,71	24 453,11	24 917,51
34 000	21 220,25	23 567,25	24 031,65	24 496,05	24 960,45
34 100	21 266,79	23 610,19	24 074,59	24 538,99	25 003,39
34 200	21 313,33	23 653,13	24 117,53	24 581,93	25 046,33
34 300	21 359,87	23 696,07	24 160,47	24 624,87	25 089,27
34 400	21 406,41	23 739,01	24 203,41	24 667,81	25 132,21
34 500	21 452,95	23 781,95	24 246,35	24 710,75	25 175,15
34 600	21 499,49	23 824,89	24 289,29	24 753,69	25 218,09
34 700	21 546,03	23 867,83	24 332,23	24 796,63	25 261,03
34 800	21 592,57	23 910,77	24 375,17	24 839,57	25 303,97
34 900	21 639,11	23 953,71	24 418,11	24 882,51	25 346,91
35 000	21 685,65	23 996,65	24 461,05	24 925,45	25 389,85
35 100	21 732,18	24 039,59	24 503,99	24 968,39	25 432,79
35 200	21 778,72	24 082,53	24 546,93	25 011,33	25 475,73
35 300	21 825,26	24 125,47	24 589,87	25 054,27	25 518,67
35 400	21 871,80	24 168,41	24 632,81	25 097,21	25 561,61
35 500	21 918,34	24 211,35	24 675,75	25 140,15	25 604,55
35 600	21 964,88	24 254,29	24 718,69	25 183,09	25 647,49
35 700	22 011,42	24 297,23	24 761,63	25 226,03	25 690,43
35 800	22 057,96	24 340,17	24 804,57	25 268,97	25 733,37
35 900	22 104,50	24 383,11	24 847,51	25 311,91	25 776,31
36 000	22 151,04	24 426,05	24 890,45	25 354,85	25 819,25
36 100	22 197,58	24 468,99	24 933,39	25 397,79	25 862,19
36 200	22 244,12	24 511,93	24 976,33	25 440,73	25 905,13
36 300	22 290,66	24 554,87	25 019,27	25 483,67	25 948,07
36 400	22 337,20	24 597,81	25 062,21	25 526,61	25 991,01
36 500	22 383,74	24 640,75	25 105,15	25 569,55	26 033,95
36 600	22 430,28	24 683,69	25 148,09	25 612,49	26 076,89
36 700	22 476,82	24 726,63	25 191,03	25 655,43	26 119,83
36 800	22 523,36	24 769,57	25 233,97	25 698,37	26 162,77
36 900	22 569,90	24 812,51	25 276,91	25 741,31	26 205,71
37 000	22 616,44	24 855,45	25 319,85	25 784,25	26 248,65
37 100	22 662,98	24 898,39	25 362,79	25 827,19	26 291,59
37 200	22 709,52	24 941,33	25 405,73	25 870,13	26 334,53
37 300	22 756,06	24 984,27	25 448,67	25 913,07	26 377,47
37 400	22 802,60	25 027,21	25 491,61	25 956,01	26 420,41
37 500	22 849,14	25 070,15	25 534,55	25 998,95	26 463,35
37 600	22 895,68	25 113,09	25 577,49	26 041,89	26 506,29
37 700	22 942,22	25 156,03	25 620,43	26 084,83	26 549,23
37 800	22 988,76	25 198,97	25 663,37	26 127,77	26 592,17
37 900	23 035,30	25 241,91	25 706,31	26 170,71	26 635,11
38 000	23 081,84	25 284,85	25 749,25	26 213,65	26 678,05
38 100	23 128,38	25 327,79	25 792,19	26 256,59	26 720,99
38 200	23 174,92	25 370,73	25 835,13	26 299,53	26 763,93
38 300	23 221,46	25 413,67	25 878,07	26 342,47	26 806,87
38 400	23 271,32	25 459,93	25 924,33	26 388,73	26 853,13

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
38 500	23 321,18	25 506,19	25 970,59	26 434,99	26 899,39
38 600	23 371,05	25 552,45	26 016,85	26 481,25	26 945,65
38 700	23 420,91	25 598,71	26 063,11	26 527,51	26 991,91
38 800	23 470,77	25 644,97	26 109,37	26 573,77	27 038,17
38 900	23 520,63	25 691,23	26 155,63	26 620,03	27 084,43
39 000	23 570,49	25 737,49	26 201,89	26 666,29	27 130,69
39 100	23 622,20	25 785,61	26 250,01	26 714,41	27 178,81
39 200	23 673,92	25 833,72	26 298,12	26 762,52	27 226,92
39 300	23 725,63	25 881,84	26 346,24	26 810,64	27 275,04
39 400	23 777,34	25 929,95	26 394,35	26 858,75	27 323,15
39 500	23 829,06	25 978,06	26 442,46	26 906,86	27 371,26
39 600	23 880,77	26 026,18	26 490,58	26 954,98	27 419,38
39 700	23 932,49	26 074,29	26 538,69	27 003,09	27 467,49
39 800	23 984,20	26 122,41	26 586,81	27 051,21	27 515,61
39 900	24 035,91	26 170,52	26 634,92	27 099,32	27 563,72
40 000	24 087,63	26 218,63	26 683,03	27 147,43	27 611,83
40 100	24 139,34	26 266,75	26 731,15	27 195,55	27 659,95
40 200	24 191,06	26 314,86	26 779,26	27 243,66	27 708,06
40 300	24 242,77	26 362,98	26 827,38	27 291,78	27 756,18
40 400	24 294,48	26 411,09	26 875,49	27 339,89	27 804,29
40 500	24 346,20	26 459,20	26 923,60	27 388,00	27 852,40
40 600	24 397,91	26 507,32	26 971,72	27 436,12	27 900,52
40 700	24 449,63	26 555,43	27 019,83	27 484,23	27 948,63
40 800	24 501,34	26 603,55	27 067,95	27 532,35	27 996,75
40 900	24 553,05	26 651,66	27 116,06	27 580,46	28 044,86
41 000	24 604,77	26 699,77	27 164,17	27 628,57	28 092,97
41 100	24 656,48	26 747,89	27 212,29	27 676,69	28 141,09
41 200	24 708,20	26 796,00	27 260,40	27 724,80	28 189,20
41 300	24 759,91	26 844,12	27 308,52	27 772,92	28 237,32
41 400	24 811,62	26 892,23	27 356,63	27 821,03	28 285,43
41 500	24 863,34	26 940,34	27 404,74	27 869,14	28 333,54
41 600	24 915,05	26 988,46	27 452,86	27 917,26	28 381,66
41 700	24 966,77	27 036,57	27 500,97	27 965,37	28 429,77
41 800	25 018,48	27 084,69	27 549,09	28 013,49	28 477,89
41 900	25 070,19	27 132,80	27 597,20	28 061,60	28 526,00
42 000	25 121,91	27 180,91	27 645,31	28 109,71	28 574,11
42 100	25 173,62	27 229,03	27 693,43	28 157,83	28 622,23
42 200	25 225,34	27 277,14	27 741,54	28 205,94	28 670,34
42 300	25 277,05	27 325,26	27 789,66	28 254,06	28 718,46
42 400	25 328,76	27 373,37	27 837,77	28 302,17	28 766,57
42 500	25 380,48	27 421,48	27 885,88	28 350,28	28 814,68
42 600	25 432,19	27 469,60	27 934,00	28 398,40	28 862,80
42 700	25 483,91	27 517,71	27 982,11	28 446,51	28 910,91
42 800	25 535,62	27 565,83	28 030,23	28 494,63	28 959,03
42 900	25 587,33	27 613,94	28 078,34	28 542,74	29 007,14
43 000	25 639,05	27 662,05	28 126,45	28 590,85	29 055,25
43 100	25 690,76	27 710,17	28 174,57	28 638,97	29 103,37

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
43 200	25 742,48	27 758,28	28 222,68	28 687,08	29 151,48
43 300	25 794,19	27 806,40	28 270,80	28 735,20	29 199,60
43 400	25 845,90	27 854,51	28 318,91	28 783,31	29 247,71
43 500	25 897,62	27 902,62	28 367,02	28 831,42	29 295,82
43 600	25 949,33	27 950,74	28 415,14	28 879,54	29 343,94
43 700	26 001,05	27 998,85	28 463,25	28 927,65	29 392,05
43 800	26 052,76	28 046,97	28 511,37	28 975,77	29 440,17
43 900	26 104,47	28 095,08	28 559,48	29 023,88	29 488,28
44 000	26 156,19	28 143,19	28 607,59	29 071,99	29 536,39
44 100	26 207,90	28 191,31	28 655,71	29 120,11	29 584,51
44 200	26 259,62	28 239,42	28 703,82	29 168,22	29 632,62
44 300	26 311,33	28 287,54	28 751,94	29 216,34	29 680,74
44 400	26 363,04	28 335,65	28 800,05	29 264,45	29 728,85
44 500	26 414,76	28 383,76	28 848,16	29 312,56	29 776,96
44 600	26 466,47	28 431,88	28 896,28	29 360,68	29 825,08
44 700	26 518,19	28 479,99	28 944,39	29 408,79	29 873,19
44 800	26 569,90	28 528,11	28 992,51	29 456,91	29 921,31
44 900	26 621,61	28 576,22	29 040,62	29 505,02	29 969,42
45 000	26 673,33	28 624,33	29 088,73	29 553,13	30 017,53
45 100	26 725,04	28 672,45	29 136,85	29 601,25	30 065,65
45 200	26 776,76	28 720,56	29 184,96	29 649,36	30 113,76
45 300	26 828,47	28 768,68	29 233,08	29 697,48	30 161,88
45 400	26 880,18	28 816,79	29 281,19	29 745,59	30 209,99
45 500	26 931,90	28 864,90	29 329,30	29 793,70	30 258,10
45 600	26 983,61	28 913,02	29 377,42	29 841,82	30 306,22
45 700	27 035,33	28 961,13	29 425,53	29 889,93	30 354,33
45 800	27 087,04	29 009,25	29 473,65	29 938,05	30 402,45
45 900	27 138,75	29 057,36	29 521,76	29 986,16	30 450,56
46 000	27 190,47	29 105,47	29 569,87	30 034,27	30 498,67
46 100	27 242,18	29 153,59	29 617,99	30 082,39	30 546,79
46 200	27 293,90	29 201,70	29 666,10	30 130,50	30 594,90
46 300	27 345,61	29 249,82	29 714,22	30 178,62	30 643,02
46 400	27 397,32	29 297,93	29 762,33	30 226,73	30 691,13
46 500	27 449,04	29 346,04	29 810,44	30 274,84	30 739,24
46 600	27 500,75	29 394,16	29 858,56	30 322,96	30 787,36
46 700	27 552,47	29 442,27	29 906,67	30 371,07	30 835,47
46 800	27 604,18	29 490,39	29 954,79	30 419,19	30 883,59
46 900	27 655,89	29 538,50	30 002,90	30 467,30	30 931,70
47 000	27 707,61	29 586,61	30 051,01	30 515,41	30 979,81
47 100	27 759,32	29 634,73	30 099,13	30 563,53	31 027,93
47 200	27 811,04	29 682,84	30 147,24	30 611,64	31 076,04
47 300	27 862,75	29 730,96	30 195,36	30 659,76	31 124,16
47 400	27 914,46	29 779,07	30 243,47	30 707,87	31 172,27
47 500	27 966,18	29 827,18	30 291,58	30 755,98	31 220,38
47 600	28 017,89	29 875,30	30 339,70	30 804,10	31 268,50
47 700	28 069,61	29 923,41	30 387,81	30 852,21	31 316,61
47 800	28 121,32	29 971,53	30 435,93	30 900,33	31 364,73
47 900	28 173,03	30 019,64	30 484,04	30 948,44	31 412,84

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Célibataire ou famille monoparentale**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
48 000	28 224,75	30 067,75	30 532,15	30 996,55	31 460,95
48 100	28 276,46	30 115,87	30 580,27	31 044,67	31 509,07
48 200	28 328,18	30 163,98	30 628,38	31 092,78	31 557,18
48 300	28 379,89	30 212,10	30 676,50	31 140,90	31 605,30
48 400	28 431,60	30 260,21	30 724,61	31 189,01	31 653,41
48 500	28 483,32	30 308,32	30 772,72	31 237,12	31 701,52
48 600	28 535,03	30 356,44	30 820,84	31 285,24	31 749,64
48 700	28 586,75	30 404,55	30 868,95	31 333,35	31 797,75
48 800	28 638,46	30 452,67	30 917,07	31 381,47	31 845,87
48 900	28 690,17	30 500,78	30 965,18	31 429,58	31 893,98
49 000	28 741,89	30 548,89	31 013,29	31 477,69	31 942,09
49 100	28 793,60	30 597,01	31 061,41	31 525,81	31 990,21
49 200	28 845,32	30 645,12	31 109,52	31 573,92	32 038,32
49 300	28 897,03	30 693,24	31 157,64	31 622,04	32 086,44
49 400	28 948,74	30 741,35	31 205,75	31 670,15	32 134,55
49 500	29 000,46	30 789,46	31 253,86	31 718,26	32 182,66
49 600	29 052,17	30 837,58	31 301,98	31 766,38	32 230,78
49 700	29 103,89	30 885,69	31 350,09	31 814,49	32 278,89
49 800	29 155,60	30 933,81	31 398,21	31 862,61	32 327,01
49 900	29 207,31	30 981,92	31 446,32	31 910,72	32 375,12
50 000	29 259,03	31 030,03	31 494,43	31 958,83	32 423,23
50 100	29 310,74	31 078,15	31 542,55	32 006,95	32 471,35
50 200	29 362,46	31 126,26	31 590,66	32 055,06	32 519,46
50 300	29 414,17	31 174,38	31 638,78	32 103,18	32 567,58
50 400	29 465,88	31 222,49	31 686,89	32 151,29	32 615,69
50 500	29 517,60	31 270,60	31 735,00	32 199,40	32 663,80
50 600	29 569,31	31 318,72	31 783,12	32 247,52	32 711,92
50 700	29 621,03	31 366,83	31 831,23	32 295,63	32 760,03
50 800	29 672,74	31 414,95	31 879,35	32 343,75	32 808,15
50 900	29 724,45	31 463,06	31 927,46	32 391,86	32 856,26
51 000	29 776,17	31 511,17	31 975,57	32 439,97	32 904,37
51 100	29 827,88	31 559,29	32 023,69	32 488,09	32 952,49
51 200	29 879,60	31 607,40	32 071,80	32 536,20	33 000,60
51 300	29 931,31	31 655,52	32 119,92	32 584,32	33 048,72
51 400	29 983,02	31 703,63	32 168,03	32 632,43	33 096,83
51 500	30 034,74	31 751,74	32 216,14	32 680,54	33 144,94

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
100	87,84	87,84	87,84	87,84	87,84
200	175,68	175,68	175,68	175,68	175,68
300	263,52	263,52	263,52	263,52	263,52
400	351,36	351,36	351,36	351,36	351,36
500	439,20	439,20	439,20	439,20	439,20

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
600	527,04	527,04	527,04	527,04	527,04
700	614,88	614,88	614,88	614,88	614,88
800	702,72	702,72	702,72	702,72	702,72
900	790,56	790,56	790,56	790,56	790,56
1 000	878,40	878,40	878,40	878,40	878,40
1 100	966,24	966,24	966,24	966,24	966,24
1 200	1 054,08	1 054,08	1 054,08	1 054,08	1 054,08
1 300	1 141,92	1 141,92	1 141,92	1 141,92	1 141,92
1 400	1 229,76	1 229,76	1 229,76	1 229,76	1 229,76
1 500	1 317,60	1 317,60	1 317,60	1 317,60	1 317,60
1 600	1 405,44	1 405,44	1 405,44	1 405,44	1 405,44
1 700	1 493,28	1 493,28	1 493,28	1 493,28	1 493,28
1 800	1 581,12	1 581,12	1 581,12	1 581,12	1 581,12
1 900	1 668,96	1 668,96	1 668,96	1 668,96	1 668,96
2 000	1 756,80	1 756,80	1 756,80	1 756,80	1 756,80
2 100	1 844,64	1 844,64	1 844,64	1 844,64	1 844,64
2 200	1 932,48	1 932,48	1 932,48	1 932,48	1 932,48
2 300	2 020,32	2 020,32	2 020,32	2 020,32	2 020,32
2 400	2 108,16	2 108,16	2 108,16	2 108,16	2 108,16
2 500	2 196,00	2 196,00	2 196,00	2 196,00	2 196,00
2 600	2 283,84	2 283,84	2 283,84	2 283,84	2 283,84
2 700	2 371,68	2 371,68	2 371,68	2 371,68	2 371,68
2 800	2 459,52	2 459,52	2 459,52	2 459,52	2 459,52
2 900	2 547,36	2 547,36	2 547,36	2 547,36	2 547,36
3 000	2 635,20	2 635,20	2 635,20	2 635,20	2 635,20
3 100	2 723,04	2 723,04	2 723,04	2 723,04	2 723,04
3 200	2 810,88	2 810,88	2 810,88	2 810,88	2 810,88
3 300	2 898,72	2 898,72	2 898,72	2 898,72	2 898,72
3 400	2 986,56	2 986,56	2 986,56	2 986,56	2 986,56
3 500	3 074,40	3 074,40	3 074,40	3 074,40	3 074,40
3 600	3 158,37	3 158,37	3 158,37	3 158,37	3 158,37
3 700	3 242,34	3 242,34	3 242,34	3 242,34	3 242,34
3 800	3 326,31	3 326,31	3 326,31	3 326,31	3 326,31
3 900	3 410,28	3 410,28	3 410,28	3 410,28	3 410,28
4 000	3 494,25	3 494,25	3 494,25	3 494,25	3 494,25
4 100	3 578,22	3 578,22	3 578,22	3 578,22	3 578,22
4 200	3 662,19	3 662,19	3 662,19	3 662,19	3 662,19
4 300	3 746,16	3 746,16	3 746,16	3 746,16	3 746,16
4 400	3 830,13	3 830,13	3 830,13	3 830,13	3 830,13
4 500	3 914,10	3 914,10	3 914,10	3 914,10	3 914,10
4 600	3 998,07	3 998,07	3 998,07	3 998,07	3 998,07
4 700	4 082,04	4 082,04	4 082,04	4 082,04	4 082,04
4 800	4 166,01	4 166,01	4 166,01	4 166,01	4 166,01
4 900	4 249,98	4 249,98	4 249,98	4 249,98	4 249,98
5 000	4 333,95	4 333,95	4 333,95	4 333,95	4 333,95
5 100	4 417,92	4 417,92	4 417,92	4 417,92	4 417,92
5 200	4 501,89	4 501,89	4 501,89	4 501,89	4 501,89
5 300	4 585,86	4 585,86	4 585,86	4 585,86	4 585,86

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
5 400	4 669,83	4 669,83	4 669,83	4 669,83	4 669,83
5 500	4 753,80	4 753,80	4 753,80	4 753,80	4 753,80
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 921,74	4 921,74	4 921,74	4 921,74	4 921,74
5 800	5 005,71	5 005,71	5 005,71	5 005,71	5 005,71
5 900	5 089,68	5 089,68	5 089,68	5 089,68	5 089,68
6 000	5 173,65	5 173,65	5 173,65	5 173,65	5 173,65
6 100	5 257,62	5 257,62	5 257,62	5 257,62	5 257,62
6 200	5 341,59	5 341,59	5 341,59	5 341,59	5 341,59
6 300	5 425,56	5 425,56	5 425,56	5 425,56	5 425,56
6 400	5 509,53	5 509,53	5 509,53	5 509,53	5 509,53
6 500	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50
6 600	5 677,47	5 677,47	5 677,47	5 677,47	5 677,47
6 700	5 761,44	5 761,44	5 761,44	5 761,44	5 761,44
6 800	5 845,41	5 845,41	5 845,41	5 845,41	5 845,41
6 900	5 929,38	5 929,38	5 929,38	5 929,38	5 929,38
7 000	6 013,35	6 013,35	6 013,35	6 013,35	6 013,35
7 100	6 097,32	6 097,32	6 097,32	6 097,32	6 097,32
7 200	6 181,29	6 181,29	6 181,29	6 181,29	6 181,29
7 300	6 265,26	6 265,26	6 265,26	6 265,26	6 265,26
7 400	6 349,23	6 349,23	6 349,23	6 349,23	6 349,23
7 500	6 433,20	6 433,20	6 433,20	6 433,20	6 433,20
7 600	6 517,17	6 517,17	6 517,17	6 517,17	6 517,17
7 700	6 601,14	6 601,14	6 601,14	6 601,14	6 601,14
7 800	6 685,11	6 685,11	6 685,11	6 685,11	6 685,11
7 900	6 769,08	6 769,08	6 769,08	6 769,08	6 769,08
8 000	6 853,05	6 853,05	6 853,05	6 853,05	6 853,05
8 100	6 937,02	6 937,02	6 937,02	6 937,02	6 937,02
8 200	7 020,99	7 020,99	7 020,99	7 020,99	7 020,99
8 300	7 104,96	7 104,96	7 104,96	7 104,96	7 104,96
8 400	7 188,93	7 188,93	7 188,93	7 188,93	7 188,93
8 500	7 272,90	7 272,90	7 272,90	7 272,90	7 272,90
8 600	7 356,87	7 356,87	7 356,87	7 356,87	7 356,87
8 700	7 440,84	7 440,84	7 440,84	7 440,84	7 440,84
8 800	7 524,81	7 524,81	7 524,81	7 524,81	7 524,81
8 900	7 608,78	7 608,78	7 608,78	7 608,78	7 608,78
9 000	7 692,75	7 692,75	7 692,75	7 692,75	7 692,75
9 100	7 776,72	7 776,72	7 776,72	7 776,72	7 776,72
9 200	7 860,69	7 860,69	7 860,69	7 860,69	7 860,69
9 300	7 944,66	7 944,66	7 944,66	7 944,66	7 944,66
9 400	8 028,63	8 028,63	8 028,63	8 028,63	8 028,63
9 500	8 112,60	8 112,60	8 112,60	8 112,60	8 112,60
9 600	8 196,57	8 196,57	8 196,57	8 196,57	8 196,57
9 700	8 280,54	8 280,54	8 280,54	8 280,54	8 280,54
9 800	8 364,51	8 364,51	8 364,51	8 364,51	8 364,51
9 900	8 448,48	8 448,48	8 448,48	8 448,48	8 448,48
10 000	8 532,45	8 532,45	8 532,45	8 532,45	8 532,45
10 100	8 616,42	8 616,42	8 616,42	8 616,42	8 616,42
10 200	8 700,39	8 700,39	8 700,39	8 700,39	8 700,39

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
10 300	8 784,36	8 784,36	8 784,36	8 784,36	8 784,36
10 400	8 868,33	8 868,33	8 868,33	8 868,33	8 868,33
10 500	8 952,30	8 952,30	8 952,30	8 952,30	8 952,30
10 600	9 036,27	9 036,27	9 036,27	9 036,27	9 036,27
10 700	9 120,24	9 120,24	9 120,24	9 120,24	9 120,24
10 800	9 204,21	9 204,21	9 204,21	9 204,21	9 204,21
10 900	9 288,18	9 288,18	9 288,18	9 288,18	9 288,18
11 000	9 372,15	9 372,15	9 372,15	9 372,15	9 372,15
11 100	9 456,12	9 456,12	9 456,12	9 456,12	9 456,12
11 200	9 540,09	9 540,09	9 540,09	9 540,09	9 540,09
11 300	9 624,06	9 624,06	9 624,06	9 624,06	9 624,06
11 400	9 708,03	9 708,03	9 708,03	9 708,03	9 708,03
11 500	9 792,00	9 792,00	9 792,00	9 792,00	9 792,00
11 600	9 875,97	9 875,97	9 875,97	9 875,97	9 875,97
11 700	9 959,94	9 959,94	9 959,94	9 959,94	9 959,94
11 800	10 043,91	10 043,91	10 043,91	10 043,91	10 043,91
11 900	10 127,88	10 127,88	10 127,88	10 127,88	10 127,88
12 000	10 211,85	10 211,85	10 211,85	10 211,85	10 211,85
12 100	10 295,82	10 295,82	10 295,82	10 295,82	10 295,82
12 200	10 379,79	10 379,79	10 379,79	10 379,79	10 379,79
12 300	10 463,76	10 463,76	10 463,76	10 463,76	10 463,76
12 400	10 547,73	10 547,73	10 547,73	10 547,73	10 547,73
12 500	10 631,70	10 631,70	10 631,70	10 631,70	10 631,70
12 600	10 715,67	10 715,67	10 715,67	10 715,67	10 715,67
12 700	10 799,64	10 799,64	10 799,64	10 799,64	10 799,64
12 800	10 883,61	10 883,61	10 883,61	10 883,61	10 883,61
12 900	10 967,58	10 967,58	10 967,58	10 967,58	10 967,58
13 000	11 051,55	11 051,55	11 051,55	11 051,55	11 051,55
13 100	11 135,52	11 135,52	11 135,52	11 135,52	11 135,52
13 200	11 219,49	11 219,49	11 219,49	11 219,49	11 219,49
13 300	11 303,46	11 303,46	11 303,46	11 303,46	11 303,46
13 400	11 387,43	11 387,43	11 387,43	11 387,43	11 387,43
13 500	11 471,40	11 471,40	11 471,40	11 471,40	11 471,40
13 600	11 555,37	11 555,37	11 555,37	11 555,37	11 555,37
13 700	11 639,34	11 639,34	11 639,34	11 639,34	11 639,34
13 800	11 723,31	11 723,31	11 723,31	11 723,31	11 723,31
13 900	11 807,28	11 807,28	11 807,28	11 807,28	11 807,28
14 000	11 891,25	11 891,25	11 891,25	11 891,25	11 891,25
14 100	11 975,22	11 975,22	11 975,22	11 975,22	11 975,22
14 200	12 059,19	12 059,19	12 059,19	12 059,19	12 059,19
14 300	12 143,16	12 143,16	12 143,16	12 143,16	12 143,16
14 400	12 227,13	12 227,13	12 227,13	12 227,13	12 227,13
14 500	12 311,10	12 311,10	12 311,10	12 311,10	12 311,10
14 600	12 388,26	12 388,26	12 388,26	12 388,26	12 388,26
14 700	12 460,31	12 460,31	12 460,31	12 460,31	12 460,31
14 800	12 532,36	12 532,36	12 532,36	12 532,36	12 532,36
14 900	12 604,41	12 604,41	12 604,41	12 604,41	12 604,41
15 000	12 676,46	12 676,46	12 676,46	12 676,46	12 676,46
15 100	12 748,51	12 748,51	12 748,51	12 748,51	12 748,51

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
15 200	12 820,56	12 820,56	12 820,56	12 820,56	12 820,56
15 300	12 892,61	12 892,61	12 892,61	12 892,61	12 892,61
15 400	12 964,66	12 964,66	12 964,66	12 964,66	12 964,66
15 500	13 036,71	13 036,71	13 036,71	13 036,71	13 036,71
15 600	13 108,77	13 108,77	13 108,77	13 108,77	13 108,77
15 700	13 180,82	13 180,82	13 180,82	13 180,82	13 180,82
15 800	13 252,87	13 252,87	13 252,87	13 252,87	13 252,87
15 900	13 324,92	13 324,92	13 324,92	13 324,92	13 324,92
16 000	13 396,97	13 396,97	13 396,97	13 396,97	13 396,97
16 100	13 469,02	13 469,02	13 469,02	13 469,02	13 469,02
16 200	13 541,07	13 541,07	13 541,07	13 541,07	13 541,07
16 300	13 613,12	13 613,12	13 613,12	13 613,12	13 613,12
16 400	13 685,17	13 685,17	13 685,17	13 685,17	13 685,17
16 500	13 757,22	13 757,22	13 757,22	13 757,22	13 757,22
16 600	13 829,27	13 829,27	13 829,27	13 829,27	13 829,27
16 700	13 901,32	13 901,32	13 901,32	13 901,32	13 901,32
16 800	13 973,37	13 973,37	13 973,37	13 973,37	13 973,37
16 900	14 045,42	14 045,42	14 045,42	14 045,42	14 045,42
17 000	14 117,47	14 117,47	14 117,47	14 117,47	14 117,47
17 100	14 189,52	14 189,52	14 189,52	14 189,52	14 189,52
17 200	14 261,57	14 261,57	14 261,57	14 261,57	14 261,57
17 300	14 333,62	14 333,62	14 333,62	14 333,62	14 333,62
17 400	14 405,67	14 405,67	14 405,67	14 405,67	14 405,67
17 500	14 477,72	14 477,72	14 477,72	14 477,72	14 477,72
17 600	14 549,77	14 549,77	14 549,77	14 549,77	14 549,77
17 700	14 621,82	14 621,82	14 621,82	14 621,82	14 621,82
17 800	14 693,88	14 693,88	14 693,88	14 693,88	14 693,88
17 900	14 765,93	14 765,93	14 765,93	14 765,93	14 765,93
18 000	14 837,98	14 837,98	14 837,98	14 837,98	14 837,98
18 100	14 910,03	14 910,03	14 910,03	14 910,03	14 910,03
18 200	14 982,08	14 982,08	14 982,08	14 982,08	14 982,08
18 300	15 054,13	15 054,13	15 054,13	15 054,13	15 054,13
18 400	15 126,18	15 126,18	15 126,18	15 126,18	15 126,18
18 500	15 198,23	15 198,23	15 198,23	15 198,23	15 198,23
18 600	15 270,28	15 270,28	15 270,28	15 270,28	15 270,28
18 700	15 342,33	15 342,33	15 342,33	15 342,33	15 342,33
18 800	15 414,38	15 414,38	15 414,38	15 414,38	15 414,38
18 900	15 486,43	15 486,43	15 486,43	15 486,43	15 486,43
19 000	15 558,48	15 558,48	15 558,48	15 558,48	15 558,48
19 100	15 630,53	15 630,53	15 630,53	15 630,53	15 630,53
19 200	15 702,58	15 702,58	15 702,58	15 702,58	15 702,58
19 300	15 774,63	15 774,63	15 774,63	15 774,63	15 774,63
19 400	15 846,68	15 846,68	15 846,68	15 846,68	15 846,68
19 500	15 918,73	15 918,73	15 918,73	15 918,73	15 918,73
19 600	15 990,78	15 990,78	15 990,78	15 990,78	15 990,78
19 700	16 062,83	16 062,83	16 062,83	16 062,83	16 062,83
19 800	16 134,88	16 134,88	16 134,88	16 134,88	16 134,88
19 900	16 206,93	16 206,93	16 206,93	16 206,93	16 206,93
20 000	16 278,99	16 278,99	16 278,99	16 278,99	16 278,99

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
20 100	16 351,04	16 351,04	16 351,04	16 351,04	16 351,04
20 200	16 423,09	16 423,09	16 423,09	16 423,09	16 423,09
20 300	16 495,14	16 495,14	16 495,14	16 495,14	16 495,14
20 400	16 567,19	16 567,19	16 567,19	16 567,19	16 567,19
20 500	16 638,70	16 639,24	16 639,24	16 639,24	16 639,24
20 600	16 694,55	16 711,29	16 711,29	16 711,29	16 711,29
20 700	16 750,40	16 783,34	16 783,34	16 783,34	16 783,34
20 800	16 806,25	16 855,39	16 855,39	16 855,39	16 855,39
20 900	16 862,10	16 927,44	16 927,44	16 927,44	16 927,44
21 000	16 917,95	16 999,49	16 999,49	16 999,49	16 999,49
21 100	16 973,80	17 071,54	17 071,54	17 071,54	17 071,54
21 200	17 029,65	17 143,59	17 143,59	17 143,59	17 143,59
21 300	17 085,50	17 215,64	17 215,64	17 215,64	17 215,64
21 400	17 141,35	17 287,69	17 287,69	17 287,69	17 287,69
21 500	17 197,20	17 359,74	17 359,74	17 359,74	17 359,74
21 600	17 253,05	17 431,79	17 431,79	17 431,79	17 431,79
21 700	17 308,90	17 503,84	17 503,84	17 503,84	17 503,84
21 800	17 364,75	17 575,89	17 575,89	17 575,89	17 575,89
21 900	17 420,60	17 647,94	17 647,94	17 647,94	17 647,94
22 000	17 476,45	17 719,99	17 719,99	17 719,99	17 719,99
22 100	17 532,31	17 792,05	17 792,05	17 792,05	17 792,05
22 200	17 588,16	17 864,10	17 864,10	17 864,10	17 864,10
22 300	17 644,01	17 936,15	17 936,15	17 936,15	17 936,15
22 400	17 699,86	18 008,20	18 008,20	18 008,20	18 008,20
22 500	17 755,71	18 080,25	18 080,25	18 080,25	18 080,25
22 600	17 811,56	18 152,30	18 152,30	18 152,30	18 152,30
22 700	17 867,41	18 224,35	18 224,35	18 224,35	18 224,35
22 800	17 923,26	18 296,40	18 296,40	18 296,40	18 296,40
22 900	17 979,11	18 368,45	18 368,45	18 368,45	18 368,45
23 000	18 034,96	18 440,50	18 440,50	18 440,50	18 440,50
23 100	18 090,81	18 512,55	18 512,55	18 512,55	18 512,55
23 200	18 146,66	18 584,60	18 584,60	18 584,60	18 584,60
23 300	18 202,51	18 656,65	18 656,65	18 656,65	18 656,65
23 400	18 258,36	18 728,70	18 728,70	18 728,70	18 728,70
23 500	18 314,21	18 800,75	18 800,75	18 800,75	18 800,75
23 600	18 370,06	18 872,80	18 872,80	18 872,80	18 872,80
23 700	18 425,91	18 944,85	18 944,85	18 944,85	18 944,85
23 800	18 481,76	19 016,90	19 016,90	19 016,90	19 016,90
23 900	18 537,61	19 088,95	19 088,95	19 088,95	19 088,95
24 000	18 593,46	19 161,00	19 161,00	19 161,00	19 161,00
24 100	18 649,31	19 233,05	19 233,05	19 233,05	19 233,05
24 200	18 705,16	19 305,10	19 305,10	19 305,10	19 305,10
24 300	18 761,02	19 377,16	19 377,16	19 377,16	19 377,16
24 400	18 816,87	19 449,21	19 449,21	19 449,21	19 449,21
24 500	18 872,72	19 521,26	19 521,26	19 521,26	19 521,26
24 600	18 928,57	19 593,31	19 593,31	19 593,31	19 593,31
24 700	18 984,42	19 665,36	19 665,36	19 665,36	19 665,36
24 800	19 040,27	19 737,41	19 737,41	19 737,41	19 737,41
24 900	19 096,12	19 809,46	19 809,46	19 809,46	19 809,46

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
25 000	19 151,97	19 881,51	19 881,51	19 881,51	19 881,51
25 100	19 207,82	19 953,56	19 953,56	19 953,56	19 953,56
25 200	19 263,67	20 025,61	20 025,61	20 025,61	20 025,61
25 300	19 319,52	20 097,66	20 097,66	20 097,66	20 097,66
25 400	19 375,37	20 169,71	20 169,71	20 169,71	20 169,71
25 500	19 431,22	20 241,76	20 241,76	20 241,76	20 241,76
25 600	19 487,07	20 313,81	20 313,81	20 313,81	20 313,81
25 700	19 542,92	20 385,86	20 385,86	20 385,86	20 385,86
25 800	19 598,77	20 457,91	20 457,91	20 457,91	20 457,91
25 900	19 654,62	20 529,96	20 529,96	20 529,96	20 529,96
26 000	19 710,47	20 602,01	20 602,01	20 602,01	20 602,01
26 100	19 762,27	20 674,06	20 674,06	20 674,06	20 674,06
26 200	19 814,07	20 746,11	20 746,11	20 746,11	20 746,11
26 300	19 865,87	20 818,16	20 818,16	20 818,16	20 818,16
26 400	19 917,67	20 890,21	20 890,21	20 890,21	20 890,21
26 500	19 969,48	20 962,27	20 962,27	20 962,27	20 962,27
26 600	20 021,28	21 034,32	21 034,32	21 034,32	21 034,32
26 700	20 073,08	21 106,37	21 106,37	21 106,37	21 106,37
26 800	20 124,88	21 178,42	21 178,42	21 178,42	21 178,42
26 900	20 176,68	21 250,47	21 250,47	21 250,47	21 250,47
27 000	20 228,48	21 322,52	21 322,52	21 322,52	21 322,52
27 100	20 280,28	21 394,57	21 394,57	21 394,57	21 394,57
27 200	20 332,08	21 466,62	21 466,62	21 466,62	21 466,62
27 300	20 383,88	21 538,67	21 538,67	21 538,67	21 538,67
27 400	20 435,68	21 610,72	21 610,72	21 610,72	21 610,72
27 500	20 487,48	21 682,77	21 682,77	21 682,77	21 682,77
27 600	20 539,28	21 754,82	21 754,82	21 754,82	21 754,82
27 700	20 591,08	21 826,87	21 826,87	21 826,87	21 826,87
27 800	20 642,88	21 898,92	21 898,92	21 898,92	21 898,92
27 900	20 694,68	21 970,97	21 970,97	21 970,97	21 970,97
28 000	20 746,48	22 043,02	22 043,02	22 043,02	22 043,02
28 100	20 798,28	22 115,07	22 115,07	22 115,07	22 115,07
28 200	20 850,08	22 187,12	22 187,12	22 187,12	22 187,12
28 300	20 901,88	22 259,17	22 259,17	22 259,17	22 259,17
28 400	20 953,68	22 331,22	22 331,22	22 331,22	22 331,22
28 500	21 005,48	22 403,27	22 403,27	22 403,27	22 403,27
28 600	21 057,28	22 475,32	22 475,32	22 475,32	22 475,32
28 700	21 109,09	22 547,38	22 547,38	22 547,38	22 547,38
28 800	21 160,89	22 619,43	22 619,43	22 619,43	22 619,43
28 900	21 212,69	22 691,48	22 691,48	22 691,48	22 691,48
29 000	21 264,49	22 763,53	22 763,53	22 763,53	22 763,53
29 100	21 316,29	22 835,58	22 835,58	22 835,58	22 835,58
29 200	21 368,09	22 907,63	22 907,63	22 907,63	22 907,63
29 300	21 419,89	22 979,68	22 979,68	22 979,68	22 979,68
29 400	21 471,69	23 051,73	23 051,73	23 051,73	23 051,73
29 500	21 523,49	23 123,78	23 123,78	23 123,78	23 123,78
29 600	21 575,29	23 195,83	23 195,83	23 195,83	23 195,83
29 700	21 627,09	23 267,88	23 267,88	23 267,88	23 267,88
29 800	21 678,89	23 339,93	23 339,93	23 339,93	23 339,93

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
29 900	21 730,69	23 411,98	23 411,98	23 411,98	23 411,98
30 000	21 782,49	23 484,03	23 484,03	23 484,03	23 484,03
30 100	21 834,29	23 539,79	23 556,08	23 556,08	23 556,08
30 200	21 886,09	23 587,99	23 628,13	23 628,13	23 628,13
30 300	21 937,89	23 636,19	23 700,18	23 700,18	23 700,18
30 400	21 989,69	23 684,39	23 772,23	23 772,23	23 772,23
30 500	22 041,49	23 732,59	23 844,28	23 844,28	23 844,28
30 600	22 093,29	23 780,79	23 916,33	23 916,33	23 916,33
30 700	22 145,09	23 828,99	23 988,38	23 988,38	23 988,38
30 800	22 196,05	23 876,35	24 059,59	24 059,59	24 059,59
30 900	22 242,59	23 919,29	24 126,38	24 126,38	24 126,38
31 000	22 289,13	23 962,23	24 193,17	24 193,17	24 193,17
31 100	22 335,67	24 005,17	24 259,96	24 259,96	24 259,96
31 200	22 382,21	24 048,11	24 326,75	24 326,75	24 326,75
31 300	22 428,75	24 091,05	24 393,54	24 393,54	24 393,54
31 400	22 475,29	24 133,99	24 460,33	24 460,33	24 460,33
31 500	22 521,83	24 176,93	24 527,12	24 527,12	24 527,12
31 600	22 568,37	24 219,87	24 593,91	24 593,91	24 593,91
31 700	22 614,91	24 262,81	24 660,70	24 660,70	24 660,70
31 800	22 661,45	24 305,75	24 727,49	24 727,49	24 727,49
31 900	22 707,99	24 348,69	24 794,28	24 794,28	24 794,28
32 000	22 754,53	24 391,63	24 856,03	24 861,07	24 861,07
32 100	22 801,07	24 434,57	24 898,97	24 927,86	24 927,86
32 200	22 847,61	24 477,51	24 941,91	24 994,65	24 994,65
32 300	22 894,15	24 520,45	24 984,85	25 061,44	25 061,44
32 400	22 940,69	24 563,39	25 027,79	25 128,23	25 128,23
32 500	22 987,23	24 606,33	25 070,73	25 195,02	25 195,02
32 600	23 033,77	24 649,27	25 113,67	25 261,81	25 261,81
32 700	23 080,31	24 692,21	25 156,61	25 328,60	25 328,60
32 800	23 126,85	24 735,15	25 199,55	25 395,39	25 395,39
32 900	23 173,39	24 778,09	25 242,49	25 462,18	25 462,18
33 000	23 219,93	24 821,03	25 285,43	25 528,97	25 528,97
33 100	23 266,47	24 863,97	25 328,37	25 595,76	25 595,76
33 200	23 313,01	24 906,91	25 371,31	25 662,55	25 662,55
33 300	23 359,55	24 949,85	25 414,25	25 729,34	25 729,34
33 400	23 406,09	24 992,79	25 457,19	25 796,13	25 796,13
33 500	23 452,63	25 035,73	25 500,13	25 862,92	25 862,92
33 600	23 499,17	25 078,67	25 543,07	25 929,71	25 929,71
33 700	23 545,71	25 121,61	25 586,01	25 996,50	25 996,50
33 800	23 592,25	25 164,55	25 628,95	26 063,29	26 063,29
33 900	23 638,79	25 207,49	25 671,89	26 130,08	26 130,08
34 000	23 685,33	25 250,43	25 714,83	26 197,23	26 196,87
34 100	23 731,87	25 293,37	25 757,77	26 222,17	26 263,66
34 200	23 778,41	25 336,31	25 800,71	26 265,11	26 330,45
34 300	23 824,95	25 379,25	25 843,65	26 308,05	26 397,24
34 400	23 871,49	25 422,19	25 886,59	26 350,99	26 464,03
34 500	23 918,03	25 465,13	25 929,53	26 393,93	26 530,82
34 600	23 964,57	25 508,07	25 972,47	26 436,87	26 597,61
34 700	24 011,11	25 551,01	26 015,41	26 479,81	26 664,40

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
34 800	24 057,65	25 593,95	26 058,35	26 522,75	26 731,19
34 900	24 104,19	25 636,89	26 101,29	26 565,69	26 797,98
35 000	24 150,73	25 679,83	26 144,23	26 608,63	26 864,77
35 100	24 197,27	25 722,77	26 187,17	26 651,57	26 931,56
35 200	24 243,81	25 765,71	26 230,11	26 694,51	26 998,35
35 300	24 290,35	25 808,65	26 273,05	26 737,45	27 065,14
35 400	24 336,89	25 851,59	26 315,99	26 780,39	27 131,93
35 500	24 383,43	25 894,53	26 358,93	26 823,33	27 198,72
35 600	24 429,97	25 937,47	26 401,87	26 866,27	27 265,51
35 700	24 476,51	25 980,41	26 444,81	26 909,21	27 332,30
35 800	24 523,05	26 023,35	26 487,75	26 952,15	27 399,09
35 900	24 569,59	26 066,29	26 530,69	26 995,09	27 459,49
36 000	24 616,13	26 109,23	26 573,63	27 038,03	27 502,43
36 100	24 662,67	26 152,17	26 616,57	27 080,97	27 545,37
36 200	24 709,21	26 195,11	26 659,51	27 123,91	27 588,31
36 300	24 755,75	26 238,05	26 702,45	27 166,85	27 631,25
36 400	24 802,29	26 280,99	26 745,39	27 209,79	27 674,19
36 500	24 848,83	26 323,93	26 788,33	27 252,73	27 717,13
36 600	24 895,37	26 366,87	26 831,27	27 295,67	27 760,07
36 700	24 941,91	26 409,81	26 874,21	27 338,61	27 803,01
36 800	24 988,45	26 452,75	26 917,15	27 381,55	27 845,95
36 900	25 034,99	26 495,69	26 960,09	27 424,49	27 888,89
37 000	25 081,53	26 538,63	27 003,03	27 467,43	27 931,83
37 100	25 128,07	26 581,57	27 045,97	27 510,37	27 974,77
37 200	25 174,61	26 624,51	27 088,91	27 553,31	28 017,71
37 300	25 221,15	26 667,45	27 131,85	27 596,25	28 060,65
37 400	25 267,69	26 710,39	27 174,79	27 639,19	28 103,59
37 500	25 314,23	26 753,33	27 217,73	27 682,13	28 146,53
37 600	25 360,77	26 796,27	27 260,67	27 725,07	28 189,47
37 700	25 407,31	26 839,21	27 303,61	27 768,01	28 232,41
37 800	25 453,85	26 882,15	27 346,55	27 810,95	28 275,35
37 900	25 500,39	26 925,09	27 389,49	27 853,89	28 318,29
38 000	25 546,93	26 968,03	27 432,43	27 896,83	28 361,23
38 100	25 593,47	27 010,97	27 475,37	27 939,77	28 404,17
38 200	25 640,01	27 053,91	27 518,31	27 982,71	28 447,11
38 300	25 686,55	27 096,85	27 561,25	28 025,65	28 490,05
38 400	25 736,41	27 143,11	27 607,51	28 071,91	28 536,31
38 500	25 786,27	27 189,37	27 653,77	28 118,17	28 582,57
38 600	25 836,13	27 235,63	27 700,03	28 164,43	28 628,83
38 700	25 885,99	27 281,89	27 746,29	28 210,69	28 675,09
38 800	25 935,85	27 328,15	27 792,55	28 256,95	28 721,35
38 900	25 985,71	27 374,41	27 838,81	28 303,21	28 767,61
39 000	26 035,57	27 420,67	27 885,07	28 349,47	28 813,87
39 100	26 087,29	27 468,79	27 933,19	28 397,59	28 861,99
39 200	26 139,00	27 516,90	27 981,30	28 445,70	28 910,10
39 300	26 190,72	27 565,02	28 029,42	28 493,82	28 958,22
39 400	26 242,43	27 613,13	28 077,53	28 541,93	29 006,33
39 500	26 294,14	27 661,24	28 125,64	28 590,04	29 054,44
39 600	26 345,86	27 709,36	28 173,76	28 638,16	29 102,56

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
39 700	26 397,57	27 757,47	28 221,87	28 686,27	29 150,67
39 800	26 449,29	27 805,59	28 269,99	28 734,39	29 198,79
39 900	26 501,00	27 853,70	28 318,10	28 782,50	29 246,90
40 000	26 552,71	27 901,81	28 366,21	28 830,61	29 295,01
40 100	26 604,43	27 949,93	28 414,33	28 878,73	29 343,13
40 200	26 656,14	27 998,04	28 462,44	28 926,84	29 391,24
40 300	26 707,86	28 046,16	28 510,56	28 974,96	29 439,36
40 400	26 759,57	28 094,27	28 558,67	29 023,07	29 487,47
40 500	26 811,28	28 142,38	28 606,78	29 071,18	29 535,58
40 600	26 863,00	28 190,50	28 654,90	29 119,30	29 583,70
40 700	26 914,71	28 238,61	28 703,01	29 167,41	29 631,81
40 800	26 966,43	28 286,73	28 751,13	29 215,53	29 679,93
40 900	27 018,14	28 334,84	28 799,24	29 263,64	29 728,04
41 000	27 069,85	28 382,95	28 847,35	29 311,75	29 776,15
41 100	27 121,57	28 431,07	28 895,47	29 359,87	29 824,27
41 200	27 173,28	28 479,18	28 943,58	29 407,98	29 872,38
41 300	27 225,00	28 527,30	28 991,70	29 456,10	29 920,50
41 400	27 276,71	28 575,41	29 039,81	29 504,21	29 968,61
41 500	27 328,42	28 623,52	29 087,92	29 552,32	30 016,72
41 600	27 380,14	28 671,64	29 136,04	29 600,44	30 064,84
41 700	27 431,85	28 719,75	29 184,15	29 648,55	30 112,95
41 800	27 483,57	28 767,87	29 232,27	29 696,67	30 161,07
41 900	27 535,28	28 815,98	29 280,38	29 744,78	30 209,18
42 000	27 586,99	28 864,09	29 328,49	29 792,89	30 257,29
42 100	27 638,71	28 912,21	29 376,61	29 841,01	30 305,41
42 200	27 690,42	28 960,32	29 424,72	29 889,12	30 353,52
42 300	27 742,14	29 008,44	29 472,84	29 937,24	30 401,64
42 400	27 793,85	29 056,55	29 520,95	29 985,35	30 449,75
42 500	27 845,56	29 104,66	29 569,06	30 033,46	30 497,86
42 600	27 897,28	29 152,78	29 617,18	30 081,58	30 545,98
42 700	27 948,99	29 200,89	29 665,29	30 129,69	30 594,09
42 800	28 000,71	29 249,01	29 713,41	30 177,81	30 642,21
42 900	28 052,42	29 297,12	29 761,52	30 225,92	30 690,32
43 000	28 104,13	29 345,23	29 809,63	30 274,03	30 738,43
43 100	28 155,85	29 393,35	29 857,75	30 322,15	30 786,55
43 200	28 207,56	29 441,46	29 905,86	30 370,26	30 834,66
43 300	28 259,28	29 489,58	29 953,98	30 418,38	30 882,78
43 400	28 310,99	29 537,69	30 002,09	30 466,49	30 930,89
43 500	28 362,70	29 585,80	30 050,20	30 514,60	30 979,00
43 600	28 414,42	29 633,92	30 098,32	30 562,72	31 027,12
43 700	28 466,13	29 682,03	30 146,43	30 610,83	31 075,23
43 800	28 517,85	29 730,15	30 194,55	30 658,95	31 123,35
43 900	28 569,56	29 778,26	30 242,66	30 707,06	31 171,46
44 000	28 621,27	29 826,37	30 290,77	30 755,17	31 219,57
44 100	28 672,99	29 874,49	30 338,89	30 803,29	31 267,69
44 200	28 724,70	29 922,60	30 387,00	30 851,40	31 315,80
44 300	28 776,42	29 970,72	30 435,12	30 899,52	31 363,92
44 400	28 828,13	30 018,83	30 483,23	30 947,63	31 412,03
44 500	28 879,84	30 066,94	30 531,34	30 995,74	31 460,14

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
44 600	28 931,56	30 115,06	30 579,46	31 043,86	31 508,26
44 700	28 983,27	30 163,17	30 627,57	31 091,97	31 556,37
44 800	29 034,99	30 211,29	30 675,69	31 140,09	31 604,49
44 900	29 086,70	30 259,40	30 723,80	31 188,20	31 652,60
45 000	29 138,41	30 307,51	30 771,91	31 236,31	31 700,71
45 100	29 190,13	30 355,63	30 820,03	31 284,43	31 748,83
45 200	29 241,84	30 403,74	30 868,14	31 332,54	31 796,94
45 300	29 293,56	30 451,86	30 916,26	31 380,66	31 845,06
45 400	29 345,27	30 499,97	30 964,37	31 428,77	31 893,17
45 500	29 396,98	30 548,08	31 012,48	31 476,88	31 941,28
45 600	29 448,70	30 596,20	31 060,60	31 525,00	31 989,40
45 700	29 500,41	30 644,31	31 108,71	31 573,11	32 037,51
45 800	29 552,13	30 692,43	31 156,83	31 621,23	32 085,63
45 900	29 603,84	30 740,54	31 204,94	31 669,34	32 133,74
46 000	29 655,55	30 788,65	31 253,05	31 717,45	32 181,85
46 100	29 707,27	30 836,77	31 301,17	31 765,57	32 229,97
46 200	29 758,98	30 884,88	31 349,28	31 813,68	32 278,08
46 300	29 810,70	30 933,00	31 397,40	31 861,80	32 326,20
46 400	29 862,41	30 981,11	31 445,51	31 909,91	32 374,31
46 500	29 914,12	31 029,22	31 493,62	31 958,02	32 422,42
46 600	29 965,84	31 077,34	31 541,74	32 006,14	32 470,54
46 700	30 017,55	31 125,45	31 589,85	32 054,25	32 518,65
46 800	30 069,27	31 173,57	31 637,97	32 102,37	32 566,77
46 900	30 120,98	31 221,68	31 686,08	32 150,48	32 614,88
47 000	30 172,69	31 269,79	31 734,19	32 198,59	32 662,99
47 100	30 224,41	31 317,91	31 782,31	32 246,71	32 711,11
47 200	30 276,12	31 366,02	31 830,42	32 294,82	32 759,22
47 300	30 327,84	31 414,14	31 878,54	32 342,94	32 807,34
47 400	30 379,55	31 462,25	31 926,65	32 391,05	32 855,45
47 500	30 431,26	31 510,36	31 974,76	32 439,16	32 903,56
47 600	30 482,98	31 558,48	32 022,88	32 487,28	32 951,68
47 700	30 534,69	31 606,59	32 070,99	32 535,39	32 999,79
47 800	30 586,41	31 654,71	32 119,11	32 583,51	33 047,91
47 900	30 638,12	31 702,82	32 167,22	32 631,62	33 096,02
48 000	30 689,83	31 750,93	32 215,33	32 679,73	33 144,13
48 100	30 741,55	31 799,05	32 263,45	32 727,85	33 192,25
48 200	30 793,26	31 847,16	32 311,56	32 775,96	33 240,36
48 300	30 844,98	31 895,28	32 359,68	32 824,08	33 288,48
48 400	30 896,69	31 943,39	32 407,79	32 872,19	33 336,59
48 500	30 948,40	31 991,50	32 455,90	32 920,30	33 384,70
48 600	31 000,12	32 039,62	32 504,02	32 968,42	33 432,82
48 700	31 051,83	32 087,73	32 552,13	33 016,53	33 480,93
48 800	31 103,55	32 135,85	32 600,25	33 064,65	33 529,05
48 900	31 155,26	32 183,96	32 648,36	33 112,76	33 577,16
49 000	31 206,97	32 232,07	32 696,47	33 160,87	33 625,27
49 100	31 258,69	32 280,19	32 744,59	33 208,99	33 673,39
49 200	31 310,40	32 328,30	32 792,70	33 257,10	33 721,50
49 300	31 362,12	32 376,42	32 840,82	33 305,22	33 769,62
49 400	31 413,83	32 424,53	32 888,93	33 353,33	33 817,73

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint à charge**

	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
49 500	31 465,54	32 472,64	32 937,04	33 401,44	33 865,84
49 600	31 517,26	32 520,76	32 985,16	33 449,56	33 913,96
49 700	31 568,97	32 568,87	33 033,27	33 497,67	33 962,07
49 800	31 620,69	32 616,99	33 081,39	33 545,79	34 010,19
49 900	31 672,40	32 665,10	33 129,50	33 593,90	34 058,30
50 000	31 724,11	32 713,21	33 177,61	33 642,01	34 106,41
50 100	31 775,83	32 761,33	33 225,73	33 690,13	34 154,53
50 200	31 827,54	32 809,44	33 273,84	33 738,24	34 202,64
50 300	31 879,26	32 857,56	33 321,96	33 786,36	34 250,76
50 400	31 930,97	32 905,67	33 370,07	33 834,47	34 298,87
50 500	31 982,68	32 953,78	33 418,18	33 882,58	34 346,98
50 600	32 034,40	33 001,90	33 466,30	33 930,70	34 395,10
50 700	32 086,11	33 050,01	33 514,41	33 978,81	34 443,21
50 800	32 137,83	33 098,13	33 562,53	34 026,93	34 491,33
50 900	32 189,54	33 146,24	33 610,64	34 075,04	34 539,44
51 000	32 241,25	33 194,35	33 658,75	34 123,15	34 587,55
51 100	32 292,97	33 242,47	33 706,87	34 171,27	34 635,67
51 200	32 344,68	33 290,58	33 754,98	34 219,38	34 683,78
51 300	32 396,40	33 338,70	33 803,10	34 267,50	34 731,90
51 400	32 448,11	33 386,81	33 851,21	34 315,61	34 780,01
51 500	32 499,82	33 434,92	33 899,32	34 363,72	34 828,12

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
100	87,84	87,84	87,84	87,84	87,84
200	175,68	175,68	175,68	175,68	175,68
300	263,52	263,52	263,52	263,52	263,52
400	351,36	351,36	351,36	351,36	351,36
500	439,20	439,20	439,20	439,20	439,20
600	527,04	527,04	527,04	527,04	527,04
700	614,88	614,88	614,88	614,88	614,88
800	702,72	702,72	702,72	702,72	702,72
900	790,56	790,56	790,56	790,56	790,56
1 000	878,40	878,40	878,40	878,40	878,40
1 100	966,24	966,24	966,24	966,24	966,24
1 200	1 054,08	1 054,08	1 054,08	1 054,08	1 054,08
1 300	1 141,92	1 141,92	1 141,92	1 141,92	1 141,92
1 400	1 229,76	1 229,76	1 229,76	1 229,76	1 229,76
1 500	1 317,60	1 317,60	1 317,60	1 317,60	1 317,60
1 600	1 405,44	1 405,44	1 405,44	1 405,44	1 405,44
1 700	1 493,28	1 493,28	1 493,28	1 493,28	1 493,28
1 800	1 581,12	1 581,12	1 581,12	1 581,12	1 581,12
1 900	1 668,96	1 668,96	1 668,96	1 668,96	1 668,96
2 000	1 756,80	1 756,80	1 756,80	1 756,80	1 756,80

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
2 100	1 844,64	1 844,64	1 844,64	1 844,64	1 844,64
2 200	1 932,48	1 932,48	1 932,48	1 932,48	1 932,48
2 300	2 020,32	2 020,32	2 020,32	2 020,32	2 020,32
2 400	2 108,16	2 108,16	2 108,16	2 108,16	2 108,16
2 500	2 196,00	2 196,00	2 196,00	2 196,00	2 196,00
2 600	2 283,84	2 283,84	2 283,84	2 283,84	2 283,84
2 700	2 371,68	2 371,68	2 371,68	2 371,68	2 371,68
2 800	2 459,52	2 459,52	2 459,52	2 459,52	2 459,52
2 900	2 547,36	2 547,36	2 547,36	2 547,36	2 547,36
3 000	2 635,20	2 635,20	2 635,20	2 635,20	2 635,20
3 100	2 723,04	2 723,04	2 723,04	2 723,04	2 723,04
3 200	2 810,88	2 810,88	2 810,88	2 810,88	2 810,88
3 300	2 898,72	2 898,72	2 898,72	2 898,72	2 898,72
3 400	2 986,56	2 986,56	2 986,56	2 986,56	2 986,56
3 500	3 074,40	3 074,40	3 074,40	3 074,40	3 074,40
3 600	3 158,37	3 158,37	3 158,37	3 158,37	3 158,37
3 700	3 242,34	3 242,34	3 242,34	3 242,34	3 242,34
3 800	3 326,31	3 326,31	3 326,31	3 326,31	3 326,31
3 900	3 410,28	3 410,28	3 410,28	3 410,28	3 410,28
4 000	3 494,25	3 494,25	3 494,25	3 494,25	3 494,25
4 100	3 578,22	3 578,22	3 578,22	3 578,22	3 578,22
4 200	3 662,19	3 662,19	3 662,19	3 662,19	3 662,19
4 300	3 746,16	3 746,16	3 746,16	3 746,16	3 746,16
4 400	3 830,13	3 830,13	3 830,13	3 830,13	3 830,13
4 500	3 914,10	3 914,10	3 914,10	3 914,10	3 914,10
4 600	3 998,07	3 998,07	3 998,07	3 998,07	3 998,07
4 700	4 082,04	4 082,04	4 082,04	4 082,04	4 082,04
4 800	4 166,01	4 166,01	4 166,01	4 166,01	4 166,01
4 900	4 249,98	4 249,98	4 249,98	4 249,98	4 249,98
5 000	4 333,95	4 333,95	4 333,95	4 333,95	4 333,95
5 100	4 417,92	4 417,92	4 417,92	4 417,92	4 417,92
5 200	4 501,89	4 501,89	4 501,89	4 501,89	4 501,89
5 300	4 585,86	4 585,86	4 585,86	4 585,86	4 585,86
5 400	4 669,83	4 669,83	4 669,83	4 669,83	4 669,83
5 500	4 753,80	4 753,80	4 753,80	4 753,80	4 753,80
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 921,74	4 921,74	4 921,74	4 921,74	4 921,74
5 800	5 005,71	5 005,71	5 005,71	5 005,71	5 005,71
5 900	5 089,68	5 089,68	5 089,68	5 089,68	5 089,68
6 000	5 173,65	5 173,65	5 173,65	5 173,65	5 173,65
6 100	5 257,62	5 257,62	5 257,62	5 257,62	5 257,62
6 200	5 341,59	5 341,59	5 341,59	5 341,59	5 341,59
6 300	5 425,56	5 425,56	5 425,56	5 425,56	5 425,56
6 400	5 509,53	5 509,53	5 509,53	5 509,53	5 509,53
6 500	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50
6 600	5 677,47	5 677,47	5 677,47	5 677,47	5 677,47
6 700	5 761,44	5 761,44	5 761,44	5 761,44	5 761,44
6 800	5 845,41	5 845,41	5 845,41	5 845,41	5 845,41
6 900	5 929,38	5 929,38	5 929,38	5 929,38	5 929,38

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
7 000	6 013,35	6 013,35	6 013,35	6 013,35	6 013,35
7 100	6 097,32	6 097,32	6 097,32	6 097,32	6 097,32
7 200	6 181,29	6 181,29	6 181,29	6 181,29	6 181,29
7 300	6 265,26	6 265,26	6 265,26	6 265,26	6 265,26
7 400	6 349,23	6 349,23	6 349,23	6 349,23	6 349,23
7 500	6 433,20	6 433,20	6 433,20	6 433,20	6 433,20
7 600	6 517,17	6 517,17	6 517,17	6 517,17	6 517,17
7 700	6 601,14	6 601,14	6 601,14	6 601,14	6 601,14
7 800	6 683,97	6 683,97	6 683,97	6 683,97	6 683,97
7 900	6 756,02	6 756,02	6 756,02	6 756,02	6 756,02
8 000	6 828,07	6 828,07	6 828,07	6 828,07	6 828,07
8 100	6 900,12	6 900,12	6 900,12	6 900,12	6 900,12
8 200	6 972,17	6 972,17	6 972,17	6 972,17	6 972,17
8 300	7 044,23	7 044,23	7 044,23	7 044,23	7 044,23
8 400	7 116,28	7 116,28	7 116,28	7 116,28	7 116,28
8 500	7 188,33	7 188,33	7 188,33	7 188,33	7 188,33
8 600	7 260,38	7 260,38	7 260,38	7 260,38	7 260,38
8 700	7 332,43	7 332,43	7 332,43	7 332,43	7 332,43
8 800	7 404,48	7 404,48	7 404,48	7 404,48	7 404,48
8 900	7 476,53	7 476,53	7 476,53	7 476,53	7 476,53
9 000	7 548,58	7 548,58	7 548,58	7 548,58	7 548,58
9 100	7 620,63	7 620,63	7 620,63	7 620,63	7 620,63
9 200	7 692,68	7 692,68	7 692,68	7 692,68	7 692,68
9 300	7 764,73	7 764,73	7 764,73	7 764,73	7 764,73
9 400	7 836,78	7 836,78	7 836,78	7 836,78	7 836,78
9 500	7 908,83	7 908,83	7 908,83	7 908,83	7 908,83
9 600	7 980,88	7 980,88	7 980,88	7 980,88	7 980,88
9 700	8 052,93	8 052,93	8 052,93	8 052,93	8 052,93
9 800	8 124,98	8 124,98	8 124,98	8 124,98	8 124,98
9 900	8 197,03	8 197,03	8 197,03	8 197,03	8 197,03
10 000	8 269,08	8 269,08	8 269,08	8 269,08	8 269,08
10 100	8 341,13	8 341,13	8 341,13	8 341,13	8 341,13
10 200	8 413,18	8 413,18	8 413,18	8 413,18	8 413,18
10 300	8 476,86	8 485,23	8 485,23	8 485,23	8 485,23
10 400	8 532,71	8 557,28	8 557,28	8 557,28	8 557,28
10 500	8 588,57	8 629,34	8 629,34	8 629,34	8 629,34
10 600	8 644,42	8 701,39	8 701,39	8 701,39	8 701,39
10 700	8 700,27	8 773,44	8 773,44	8 773,44	8 773,44
10 800	8 756,12	8 845,49	8 845,49	8 845,49	8 845,49
10 900	8 811,97	8 917,54	8 917,54	8 917,54	8 917,54
11 000	8 867,82	8 989,59	8 989,59	8 989,59	8 989,59
11 100	8 923,67	9 061,64	9 061,64	9 061,64	9 061,64
11 200	8 979,52	9 133,69	9 133,69	9 133,69	9 133,69
11 300	9 035,37	9 205,74	9 205,74	9 205,74	9 205,74
11 400	9 091,22	9 277,79	9 277,79	9 277,79	9 277,79
11 500	9 147,07	9 349,84	9 349,84	9 349,84	9 349,84
11 600	9 202,92	9 421,89	9 421,89	9 421,89	9 421,89
11 700	9 258,77	9 493,94	9 493,94	9 493,94	9 493,94
11 800	9 314,62	9 565,99	9 565,99	9 565,99	9 565,99

Revenu brut
annuelIndemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
11 900	9 370,47	9 638,04	9 638,04	9 638,04	9 638,04
12 000	9 426,32	9 710,09	9 710,09	9 710,09	9 710,09
12 100	9 482,17	9 782,14	9 782,14	9 782,14	9 782,14
12 200	9 538,02	9 854,19	9 854,19	9 854,19	9 854,19
12 300	9 593,87	9 926,24	9 926,24	9 926,24	9 926,24
12 400	9 649,72	9 998,29	9 998,29	9 998,29	9 998,29
12 500	9 705,57	10 070,34	10 070,34	10 070,34	10 070,34
12 600	9 761,42	10 142,39	10 142,39	10 142,39	10 142,39
12 700	9 817,28	10 214,45	10 214,45	10 214,45	10 214,45
12 800	9 873,13	10 286,50	10 286,50	10 286,50	10 286,50
12 900	9 928,98	10 358,55	10 358,55	10 358,55	10 358,55
13 000	9 984,83	10 430,60	10 430,60	10 430,60	10 430,60
13 100	10 040,68	10 502,65	10 502,65	10 502,65	10 502,65
13 200	10 096,53	10 574,70	10 574,70	10 574,70	10 574,70
13 300	10 152,38	10 646,75	10 646,75	10 646,75	10 646,75
13 400	10 208,23	10 718,80	10 718,80	10 718,80	10 718,80
13 500	10 264,08	10 790,85	10 790,85	10 790,85	10 790,85
13 600	10 319,93	10 862,90	10 862,90	10 862,90	10 862,90
13 700	10 375,78	10 934,95	10 934,95	10 934,95	10 934,95
13 800	10 431,63	11 007,00	11 007,00	11 007,00	11 007,00
13 900	10 487,48	11 079,05	11 079,05	11 079,05	11 079,05
14 000	10 543,33	11 151,10	11 151,10	11 151,10	11 151,10
14 100	10 599,18	11 223,15	11 223,15	11 223,15	11 223,15
14 200	10 655,03	11 295,20	11 295,20	11 295,20	11 295,20
14 300	10 710,88	11 367,25	11 367,25	11 367,25	11 367,25
14 400	10 766,73	11 439,30	11 439,30	11 439,30	11 439,30
14 500	10 822,58	11 511,35	11 511,35	11 511,35	11 511,35
14 600	10 878,43	11 583,40	11 583,40	11 583,40	11 583,40
14 700	10 934,28	11 655,45	11 655,45	11 655,45	11 655,45
14 800	10 990,14	11 727,51	11 727,51	11 727,51	11 727,51
14 900	11 045,99	11 799,56	11 799,56	11 799,56	11 799,56
15 000	11 101,84	11 871,61	11 871,61	11 871,61	11 871,61
15 100	11 157,69	11 943,66	11 943,66	11 943,66	11 943,66
15 200	11 213,54	12 015,71	12 015,71	12 015,71	12 015,71
15 300	11 269,39	12 087,76	12 087,76	12 087,76	12 087,76
15 400	11 325,24	12 159,81	12 159,81	12 159,81	12 159,81
15 500	11 381,09	12 231,86	12 231,86	12 231,86	12 231,86
15 600	11 436,94	12 303,91	12 303,91	12 303,91	12 303,91
15 700	11 492,79	12 375,96	12 375,96	12 375,96	12 375,96
15 800	11 548,64	12 448,01	12 448,01	12 448,01	12 448,01
15 900	11 604,49	12 520,06	12 520,06	12 520,06	12 520,06
16 000	11 660,34	12 592,11	12 592,11	12 592,11	12 592,11
16 100	11 716,19	12 664,16	12 664,16	12 664,16	12 664,16
16 200	11 772,04	12 736,21	12 736,21	12 736,21	12 736,21
16 300	11 827,89	12 808,26	12 808,26	12 808,26	12 808,26
16 400	11 883,74	12 880,31	12 880,31	12 880,31	12 880,31
16 500	11 939,59	12 952,36	12 952,36	12 952,36	12 952,36
16 600	11 995,44	13 024,41	13 024,41	13 024,41	13 024,41
16 700	12 051,29	13 096,46	13 096,46	13 096,46	13 096,46

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
16 800	12 107,14	13 148,44	13 168,51	13 168,51	13 168,51
16 900	12 162,99	13 200,69	13 240,56	13 240,56	13 240,56
17 000	12 218,85	13 252,95	13 312,62	13 312,62	13 312,62
17 100	12 274,70	13 305,20	13 384,67	13 384,67	13 384,67
17 200	12 330,55	13 357,45	13 456,72	13 456,72	13 456,72
17 300	12 386,40	13 409,70	13 528,77	13 528,77	13 528,77
17 400	12 442,25	13 461,95	13 600,82	13 600,82	13 600,82
17 500	12 498,10	13 514,20	13 672,87	13 672,87	13 672,87
17 600	12 553,95	13 566,45	13 744,92	13 744,92	13 744,92
17 700	12 609,80	13 618,70	13 816,97	13 816,97	13 816,97
17 800	12 665,65	13 670,95	13 889,02	13 889,02	13 889,02
17 900	12 721,50	13 723,20	13 961,07	13 961,07	13 961,07
18 000	12 777,35	13 775,45	14 033,12	14 033,12	14 033,12
18 100	12 833,20	13 827,70	14 105,17	14 105,17	14 105,17
18 200	12 889,05	13 879,95	14 177,22	14 177,22	14 177,22
18 300	12 944,90	13 932,20	14 249,27	14 249,27	14 249,27
18 400	13 000,75	13 984,45	14 321,32	14 321,32	14 321,32
18 500	13 056,60	14 036,70	14 393,37	14 393,37	14 393,37
18 600	13 112,45	14 088,95	14 465,42	14 465,42	14 465,42
18 700	13 168,30	14 141,20	14 537,47	14 537,47	14 537,47
18 800	13 224,15	14 193,45	14 609,52	14 609,52	14 609,52
18 900	13 280,00	14 245,70	14 681,57	14 681,57	14 681,57
19 000	13 335,85	14 297,95	14 753,62	14 753,62	14 753,62
19 100	13 391,70	14 350,20	14 814,60	14 825,67	14 825,67
19 200	13 447,56	14 402,46	14 866,86	14 897,73	14 897,73
19 300	13 503,41	14 454,71	14 919,11	14 969,78	14 969,78
19 400	13 559,26	14 506,96	14 971,36	15 041,83	15 041,83
19 500	13 615,11	14 559,21	15 023,61	15 113,88	15 113,88
19 600	13 670,96	14 611,46	15 075,86	15 185,93	15 185,93
19 700	13 726,81	14 663,71	15 128,11	15 257,98	15 257,98
19 800	13 782,66	14 715,96	15 180,36	15 330,03	15 330,03
19 900	13 838,51	14 768,21	15 232,61	15 402,08	15 402,08
20 000	13 894,36	14 820,46	15 284,86	15 474,13	15 474,13
20 100	13 950,21	14 872,71	15 337,11	15 546,18	15 546,18
20 200	14 006,06	14 924,96	15 389,36	15 618,23	15 618,23
20 300	14 061,91	14 977,21	15 441,61	15 690,28	15 690,28
20 400	14 117,76	15 029,46	15 493,86	15 762,33	15 762,33
20 500	14 173,61	15 081,71	15 546,11	15 834,38	15 834,38
20 600	14 229,46	15 133,96	15 598,36	15 906,43	15 906,43
20 700	14 285,31	15 186,21	15 650,61	15 978,48	15 978,48
20 800	14 341,16	15 238,46	15 702,86	16 050,53	16 050,53
20 900	14 397,01	15 290,71	15 755,11	16 122,58	16 122,58
21 000	14 452,86	15 342,96	15 807,36	16 194,63	16 194,63
21 100	14 508,71	15 395,21	15 859,61	16 266,68	16 266,68
21 200	14 564,56	15 447,46	15 911,86	16 338,73	16 338,73
21 300	14 620,41	15 499,71	15 964,11	16 410,78	16 410,78
21 400	14 676,27	15 551,97	16 016,37	16 480,77	16 482,84
21 500	14 732,12	15 604,22	16 068,62	16 533,02	16 554,89
21 600	14 787,97	15 656,47	16 120,87	16 585,27	16 626,94

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
21 700	14 843,82	15 708,72	16 173,12	16 637,52	16 698,99
21 800	14 899,67	15 760,97	16 225,37	16 689,77	16 771,04
21 900	14 955,52	15 813,22	16 277,62	16 742,02	16 843,09
22 000	15 011,37	15 865,47	16 329,87	16 794,27	16 915,14
22 100	15 067,22	15 917,72	16 382,12	16 846,52	16 987,19
22 200	15 123,07	15 969,97	16 434,37	16 898,77	17 059,24
22 300	15 178,92	16 022,22	16 486,62	16 951,02	17 131,29
22 400	15 234,77	16 074,47	16 538,87	17 003,27	17 203,34
22 500	15 290,62	16 126,72	16 591,12	17 055,52	17 275,39
22 600	15 346,47	16 178,97	16 643,37	17 107,77	17 347,44
22 700	15 402,32	16 231,22	16 695,62	17 160,02	17 419,49
22 800	15 458,17	16 283,47	16 747,87	17 212,27	17 491,54
22 900	15 514,02	16 335,72	16 800,12	17 264,52	17 563,59
23 000	15 569,87	16 387,97	16 852,37	17 316,77	17 635,64
23 100	15 625,72	16 440,22	16 904,62	17 369,02	17 707,69
23 200	15 681,57	16 492,47	16 956,87	17 421,27	17 779,74
23 300	15 737,42	16 544,72	17 009,12	17 473,52	17 851,79
23 400	15 793,27	16 596,97	17 061,37	17 525,77	17 923,84
23 500	15 849,12	16 649,22	17 113,62	17 578,02	17 995,89
23 600	15 904,98	16 701,48	17 165,88	17 630,28	18 067,95
23 700	15 960,83	16 753,73	17 218,13	17 682,53	18 140,00
23 800	16 016,68	16 805,98	17 270,38	17 734,78	18 199,18
23 900	16 072,53	16 858,23	17 322,63	17 787,03	18 251,43
24 000	16 128,38	16 910,48	17 374,88	17 839,28	18 303,68
24 100	16 184,23	16 962,73	17 427,13	17 891,53	18 355,93
24 200	16 240,08	17 014,98	17 479,38	17 943,78	18 408,18
24 300	16 295,93	17 067,23	17 531,63	17 996,03	18 460,43
24 400	16 351,78	17 119,48	17 583,88	18 048,28	18 512,68
24 500	16 407,63	17 171,73	17 636,13	18 100,53	18 564,93
24 600	16 463,48	17 223,98	17 688,38	18 152,78	18 617,18
24 700	16 519,33	17 276,23	17 740,63	18 205,03	18 669,43
24 800	16 575,18	17 328,48	17 792,88	18 257,28	18 721,68
24 900	16 631,03	17 380,73	17 845,13	18 309,53	18 773,93
25 000	16 686,88	17 432,98	17 897,38	18 361,78	18 826,18
25 100	16 742,73	17 485,23	17 949,63	18 414,03	18 878,43
25 200	16 798,58	17 537,48	18 001,88	18 466,28	18 930,68
25 300	16 854,43	17 589,73	18 054,13	18 518,53	18 982,93
25 400	16 910,28	17 641,98	18 106,38	18 570,78	19 035,18
25 500	16 966,13	17 694,23	18 158,63	18 623,03	19 087,43
25 600	17 021,98	17 746,48	18 210,88	18 675,28	19 139,68
25 700	17 077,84	17 798,74	18 263,14	18 727,54	19 191,94
25 800	17 133,69	17 850,99	18 315,39	18 779,79	19 244,19
25 900	17 189,54	17 903,24	18 367,64	18 832,04	19 296,44
26 000	17 245,39	17 955,49	18 419,89	18 884,29	19 348,69
26 100	17 297,19	18 003,69	18 468,09	18 932,49	19 396,89
26 200	17 348,99	18 051,89	18 516,29	18 980,69	19 445,09
26 300	17 400,79	18 100,09	18 564,49	19 028,89	19 493,29
26 400	17 452,59	18 148,29	18 612,69	19 077,09	19 541,49
26 500	17 504,39	18 196,49	18 660,89	19 125,29	19 589,69

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
26 600	17 556,19	18 244,69	18 709,09	19 173,49	19 637,89
26 700	17 607,99	18 292,89	18 757,29	19 221,69	19 686,09
26 800	17 659,79	18 341,09	18 805,49	19 269,89	19 734,29
26 900	17 711,59	18 389,29	18 853,69	19 318,09	19 782,49
27 000	17 763,39	18 437,49	18 901,89	19 366,29	19 830,69
27 100	17 815,19	18 485,69	18 950,09	19 414,49	19 878,89
27 200	17 866,99	18 533,89	18 998,29	19 462,69	19 927,09
27 300	17 918,79	18 582,09	19 046,49	19 510,89	19 975,29
27 400	17 970,59	18 630,29	19 094,69	19 559,09	20 023,49
27 500	18 022,39	18 678,49	19 142,89	19 607,29	20 071,69
27 600	18 074,19	18 726,69	19 191,09	19 655,49	20 119,89
27 700	18 125,99	18 774,89	19 239,29	19 703,69	20 168,09
27 800	18 177,79	18 823,09	19 287,49	19 751,89	20 216,29
27 900	18 229,60	18 871,30	19 335,70	19 800,10	20 264,50
28 000	18 281,40	18 919,50	19 383,90	19 848,30	20 312,70
28 100	18 333,20	18 967,70	19 432,10	19 896,50	20 360,90
28 200	18 385,00	19 015,90	19 480,30	19 944,70	20 409,10
28 300	18 436,80	19 064,10	19 528,50	19 992,90	20 457,30
28 400	18 488,60	19 112,30	19 576,70	20 041,10	20 505,50
28 500	18 540,40	19 160,50	19 624,90	20 089,30	20 553,70
28 600	18 592,20	19 208,70	19 673,10	20 137,50	20 601,90
28 700	18 644,00	19 256,90	19 721,30	20 185,70	20 650,10
28 800	18 695,80	19 305,10	19 769,50	20 233,90	20 698,30
28 900	18 747,60	19 353,30	19 817,70	20 282,10	20 746,50
29 000	18 799,40	19 401,50	19 865,90	20 330,30	20 794,70
29 100	18 851,20	19 449,70	19 914,10	20 378,50	20 842,90
29 200	18 903,00	19 497,90	19 962,30	20 426,70	20 891,10
29 300	18 954,80	19 546,10	20 010,50	20 474,90	20 939,30
29 400	19 006,60	19 594,30	20 058,70	20 523,10	20 987,50
29 500	19 058,40	19 642,50	20 106,90	20 571,30	21 035,70
29 600	19 110,20	19 690,70	20 155,10	20 619,50	21 083,90
29 700	19 162,00	19 738,90	20 203,30	20 667,70	21 132,10
29 800	19 213,80	19 787,10	20 251,50	20 715,90	21 180,30
29 900	19 265,60	19 835,30	20 299,70	20 764,10	21 228,50
30 000	19 317,40	19 883,50	20 347,90	20 812,30	21 276,70
30 100	19 369,21	19 931,71	20 396,11	20 860,51	21 324,91
30 200	19 421,01	19 979,91	20 444,31	20 908,71	21 373,11
30 300	19 472,81	20 028,11	20 492,51	20 956,91	21 421,31
30 400	19 524,61	20 076,31	20 540,71	21 005,11	21 469,51
30 500	19 576,41	20 124,51	20 588,91	21 053,31	21 517,71
30 600	19 628,21	20 172,71	20 637,11	21 101,51	21 565,91
30 700	19 680,01	20 220,91	20 685,31	21 149,71	21 614,11
30 800	19 730,97	20 268,27	20 732,67	21 197,07	21 661,47
30 900	19 777,51	20 311,21	20 775,61	21 240,01	21 704,41
31 000	19 824,05	20 354,15	20 818,55	21 282,95	21 747,35
31 100	19 870,59	20 397,09	20 861,49	21 325,89	21 790,29
31 200	19 917,13	20 440,03	20 904,43	21 368,83	21 833,23
31 300	19 963,67	20 482,97	20 947,37	21 411,77	21 876,17
31 400	20 010,21	20 525,91	20 990,31	21 454,71	21 919,11

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
31 500	20 056,75	20 568,85	21 033,25	21 497,65	21 962,05
31 600	20 103,29	20 611,79	21 076,19	21 540,59	22 004,99
31 700	20 149,83	20 654,73	21 119,13	21 583,53	22 047,93
31 800	20 196,37	20 699,47	21 163,87	21 628,27	22 092,67
31 900	20 242,91	20 746,01	21 210,41	21 674,81	22 139,21
32 000	20 289,45	20 792,55	21 256,95	21 721,35	22 185,75
32 100	20 335,99	20 839,09	21 303,49	21 767,89	22 232,29
32 200	20 382,53	20 885,63	21 350,03	21 814,43	22 278,83
32 300	20 429,07	20 932,17	21 396,57	21 860,97	22 325,37
32 400	20 475,61	20 978,71	21 443,11	21 907,51	22 371,91
32 500	20 522,15	21 025,25	21 489,65	21 954,05	22 418,45
32 600	20 568,69	21 071,79	21 536,19	22 000,59	22 464,99
32 700	20 615,23	21 118,33	21 582,73	22 047,13	22 511,53
32 800	20 661,77	21 164,87	21 629,27	22 093,67	22 558,07
32 900	20 708,31	21 211,41	21 675,81	22 140,21	22 604,61
33 000	20 754,85	21 257,95	21 722,35	22 186,75	22 651,15
33 100	20 801,39	21 304,49	21 768,89	22 233,29	22 697,69
33 200	20 847,93	21 351,03	21 815,43	22 279,83	22 744,23
33 300	20 894,47	21 397,57	21 861,97	22 326,37	22 790,77
33 400	20 941,01	21 444,11	21 908,51	22 372,91	22 837,31
33 500	20 987,55	21 490,65	21 955,05	22 419,45	22 883,85
33 600	21 034,09	21 537,19	22 001,59	22 465,99	22 930,39
33 700	21 080,63	21 583,73	22 048,13	22 512,53	22 976,93
33 800	21 127,17	21 630,27	22 094,67	22 559,07	23 023,47
33 900	21 173,71	21 676,81	22 141,21	22 605,61	23 070,01
34 000	21 220,25	21 723,35	22 187,75	22 652,15	23 116,55
34 100	21 266,79	21 769,89	22 234,29	22 698,69	23 163,09
34 200	21 313,33	21 816,43	22 280,83	22 745,23	23 209,63
34 300	21 359,87	21 862,97	22 327,37	22 791,77	23 256,17
34 400	21 406,41	21 909,51	22 373,91	22 838,31	23 302,71
34 500	21 452,95	21 956,05	22 420,45	22 884,85	23 349,25
34 600	21 499,49	22 002,59	22 466,99	22 931,39	23 395,79
34 700	21 546,03	22 049,13	22 513,53	22 977,93	23 442,33
34 800	21 592,57	22 095,67	22 560,07	23 024,47	23 488,87
34 900	21 639,11	22 142,21	22 606,61	23 071,01	23 535,41
35 000	21 685,65	22 188,75	22 653,15	23 117,55	23 581,95
35 100	21 732,18	22 235,28	22 699,68	23 164,08	23 628,48
35 200	21 778,72	22 281,82	22 746,22	23 210,62	23 675,02
35 300	21 825,26	22 328,36	22 792,76	23 257,16	23 721,56
35 400	21 871,80	22 374,90	22 839,30	23 303,70	23 768,10
35 500	21 918,34	22 421,44	22 885,84	23 350,24	23 814,64
35 600	21 964,88	22 467,98	22 932,38	23 396,78	23 861,18
35 700	22 011,42	22 514,52	22 978,92	23 443,32	23 907,72
35 800	22 057,96	22 561,06	23 025,46	23 489,86	23 954,26
35 900	22 104,50	22 607,60	23 072,00	23 536,40	24 000,80
36 000	22 151,04	22 654,14	23 118,54	23 582,94	24 047,34
36 100	22 197,58	22 700,68	23 165,08	23 629,48	24 093,88
36 200	22 244,12	22 747,22	23 211,62	23 676,02	24 140,42
36 300	22 290,66	22 793,76	23 258,16	23 722,56	24 186,96

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
36 400	22 337,20	22 840,30	23 304,70	23 769,10	24 233,50
36 500	22 383,74	22 886,84	23 351,24	23 815,64	24 280,04
36 600	22 430,28	22 933,38	23 397,78	23 862,18	24 326,58
36 700	22 476,82	22 979,92	23 444,32	23 908,72	24 373,12
36 800	22 523,36	23 026,46	23 490,86	23 955,26	24 419,66
36 900	22 569,90	23 073,00	23 537,40	24 001,80	24 466,20
37 000	22 616,44	23 119,54	23 583,94	24 048,34	24 512,74
37 100	22 662,98	23 166,08	23 630,48	24 094,88	24 559,28
37 200	22 709,52	23 212,62	23 677,02	24 141,42	24 605,82
37 300	22 756,06	23 259,16	23 723,56	24 187,96	24 652,36
37 400	22 802,60	23 305,70	23 770,10	24 234,50	24 698,90
37 500	22 849,14	23 352,24	23 816,64	24 281,04	24 745,44
37 600	22 895,68	23 398,78	23 863,18	24 327,58	24 791,98
37 700	22 942,22	23 445,32	23 909,72	24 374,12	24 838,52
37 800	22 988,76	23 491,86	23 956,26	24 420,66	24 885,06
37 900	23 035,30	23 538,40	24 002,80	24 467,20	24 931,60
38 000	23 081,84	23 584,94	24 049,34	24 513,74	24 978,14
38 100	23 128,38	23 631,48	24 095,88	24 560,28	25 024,68
38 200	23 174,92	23 678,02	24 142,42	24 606,82	25 071,22
38 300	23 221,46	23 724,56	24 188,96	24 653,36	25 117,76
38 400	23 271,32	23 774,42	24 238,82	24 703,22	25 167,62
38 500	23 321,18	23 824,28	24 288,68	24 753,08	25 217,48
38 600	23 371,05	23 874,15	24 338,55	24 802,95	25 267,35
38 700	23 420,91	23 924,01	24 388,41	24 852,81	25 317,21
38 800	23 470,77	23 973,87	24 438,27	24 902,67	25 367,07
38 900	23 520,63	24 023,73	24 488,13	24 952,53	25 416,93
39 000	23 570,49	24 073,59	24 537,99	25 002,39	25 466,79
39 100	23 622,20	24 125,30	24 589,70	25 054,10	25 518,50
39 200	23 673,92	24 177,02	24 641,42	25 105,82	25 570,22
39 300	23 725,63	24 228,73	24 693,13	25 157,53	25 621,93
39 400	23 777,34	24 280,44	24 744,84	25 209,24	25 673,64
39 500	23 829,06	24 332,16	24 796,56	25 260,96	25 725,36
39 600	23 880,77	24 383,87	24 848,27	25 312,67	25 777,07
39 700	23 932,49	24 435,59	24 899,99	25 364,39	25 828,79
39 800	23 984,20	24 487,30	24 951,70	25 416,10	25 880,50
39 900	24 035,91	24 539,01	25 003,41	25 467,81	25 932,21
40 000	24 087,63	24 590,73	25 055,13	25 519,53	25 983,93
40 100	24 139,34	24 642,44	25 106,84	25 571,24	26 035,64
40 200	24 191,06	24 694,16	25 158,56	25 622,96	26 087,36
40 300	24 242,77	24 745,87	25 210,27	25 674,67	26 139,07
40 400	24 294,48	24 797,58	25 261,98	25 726,38	26 190,78
40 500	24 346,20	24 849,30	25 313,70	25 778,10	26 242,50
40 600	24 397,91	24 901,01	25 365,41	25 829,81	26 294,21
40 700	24 449,63	24 952,73	25 417,13	25 881,53	26 345,93
40 800	24 501,34	25 004,44	25 468,84	25 933,24	26 397,64
40 900	24 553,05	25 056,15	25 520,55	25 984,95	26 449,35
41 000	24 604,77	25 107,87	25 572,27	26 036,67	26 501,07
41 100	24 656,48	25 159,58	25 623,98	26 088,38	26 552,78
41 200	24 708,20	25 211,30	25 675,70	26 140,10	26 604,50

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
41 300	24 759,91	25 263,01	25 727,41	26 191,81	26 656,21
41 400	24 811,62	25 314,72	25 779,12	26 243,52	26 707,92
41 500	24 863,34	25 366,44	25 830,84	26 295,24	26 759,64
41 600	24 915,05	25 418,15	25 882,55	26 346,95	26 811,35
41 700	24 966,77	25 469,87	25 934,27	26 398,67	26 863,07
41 800	25 018,48	25 521,58	25 985,98	26 450,38	26 914,78
41 900	25 070,19	25 573,29	26 037,69	26 502,09	26 966,49
42 000	25 121,91	25 625,01	26 089,41	26 553,81	27 018,21
42 100	25 173,62	25 676,72	26 141,12	26 605,52	27 069,92
42 200	25 225,34	25 728,44	26 192,84	26 657,24	27 121,64
42 300	25 277,05	25 780,15	26 244,55	26 708,95	27 173,35
42 400	25 328,76	25 831,86	26 296,26	26 760,66	27 225,06
42 500	25 380,48	25 883,58	26 347,98	26 812,38	27 276,78
42 600	25 432,19	25 935,29	26 399,69	26 864,09	27 328,49
42 700	25 483,91	25 987,01	26 451,41	26 915,81	27 380,21
42 800	25 535,62	26 038,72	26 503,12	26 967,52	27 431,92
42 900	25 587,33	26 090,43	26 554,83	27 019,23	27 483,63
43 000	25 639,05	26 142,15	26 606,55	27 070,95	27 535,35
43 100	25 690,76	26 193,86	26 658,26	27 122,66	27 587,06
43 200	25 742,48	26 245,58	26 709,98	27 174,38	27 638,78
43 300	25 794,19	26 297,29	26 761,69	27 226,09	27 690,49
43 400	25 845,90	26 349,00	26 813,40	27 277,80	27 742,20
43 500	25 897,62	26 400,72	26 865,12	27 329,52	27 793,92
43 600	25 949,33	26 452,43	26 916,83	27 381,23	27 845,63
43 700	26 001,05	26 504,15	26 968,55	27 432,95	27 897,35
43 800	26 052,76	26 555,86	27 020,26	27 484,66	27 949,06
43 900	26 104,47	26 607,57	27 071,97	27 536,37	28 000,77
44 000	26 156,19	26 659,29	27 123,69	27 588,09	28 052,49
44 100	26 207,90	26 711,00	27 175,40	27 639,80	28 104,20
44 200	26 259,62	26 762,72	27 227,12	27 691,52	28 155,92
44 300	26 311,33	26 814,43	27 278,83	27 743,23	28 207,63
44 400	26 363,04	26 866,14	27 330,54	27 794,94	28 259,34
44 500	26 414,76	26 917,86	27 382,26	27 846,66	28 311,06
44 600	26 466,47	26 969,57	27 433,97	27 898,37	28 362,77
44 700	26 518,19	27 021,29	27 485,69	27 950,09	28 414,49
44 800	26 569,90	27 073,00	27 537,40	28 001,80	28 466,20
44 900	26 621,61	27 124,71	27 589,11	28 053,51	28 517,91
45 000	26 673,33	27 176,43	27 640,83	28 105,23	28 569,63
45 100	26 725,04	27 228,14	27 692,54	28 156,94	28 621,34
45 200	26 776,76	27 279,86	27 744,26	28 208,66	28 673,06
45 300	26 828,47	27 331,57	27 795,97	28 260,37	28 724,77
45 400	26 880,18	27 383,28	27 847,68	28 312,08	28 776,48
45 500	26 931,90	27 435,00	27 899,40	28 363,80	28 828,20
45 600	26 983,61	27 486,71	27 951,11	28 415,51	28 879,91
45 700	27 035,33	27 538,43	28 002,83	28 467,23	28 931,63
45 800	27 087,04	27 590,14	28 054,54	28 518,94	28 983,34
45 900	27 138,75	27 641,85	28 106,25	28 570,65	29 035,05
46 000	27 190,47	27 693,57	28 157,97	28 622,37	29 086,77
46 100	27 242,18	27 745,28	28 209,68	28 674,08	29 138,48

**Revenu brut
annuel**
**Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
46 200	27 293,90	27 797,00	28 261,40	28 725,80	29 190,20
46 300	27 345,61	27 848,71	28 313,11	28 777,51	29 241,91
46 400	27 397,32	27 900,42	28 364,82	28 829,22	29 293,62
46 500	27 449,04	27 952,14	28 416,54	28 880,94	29 345,34
46 600	27 500,75	28 003,85	28 468,25	28 932,65	29 397,05
46 700	27 552,47	28 055,57	28 519,97	28 984,37	29 448,77
46 800	27 604,18	28 107,28	28 571,68	29 036,08	29 500,48
46 900	27 655,89	28 158,99	28 623,39	29 087,79	29 552,19
47 000	27 707,61	28 210,71	28 675,11	29 139,51	29 603,91
47 100	27 759,32	28 262,42	28 726,82	29 191,22	29 655,62
47 200	27 811,04	28 314,14	28 778,54	29 242,94	29 707,34
47 300	27 862,75	28 365,85	28 830,25	29 294,65	29 759,05
47 400	27 914,46	28 417,56	28 881,96	29 346,36	29 810,76
47 500	27 966,18	28 469,28	28 933,68	29 398,08	29 862,48
47 600	28 017,89	28 520,99	28 985,39	29 449,79	29 914,19
47 700	28 069,61	28 572,71	29 037,11	29 501,51	29 965,91
47 800	28 121,32	28 624,42	29 088,82	29 553,22	30 017,62
47 900	28 173,03	28 676,13	29 140,53	29 604,93	30 069,33
48 000	28 224,75	28 727,85	29 192,25	29 656,65	30 121,05
48 100	28 276,46	28 779,56	29 243,96	29 708,36	30 172,76
48 200	28 328,18	28 831,28	29 295,68	29 760,08	30 224,48
48 300	28 379,89	28 882,99	29 347,39	29 811,79	30 276,19
48 400	28 431,60	28 934,70	29 399,10	29 863,50	30 327,90
48 500	28 483,32	28 986,42	29 450,82	29 915,22	30 379,62
48 600	28 535,03	29 038,13	29 502,53	29 966,93	30 431,33
48 700	28 586,75	29 089,85	29 554,25	30 018,65	30 483,05
48 800	28 638,46	29 141,56	29 605,96	30 070,36	30 534,76
48 900	28 690,17	29 193,27	29 657,67	30 122,07	30 586,47
49 000	28 741,89	29 244,99	29 709,39	30 173,79	30 638,19
49 100	28 793,60	29 296,70	29 761,10	30 225,50	30 689,90
49 200	28 845,32	29 348,42	29 812,82	30 277,22	30 741,62
49 300	28 897,03	29 400,13	29 864,53	30 328,93	30 793,33
49 400	28 948,74	29 451,84	29 916,24	30 380,64	30 845,04
49 500	29 000,46	29 503,56	29 967,96	30 432,36	30 896,76
49 600	29 052,17	29 555,27	30 019,67	30 484,07	30 948,47
49 700	29 103,89	29 606,99	30 071,39	30 535,79	31 000,19
49 800	29 155,60	29 658,70	30 123,10	30 587,50	31 051,90
49 900	29 207,31	29 710,41	30 174,81	30 639,21	31 103,61
50 000	29 259,03	29 762,13	30 226,53	30 690,93	31 155,33
50 100	29 310,74	29 813,84	30 278,24	30 742,64	31 207,04
50 200	29 362,46	29 865,56	30 329,96	30 794,36	31 258,76
50 300	29 414,17	29 917,27	30 381,67	30 846,07	31 310,47
50 400	29 465,88	29 968,98	30 433,38	30 897,78	31 362,18
50 500	29 517,60	30 020,70	30 485,10	30 949,50	31 413,90
50 600	29 569,31	30 072,41	30 536,81	31 001,21	31 465,61
50 700	29 621,03	30 124,13	30 588,53	31 052,93	31 517,33
50 800	29 672,74	30 175,84	30 640,24	31 104,64	31 569,04
50 900	29 724,45	30 227,55	30 691,95	31 156,35	31 620,75
51 000	29 776,17	30 279,27	30 743,67	31 208,07	31 672,47

**Revenu brut
annuel****Indemnités de remplacement du revenu
(90 % du revenu net retenu pour 2001)
Travailleur avec conjoint non à charge**

	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
51 100	29 827,88	30 330,98	30 795,38	31 259,78	31 724,18
51 200	29 879,60	30 382,70	30 847,10	31 311,50	31 775,90
51 300	29 931,31	30 434,41	30 898,81	31 363,21	31 827,61
51 400	29 983,02	30 486,12	30 950,52	31 414,92	31 879,32
51 500	30 034,74	30 537,84	31 002,24	31 466,64	31 931,04

34833

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies
professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

**Table des revenus bruts annuels d'emplois
convenables pour l'année 2001**

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le projet de « Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2001 » dont le texte apparaît ci-dessous pourra être adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2001.

À ce jour, l'étude de ce dossier ne révèle aucun impact significatif sur les citoyens et les entreprises directement concernés par ces modifications.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, à Québec, téléphone (418) 643-1227, télécopieur (418) 528-2081.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,*
TREFFLÉ LACOMBE

**Règlement sur la table des revenus bruts
annuels d'emplois convenables pour
l'année 2001**

Loi sur les accidents du travail et les maladies
professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 50)

1. La table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2001 est la suivante:

Tranche		Limite inférieure		Limite supérieure
1.	de	14 391 \$	à moins de	15 000 \$
2.	“	15 000 \$	“	17 000 \$
3.	“	17 000 \$	“	20 000 \$
4.	“	20 000 \$	“	23 000 \$
5.	“	23 000 \$	“	26 000 \$
6.	“	26 000 \$	“	29 000 \$
7.	“	29 000 \$	“	32 000 \$
8.	“	32 000 \$	“	35 000 \$
9.	“	35 000 \$	“	38 000 \$
10.	“	38 000 \$	“	41 000 \$
11.	“	41 000 \$	“	44 000 \$
12.	“	44 000 \$	“	47 000 \$
13.	“	47 000 \$	“	50 000 \$
14.	“	50 000 \$	“	51 500 \$
15.	“	51 500 \$	et plus	

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

34832

Décisions

Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite

Loi sur le régime de rentes du Québec
(L.R.Q., c. R-9, a. 23.5, 23.6, 25, 25.2 et 25.3)

Loi sur les allocations d'aide aux familles
(L.R.Q., c. A-17, a. 29)

Loi sur les prestations familiales
(1997, c. 57, a. 37)

Loi sur les régimes complémentaires de retraite
(L.R.Q., c. R-15.1, a. 250 et 251)

Référence: Décision du 15 septembre 2000, publiée à la *Gazette officielle* le 27 septembre 2000.

PARTIE I RÉGIME DE RENTES ET PRESTATIONS FAMILIALES

SECTION I DÉLÉGATIONS GÉNÉRALES

1. Sont délégués au président-directeur général, sous réserve des délégations faites à d'autres, les pouvoirs et fonctions résultant de la Loi sur les allocations d'aide aux familles, de la Loi sur les prestations familiales et de la Loi sur le régime de rentes du Québec, sauf le pouvoir de prendre des règlements.

Lui sont également délégués tous les pouvoirs nécessaires ou utiles pour faire exécuter, par les personnes qu'il désigne, les actes afférents aux pouvoirs et fonctions visés au premier alinéa, sauf dans le cas de pouvoirs délégués à d'autres par la loi ou les règlements ou par d'autres décisions.

Il peut subdéléguer ses pouvoirs relatifs à la Loi sur le régime de rentes du Québec et à la Loi sur les prestations familiales à chacun des vice-présidents.

2. Les pouvoirs et fonctions résultant de la Loi sur les allocations d'aide aux familles, de la Loi sur les prestations familiales et de leurs règlements sont, d'après la description des tâches des corps d'emploi et les directives, délégués au personnel de la Direction des programmes d'aide à la famille.

Toutefois, les pouvoirs et fonctions énumérés ci-dessous sont délégués comme suit:

1° le pouvoir de délivrer un avis d'acceptation d'une allocation pour enfant handicapé est délégué au directeur des Programmes d'aide à la famille;

2° le pouvoir de réviser une décision est délégué selon la section II de la présente partie;

3° le pouvoir de faire remise d'une dette est délégué selon le plan de gestion financière en annexe;

4° le pouvoir de délivrer le certificat visé à l'article 20 de la Loi sur les prestations familiales est délégué au chef du Service des prestations familiales.

3. Les pouvoirs et fonctions résultant de la Loi sur le régime de rentes du Québec et de ses règlements sont, d'après la description des tâches des corps d'emploi et les directives, délégués au personnel de la Direction des cotisations et des prestations et de la Direction des renseignements.

Toutefois, les pouvoirs et fonctions énumérés ci-dessous sont délégués comme suit:

1° le pouvoir de délivrer un avis d'acceptation d'une prestation est délégué au directeur des Cotisations et des Prestations;

2° le pouvoir de réviser une décision est délégué selon la section II de la présente partie;

3° le pouvoir de délivrer un état de participation au régime de rentes sans qu'une demande n'ait été reçue est délégué au président-directeur général;

4° le pouvoir de faire remise d'une dette est délégué selon le plan de gestion financière en annexe;

5° le pouvoir de conclure les arrangements prévus au deuxième alinéa de l'article 5 et au deuxième alinéa de l'article 8 du Règlement sur le travail visé est délégué au secrétaire;

6° le pouvoir de viser une entente conclue en vertu de l'article 195.1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec est délégué aux agents de rentes du Service aux cotisants;

7^o le pouvoir de délivrer le certificat visé à l'article 151 de la Loi sur le régime de rentes du Québec est délégué au chef du Service des prestations-2.

SECTION II **DÉLÉGATION DU POUVOIR DE RÉVISION**

§1. Révision sur demande

4. Les demandes en révision présentées selon l'article 17 de la Loi sur les allocations d'aide aux familles, l'article 26 de la Loi sur les prestations familiales ou l'article 186 de la Loi sur le régime de rentes du Québec sont décidées par tout agent de révision du Service de la révision.

5. Est constitué le Comité de révision du Régime de rentes du Québec et des prestations familiales.

Le comité décide des demandes en révision qui comportent des éléments particuliers que peut lui soumettre le chef du Service de la révision.

6. Le comité se compose de trois membres comme suit:

1^o deux des cadres suivants: un vice-président, le directeur de l'Évaluation et de la Révision, le directeur des Affaires juridiques, le directeur du Soutien aux opérations, le chef du Service de l'évaluation, le chef du Service des normes et de la formation ou le chef du Service juridique;

2^o un juriste de la Direction des affaires juridiques, si le directeur des Affaires juridiques ou le chef du Service juridique ne siège pas au comité.

Un vice-président ou les cadres qui relèvent de lui ne peuvent participer ensemble à la même séance ou décision du comité. Il en va ainsi du directeur des Affaires juridiques et du chef du Service juridique.

7. Le comité choisit son président parmi ses membres.

Le chef du Service de la révision ou, tout agent de révision qu'il désigne, agit comme secrétaire du comité.

8. Le comité se réunit sur convocation de son secrétaire. Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres présents à une séance ou des membres qui signent une décision.

Les décisions doivent être motivées par écrit.

Le comité peut demander un complément d'enquête ou d'analyse ou un avis juridique avant de rendre une décision.

Le comité peut également s'adjoindre toute personne pour le conseiller.

9. Dans les 30 jours de la fin de l'exercice de la Régie, le secrétaire du comité soumet au président-directeur général un rapport d'activité du comité.

§2. Révision d'office en vertu de l'article 26 de la Loi sur le régime de rentes du Québec

10. Le supérieur des membres du personnel de la Direction des programmes d'aide à la famille, de la Direction des cotisations et des prestations ou de la Direction des renseignements peut réviser d'office leurs décisions.

Toutefois, si la décision à réviser comporte le versement d'une somme, elle doit être rendue par le directeur des Cotisations et des Prestations ou le directeur des Programmes d'aide à la famille. Si la somme est supérieure à 20 000 \$, la décision doit être rendue par le vice-président aux Services à la clientèle.

Le Comité de révision du Régime de rentes du Québec et des prestations familiales, le chef du Service de la révision ou le chef de l'équipe des agents de révision peuvent réviser d'office les décisions rendues par un agent de révision.

Le personnel autorisé de la Direction des cotisations et des prestations peut, à la suite d'une renonciation au partage des gains admissibles non ajustés, réviser d'office le partage fait en application de l'article 102.1 de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

PARTIE II **RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE**

SECTION I **DÉLÉGATION DES POUVOIRS RÉSULTANT DE LA LOI ET DES RÈGLEMENTS**

11. Sont délégués au président-directeur général, sous réserve des délégations faites à d'autres, les pouvoirs et fonctions résultant de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, sauf le pouvoir de prendre des règlements.

12. Les pouvoirs relatifs aux articles de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et du Règlement sur les régimes complémentaires de retraite énumérés ci-après sont délégués comme suit:

Articles de la loi	Déléataires
14, 1 ^{er} al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
18, 2 ^e al.	le chef du Service de la surveillance
20, 2 ^e al., 2 ^e par.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
22, 1 ^{er} al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
24, 1 ^{er} al., 25, 26, 1 ^{er} al., 2 ^e par., 28 et 29	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
27	tout membre du personnel de la Direction des régimes de retraite
30	tout membre du personnel de la Direction des régimes de retraite, quant à la prolongation de l'examen de la demande d'enregistrement
32, 1 ^{er} al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
32, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
35	le directeur des Régimes de retraite
41, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
57	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
68, 2 ^e al., 2 ^e par.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
118, 4 ^e par.	le chef du Service de la surveillance
119, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
135.5	l'actuaire principal du Service de la surveillance
160	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
166, 1 ^{er} al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
170	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
181	le président-directeur général
183	le président-directeur général
187	le président-directeur général
188, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
188, 3 ^e al.	le chef du Service de la surveillance
190	le chef du Service de la surveillance, quant à l'approbation
191, 1 ^{er} al.	le président-directeur général
192	le directeur des Régimes de retraite
193	le directeur des Régimes de retraite
194	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite

Articles de la loi	Délégués
199	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
199.1	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
202 à 207	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite, quant à l'avis de conformité (a. 202, 2 ^e al.), la prorogation du délai de 30 jours (a. 205, 1 ^{er} al.), l'approbation d'un complément au projet de rapport terminal (a. 205.1) et l'approbation d'un projet de rapport terminal, et le chef du Service de la surveillance, quant à l'ordonnance de publication (a. 204, 1 ^{er} al.)
210, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
211, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
229, 1 ^{er} al.	le chef du Service de la surveillance
230.4, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
230.5	le chef du Service de la surveillance
240.2, 4 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
240.3	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
241	tout professionnel de la Direction de l'évaluation et de la révision conjointement avec tout juriste de la Direction des affaires juridiques; si les opinions se partagent également sur une question, celle-ci sera décidée par l'un de leurs supérieurs
242	tout juriste de la Direction des affaires juridiques
246, quant au pouvoir de révision conféré par l'article 26 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9)	chacun des supérieurs du délégué qui a rendu la décision
246, 2 ^e par.	le vice-président aux Politiques et aux Programmes
246, 3 ^e par.	le directeur des Régimes de retraite, quant à la décision de faire l'inspection d'un régime de retraite, et tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite, quant à l'inspection
246, 4 ^e par.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
246, 5 ^e par.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
246, 6 ^e par.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
246, 6.1 ^e par.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
247, 3 ^e al.	le secrétaire
247.1	le directeur des Régimes de retraite
248	le directeur des Régimes de retraite
249	le président-directeur général

Articles de la loi	Déléataires
252, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
254	le président-directeur général
255	le président-directeur général
256	le président-directeur général
307, 1 ^{er} al.	le chef du Service de la surveillance
310.1, 3 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
311.1, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
313	le chef du Service de la surveillance
314, 2 ^e al.	le chef du Service de la surveillance
318	le chef du Service de la surveillance
pouvoir de transmettre au comité de retraite un avis de son défaut de fournir à la Régie un document ou un renseignement	tout membre du personnel de la Direction des régimes de retraite
Articles du règlement	
19, 2 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite
29, 3 ^e al.	tout professionnel ou technicien de la Direction des régimes de retraite

SECTION II DÉLÉGATION DES POUVOIRS RÉSULTANT D'UNE ENTENTE

13. Sont délégués aux personnes qui, en vertu des articles 11 et 12, sont investies de pouvoirs relatifs à des matières correspondantes, les pouvoirs que la Régie détient en application d'une entente conclue en vertu de l'article 249 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite ou visée à l'article 285 de cette loi.

Les pouvoirs qui, résultant d'une telle entente, portent sur des matières visées par une loi émanant d'une autre autorité législative que le Parlement du Québec sans être des matières auxquelles réfèrent les articles 11 et 12, sont délégués au directeur des Régimes de retraite.

Les pouvoirs qui, résultant d'une telle entente, portent sur d'autres matières que celles visées aux alinéas précédents, dont celui de se retirer d'une telle entente, partiellement ou totalement, sont délégués au président-directeur général.

PARTIE III DISPOSITIONS COMMUNES

SECTION I POUVOIR D'ENGAGER LA RÉGIE ET DÉLÉGATION DE SIGNATURE

14. Un document qui requiert la signature de la Régie peut être signé par le président-directeur général, à moins que le conseil d'administration n'en décide autrement.

Sont également autorisés à engager la Régie, les personnes mentionnées à la présente délégation et au Plan de gestion financière de la Régie des rentes du Québec en annexe.

Le secrétaire est autorisé à signer les ententes d'échange de renseignements.

15. Un document engage la Régie et peut lui être attribué si la personne qui le signe agit dans l'exécution d'un pouvoir qui lui est délégué.

La signature de tout délégué peut, avec l'autorisation générale ou spéciale de ce dernier, être apposée au moyen d'un appareil automatique sur tout document qui découle de l'exercice de ses pouvoirs. Un fac-similé de sa signature peut également, aux mêmes conditions, être gravé, lithographié ou imprimé.

SECTION II **POUVOIR DE RÉVISION DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DES VICE-PRÉSIDENTS**

16. Le président-directeur général ou l'un des vice-présidents peut réviser d'office en vertu de l'article 26 de la Loi sur le régime de rentes du Québec toute décision dont le pouvoir de révision n'est pas autrement délégué.

SECTION III **POUVOIRS D'ENQUÊTE**

17. Les pouvoirs d'enquête conférés à la Régie par l'article 30 de la Loi sur le régime de rentes du Québec peuvent être exercés par toute personne que le président-directeur général désigne.

Ces pouvoirs peuvent également être exercés par chacun des membres du Comité de révision du Régime de rentes du Québec et des prestations familiales. Il en va de même quant à chacun des délégués de la Direction de l'évaluation et de la révision et de la Direction des affaires juridiques qui exerce des pouvoirs en révision en matière de régimes de retraite.

SECTION IV **TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS**

18. Le secrétaire peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser une personne qui doit transmettre à la Régie un avis, un rapport, une déclaration ou quelque autre document à le lui communiquer au moyen d'un support magnétique ou d'une liaison électronique.

SECTION V **RAPPORT D'INFRACTION TENANT LIEU DE TÉMOIGNAGE**

19. Tout agent de rentes principal de la Direction des renseignements et tout technicien ou professionnel de la Direction des régimes de retraite est habilité à

remplir le rapport d'infraction tenant lieu du témoignage prévu à l'article 62 du Code de procédure pénale.

SECTION VI **AUTHENTICITÉ DE DOCUMENTS**

20. En plus des documents visés à l'article 25 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, le Secrétaire certifie conformes les transcriptions visées à l'article 25.3 de la loi.

Les copies d'autorisations de communiquer des renseignements médicaux peuvent être certifiées conformes par les agents de bureau et les infirmières du Service de l'évaluation médicale.

21. Toute décision, ou sa copie, peut être certifiée conforme par un membre du personnel de la direction où elle a été rendue.

Toute décision du Comité de révision du Régime de rentes du Québec et des prestations familiales, ou une copie de la décision, est certifiée conforme par un membre du personnel du Service de la révision.

SECTION VII **SUPÉRIEURS ET REMPLAÇANTS**

22. Les pouvoirs délégués en vertu de la présente délégation le sont également à chacun des supérieurs des délégués. La délégation de pouvoirs s'étend, en cas d'empêchement du délégué, à son remplaçant.

Sous réserve de la subdélégation prévue au troisième alinéa de l'article 1, en cas d'empêchement, les pouvoirs délégués au président-directeur général en vertu de la présente délégation sont exercés par deux vice-présidents.

En cas de désaccord, la question est soumise pour décision au vice-président du conseil d'administration. En cas d'urgence, un vice-président peut agir seul.

SECTION VIII **PRISE D'EFFET ET REMPLACEMENT**

23. La présente décision, prise le 15 septembre 2000, prend effet à cette date et remplace la Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime de rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite prise le 9 septembre 1999.

ANNEXE

(a. 14)

PLAN DE GESTION FINANCIÈRE

(Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec)

Objet du plan de gestion financière

Le plan de gestion financière détermine qui engage les dépenses de la Régie et qui en autorise le paiement. Il constitue un comité du budget. Il prévoit qui gère la trésorerie et qui remet les dettes.

Comité du budget

Un comité du budget composé des vice-présidents est constitué.

Le comité attribue les crédits aux unités administratives. Il surveille l'application des décisions budgétaires du conseil d'administration. Le comité exerce aussi les pouvoirs d'autorisation budgétaire qui lui sont dévolus notamment par la Politique relative à l'acquisition ou à la location de biens et services.

Le comité peut anticiper ou reporter les crédits d'un exercice jusqu'à 1 000 000 \$. Le conseil d'administration en est alors informé à sa prochaine séance.

Gestion de la trésorerie et remise de dettes

Le chef du Service des ressources financières, après avis au vice-président aux Services à l'organisation, peut faire des dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec et en retirer.

Les professionnels de l'équipe de la trésorerie peuvent faire des dépôts à vue ou à terme à la Caisse de dépôt et placement du Québec et en retirer. Ils sont aussi autorisés à faire les virements bancaires.

Un chef de service peut remettre une dette jusqu'à 2 000 \$, un directeur, jusqu'à 5 000 \$ et un vice-président, peu importe la somme.

Délégation au supérieur et au remplaçant

Les pouvoirs délégués par le présent plan le sont également à chacun des supérieurs des délégataires. La délégation s'étend, en cas d'absence ou d'empêchement du délégataire, à son remplaçant.

Règles de conduite

Les pouvoirs prévus au présent plan s'exercent selon les règles de déontologie et de prudence. Les dépenses sont engagées et payées dans la limite des budgets des unités administratives et selon les conditions de la réglementation et des directives.

Engagement des dépenses

L'engagement d'une dépense est l'acte par lequel la Régie crée ou constate une obligation qui entraîne une dépense. L'engagement se concrétise par l'autorisation d'une demande de biens et services, laquelle est suivie de la signature d'un contrat ou d'un bon de commande. Il se concrétise aussi par la simple autorisation de certaines autres dépenses tels les frais de déplacement.

Les chefs de service, les directeurs, le commissaire aux services et toute personne responsable d'une unité administrative qui est autorisée par le comité du budget peuvent engager des dépenses. De même, les personnes nommées ci-après engagent les dépenses suivantes:

Direction des affaires juridiques

Les avocats du Service juridique	Retenir les services de médecins, selon l'entente avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec et les services de neuropsychologues et de psychologues, pour agir comme témoins.
----------------------------------	--

Direction des cotisations et des prestations et Direction des programmes d'aide à la famille

Les médecins	Retenir les services de médecins, selon l'entente avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec, et les services de neuropsychologues et de psychologues.
--------------	--

Les agents de bureau et infirmières du Service de l'évaluation médicale et de l'équipe de l'allocation pour enfant handicapé du Service des prestations familiales	Autoriser les frais de déplacement des personnes expertisées à la demande de la Régie et commander des copies de documents et rapports médicaux.
--	--

Direction des renseignements

Le responsable d'un centre de service en région Autoriser les demandes d'avance et les frais de déplacement, jusqu'à 1 000 \$ et toute autre dépense, jusqu'à 100 \$.

Direction des services à la gestion et au personnel

Le chef de l'équipe de la gestion immobilière du Service des ressources matérielles Autoriser les demandes de biens et services des équipes du Service des ressources matérielles, jusqu'à 1 000 \$.

Direction du soutien aux opérations

Le chef de l'équipe du formulaire Autoriser les demandes de biens et services pour les formulaires destinés au public, jusqu'à 10 000 \$.

Paiement des dépenses

Les chefs de service, les directeurs, le Commissaire aux services et toute personne responsable d'une unité administrative qui est autorisée par le comité du budget peuvent engager des dépenses. De même, les personnes nommées ci-après autorisent le paiement des dépenses suivantes:

Direction des affaires juridiques

Le directeur des Affaires juridiques La quote-part des dépenses de fonctionnement du Tribunal administratif du Québec attribuée à la Régie.

Direction des cotisations et des prestations

Le chef du Service des prestations-2 Les sommes payables par le Régime de rentes et celles payables au Régime de pensions du Canada.

Direction des cotisations et des prestations et Direction des programmes d'aide à la famille

Les agents de bureau du Service de l'évaluation médicale et de l'équipe de l'allocation pour enfant handicapé du Service des prestations familiales Les honoraires conformes à l'entente avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec, les honoraires des neuropsychologues et des psychologues, les frais de déplacement des personnes expertisées à la demande de la Régie et les frais pour obtenir des copies de documents et rapports médicaux.

Les infirmières Les frais pour obtenir des copies de documents et rapports médicaux.

Direction des programmes d'aide à la famille

Le chef du Service des prestations familiales Les sommes payables selon la Loi sur les prestations familiales.

Direction des services à la gestion et au personnel

Le chef du Service des ressources humaines La paye et les prélèvements obligatoires.

Les agents de bureau de l'équipe du perfectionnement du Service des ressources humaines Les factures conformes à la demande d'inscription pour le perfectionnement du personnel.

Le chef du Service des ressources matérielles Les frais de gestion des baux immobiliers.

Le chef de l'équipe de la gestion immobilière du Service des ressources matérielles Les factures conformes à la demande de biens et services jusqu'à 1 000 \$.

Signature des documents

Le pouvoir d'engager ou de payer une dépense comprend aussi celui de signer les documents nécessaires tels les contrats et les bons de commande. Toutefois, les contrats et bons de commande de services auxiliaires et d'achat ou de louage de biens meubles, conformes à la demande de biens ou services ou au supplément autorisé, sont signés par les responsables de l'approvisionnement du Service des ressources matérielles.

34857

Affaires municipales

Gouvernement du Québec

Décret 1077-2000, 27 septembre 2000

Loi sur l'organisation territoriale municipale
(L.R.Q., c. O-9)

CONCERNANT l'autorisation donnée à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole d'exiger la présentation d'une demande commune de regroupement de la Ville d'Alma et de la Municipalité de Delisle

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 125.2 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c. O-9), édicté par l'article 1 du chapitre 27 des lois de 2000, la ministre des Affaires municipales et de la Métropole peut, avec l'autorisation du gouvernement, exiger que des municipalités locales lui présentent une demande commune de regroupement dans le délai qu'elle prescrit;

ATTENDU QU'il est opportun d'autoriser la ministre à exiger de la Ville d'Alma et de la Municipalité de Delisle qu'elles lui présentent une demande commune de regroupement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE la ministre des Affaires municipales et de la Métropole soit autorisée à exiger de la Ville d'Alma et de la Municipalité de Delisle, conformément à l'article 125.2 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale, qu'elles lui présentent une demande commune de regroupement.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34836

Décrets

Gouvernement du Québec

Décret 1055-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres qui se tiendra à Ottawa les 10 et 11 septembre 2000

ATTENDU QUE les premiers ministres fédéral et provinciaux tiendront une conférence à Ottawa les 10 et 11 septembre 2000;

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

ATTENDU QU'il est opportun que le Québec y soit représenté;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE le premier ministre dirige la délégation québécoise à la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres qui se tiendra à Ottawa les 10 et 11 septembre 2000;

QUE la délégation soit composée, outre le premier ministre, de:

— madame Pauline Marois, ministre de la Santé et des Services sociaux;

— monsieur Joseph Facal, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

— monsieur Hubert Thibault, chef de cabinet du premier ministre;

— monsieur Stéphane Dolbec, directeur de cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

— monsieur Marcel Leblanc, secrétaire général associé aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

— monsieur Pierre Roy, sous-ministre à la Santé et aux Services sociaux;

— monsieur Gilles Godbout, sous-ministre des Finances;

— madame Line Gagné, secrétaire adjointe au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

— monsieur Camille Horth, secrétaire adjoint au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation soit d'exposer la position du Québec, conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34812

Gouvernement du Québec

Décret 1056-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT madame Diane Wilhelmy, déléguée générale du Québec à New York

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du premier ministre:

QU'à compter du 1^{er} avril 2000, madame Diane Wilhelmy, déléguée générale du Québec à New York, administratrice d'État I, reçoive un salaire versé sur la base annuelle de 135 617 \$ et que ce salaire soit révisé selon la politique applicable aux administrateurs d'État I du niveau I arrêtée par le gouvernement;

QUE les conditions d'emploi annexées au décret numéro 1030-98 du 12 août 1998 concernant la nomination de madame Diane Wilhelmy comme déléguée générale du Québec à New York soient modifiées en conséquence.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34813

Gouvernement du Québec

Décret 1057-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT le versement de deux aides financières à la Municipalité de Saint-Augustin dans le cadre du programme d'aide financière «Les eaux vives du Québec»

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Augustin, sur la Basse-Côte-Nord, est aux prises avec de sévères problèmes d'approvisionnement en eau potable et de disposition des eaux usées causant des problèmes de santé à la population locale;

ATTENDU QUE le décret numéro 1316-93 du 15 septembre 1993 modifiait le décret numéro 1138-90 du 8 août 1990 afin que les coûts des travaux d'alimentation en eau potable, à réaliser par la Société québécoise d'assainissement des eaux, soient subventionnés à la hauteur de 100 %;

ATTENDU QUE des travaux d'approvisionnement et de traitement de l'eau potable ont été réalisés par la Société québécoise d'assainissement des eaux en 1997 et 1998, mais que l'usine de filtration, fermée en 1999 à la suite de la détérioration rapide de l'eau souterraine, ne pourra être remise en fonction;

ATTENDU QUE les résidents du secteur village de la Municipalité de Saint-Augustin sont présentement desservis par un réseau d'aqueduc sans traitement de l'eau potable;

ATTENDU QUE seule la construction d'une nouvelle usine de filtration de l'eau potable permettra de fournir une eau potable conforme aux normes de la réglementation québécoise;

ATTENDU QUE le coût de l'usine de filtration projetée est estimé à 1 800 000 \$;

ATTENDU QUE la Société québécoise d'assainissement des eaux dispose encore d'environ 300 000 \$ pour ce projet et que de nouveaux crédits de 1 500 000 \$ sont requis pour permettre la construction de l'usine de filtration;

ATTENDU QUE la mise en place d'installations septiques individuelles n'est pas réalisable en raison notamment de la présence de roc en surface et du niveau élevé de la nappe phréatique;

ATTENDU QUE le décret numéro 1160-99 du 13 octobre 1999 autorise l'octroi d'une aide financière maximale de 7 125 000 \$ correspondant à 95 % des coûts des

travaux de réfection d'aqueduc, de construction d'un réseau d'égout domestique et d'une station d'épuration des eaux usées estimés à 7 500 000 \$;

ATTENDU QUE le coût des travaux de réfection d'aqueduc, de construction d'un réseau d'égout domestique et d'une station d'épuration des eaux usées est présentement estimé à 11 000 000 \$ sur la base de la plus basse soumission reçue et que de nouveaux crédits de 3 500 000 \$, incluant 175 000 \$ pour imprévus, sont requis pour permettre leur construction;

ATTENDU QUE la capacité financière des contribuables concernés ne leur permet pas d'assumer seuls les taxes additionnelles devant être imposées pour payer le coût des travaux et les frais annuels d'opération et d'entretien de l'usine de filtration, du réseau d'égout domestique et d'une station d'épuration des eaux usées;

ATTENDU QU'il y a lieu de maintenir la participation gouvernementale à 100 % du coût de construction de l'usine de filtration, et à 95 % du coût de construction de conduites d'aqueduc, d'égout domestique ainsi que d'une station d'épuration des eaux usées, dans le cadre du programme «Les eaux vives du Québec»;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur recommandation de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QU'elle soit autorisée à verser à la Municipalité de Saint-Augustin une aide financière correspondant à 100 % du coût, estimé à 1,5 M \$, de la partie des travaux de construction d'une usine de filtration de l'eau potable non assumée par la Société québécoise d'assainissement des eaux;

QUE le décret numéro 1160-99 du 13 octobre 1999 soit modifié pour qu'elle soit autorisée à verser à la Municipalité de Saint-Augustin une aide financière additionnelle de 3 500 000 \$, portant l'aide financière totale à 10 625 000 \$, devant correspondre à 95 % du coût total des travaux de réfection d'aqueduc, de construction d'un réseau d'égout domestique et d'une station d'épuration des eaux usées présentement estimés à 11 000 000 \$;

QUE les fonds requis pour payer ces aides financières soient puisés à même les crédits disponibles du programme 02 «Réseaux d'aqueduc et d'égout, assainissement des eaux et infrastructures» élément 01 «Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout» du ministère des Affaires municipales et de la Métropole.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34814

Gouvernement du Québec

Décret 1058-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT M^e Pierre Lorrain, membre de la Commission municipale du Québec

ATTENDU QUE M^e Pierre Lorrain a été nommé membre à temps plein de la Commission municipale du Québec à compter du 5 juillet 1999 par le décret numéro 732-99 du 23 juin 1999;

ATTENDU QUE l'article 13 du Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, adopté par le décret numéro 824-98 du 17 juin 1998, prévoit notamment que l'administrateur public à temps plein doit exercer ses fonctions de façon exclusive sauf si l'autorité qui l'a nommé le nomme aussi à d'autres fonctions;

ATTENDU QU'un comité consultatif sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale a été créé et qu'il y a lieu que M^e Pierre Lorrain, ex-député de la circonscription de St-Jean et ex-président de l'Assemblée nationale, soit membre de ce comité;

ATTENDU QUE le président de la Commission municipale du Québec a été consulté et qu'il n'a pas d'objection à ce que M^e Pierre Lorrain n'exerce pas ses fonctions de façon exclusive à la Commission;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole et ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE M^e Pierre Lorrain, membre de la Commission municipale du Québec, soit autorisé à agir à titre de membre du comité consultatif sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale à compter du 31 août 2000;

QUE le présent décret prenne effet à compter du 31 août 2000.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34815

Gouvernement du Québec

Décret 1059-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation du Québec à la Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la Condition féminine qui se tiendra à Vancouver (Colombie-Britannique), les 13, 14 et 15 septembre 2000

ATTENDU QUE se tiendra à Vancouver (Colombie-Britannique) les 13, 14 et 15 septembre 2000, une Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la Condition féminine;

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une rencontre ministérielle fédérale-provinciale-territoriale est constituée et mandatée par le gouvernement;

ATTENDU QUE les sujets discutés lors de la Conférence annuelle fédérale-provinciale-territoriale intéressent le Québec et qu'il importe d'assurer sa participation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice et ministre responsable de la Condition féminine et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE la députée des Mille-Îles, madame Lyse Leduc, dirige la délégation du Québec à la Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la Condition féminine;

QUE la délégation québécoise se compose en outre des personnes suivantes:

— madame Léa Cousineau, sous-ministre associée, Secrétariat à la condition féminine;

— madame Hélène Massé, adjointe à la directrice générale, Secrétariat à la condition féminine;

— monsieur Raynald L'Abbé, conseiller, Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation soit d'exposer la position du Québec conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34816

Gouvernement du Québec

Décret 1060-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la nomination d'un membre du Conseil supérieur de l'éducation

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., c. C-60), le Conseil est composé de vingt-deux membres;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de cette loi, les vingt-deux membres du Conseil sont nommés par le gouvernement après consultation des associations ou organisations les plus représentatives des parents, des enseignants, des administrateurs scolaires et des groupes socioéconomiques;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 5 de cette loi, ces membres sont nommés pour un mandat de quatre ans et que celui-ci ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 27 de cette loi, tout mandat prévu à l'article 5 prend fin le 31 août de l'année au cours de laquelle il devrait se terminer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 782-96 du 26 juin 1996, madame Judith Newman était nommée membre du Conseil supérieur de l'éducation pour un mandat se terminant le 31 août 2000 et que son mandat est expiré;

ATTENDU QU'il y a lieu de pourvoir au remplacement de madame Judith Newman;

ATTENDU QUE les associations ou organisations les plus représentatives des parents, des enseignants, des administrateurs scolaires et des groupes socioéconomiques ont été consultées;

ATTENDU QUE le décret numéro 222-87 du 11 février 1987, modifié par le décret numéro 1101-96 du 4 septembre 1996, prévoit notamment le remboursement des frais de séjour et de déplacement des membres du Conseil supérieur de l'éducation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation:

QUE madame Marthe Couture, directrice adjointe, Centre de formation professionnelle Riverside Park, soit nommée membre du Conseil supérieur de l'éducation pour un premier mandat se terminant le 31 août 2004, en remplacement de madame Judith Newman;

QUE le décret numéro 222-87 du 11 février 1987 concernant notamment le remboursement des frais de séjour et de déplacement des membres du Conseil supérieur de l'éducation, modifié par le décret numéro 1101-96 du 4 septembre 1996, s'applique à madame Marthe Couture.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34817

Gouvernement du Québec

Décret 1061-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la nomination de trois membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *e* de l'article 32 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1), les droits et pouvoirs d'une université constituante sont exercés par un conseil d'administration composé notamment de cinq personnes nommées pour trois ans par le gouvernement, sur la recommandation du ministre, après consultation des groupes les plus représentatifs des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 33 de cette loi, le mandat des personnes visées aux paragraphes *b* à *f* de l'article 32 ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 37 de cette loi, dans le cas des membres visés aux paragraphes *b* à *f* de l'article 32, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1543-95 du 29 novembre 1995, madame Louise Lord-Bolduc et monsieur Jean-Pierre Gaudette étaient nommés membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 699-96 du 12 juin 1996, madame Agathe Leclerc était nommée membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les groupes les plus représentatifs des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail ont été consultés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation:

QUE madame Louise Lord-Bolduc, génagogue consultante, soit nommée membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières, à titre de personne représentative des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail, pour un second mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE monsieur Jean-Pierre Gaudette, ingénieur et surintendant de département, Kruger inc., soit nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières, à titre de personne représentative des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail, pour un second mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE monsieur Pierre-André Deschênes, entrepreneur-conseil, soit nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Trois-Rivières, à titre de personne représentative des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail, pour un premier mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de madame Agathe Leclerc.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34818

Gouvernement du Québec

Décret 1062-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la nomination de trois membres du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *c* de l'article 32 de la Loi sur l'Université du Québec (L.R.Q., c. U-1), les droits et pouvoirs d'une université constituante sont exercés par un conseil d'administration composé notamment de six personnes nommées par le gouvernement, sur la recommandation du ministre, dont trois professeurs de l'université constituante, nommés pour trois ans et désignés par le corps professoral de cette université;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *e* de l'article 32 de cette loi, les droits et pouvoirs d'une université constituante sont exercés par un conseil d'administration

composé notamment de cinq personnes nommées pour trois ans par le gouvernement, sur la recommandation du ministre, après consultation des groupes les plus représentatifs des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 33 de cette loi, le mandat des personnes visées aux paragraphes *b* à *f* de l'article 32 ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 34 de cette loi, tout membre visé aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 32 cesse de faire partie du conseil d'administration d'une université constituante dès qu'il perd la qualité nécessaire à sa nomination au sens des règlements adoptés à cette fin par le conseil d'administration;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 37 de cette loi, dans le cas des membres visés aux paragraphes *b* à *f* de l'article 32, toute vacance est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 794-97 du 18 juin 1997, monsieur Denis Bourque était nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1203-99 du 27 octobre 1999, monsieur Brahim Meddeb était nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi, qu'il a perdu qualité et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 560-97 du 30 avril 1997, monsieur Dominique Bouchard était nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QU'après consultation, le corps professoral a désigné messieurs Denis Bourque et Jean-Guy Hudon;

ATTENDU QUE les groupes les plus représentatifs des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail ont été consultés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation:

QUE monsieur Denis Bourque, professeur, soit nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi, à titre de personne désignée par le corps professoral, pour un second mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE monsieur Jean-Guy Hudon, professeur, soit nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi, à titre de personne désignée par le corps professoral, pour un premier mandat de trois ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Brahim Meddeb;

QUE monsieur Dominique Bouchard, directeur de l'usine d'Arvida, Groupe Alcan Métal primaire, soit nommé membre du conseil d'administration de l'Université du Québec à Chicoutimi, à titre de personne représentative des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail, pour un second mandat de trois ans à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34819

Gouvernement du Québec

Décret 1063-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de Produits Forestiers Ced-Or inc. pour la construction d'une usine de panneaux à lamelles orientées sur le territoire de la Municipalité de Béarn

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour certains projets de construction, certains ouvrages, certaines activités, certaines exploitations, certains travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas visés par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 9) et ses modifications subséquentes;

ATTENDU QUE le paragraphe n. 10 de l'article 2 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement assujettit à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement la construction d'une usine de fabrication de panneaux agglomérés à partir de matières ligneuses dont la capacité de production annuelle est de 50 000 mètres cubes ou plus;

ATTENDU QUE Produits Forestiers Ced-Or inc. a l'intention de réaliser la construction d'une usine de fabrication de panneaux à lamelles orientées d'une capacité de production annuelle de 163 707 mètres cubes sur la base d'une densité de 577 kilogrammes par mètre cube;

ATTENDU QUE, à cet effet, le Groupe Manexco inc. a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 29 mars 1996, un avis de projet, modifié le 29 août 1996, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE Corporation Ced-Or inc. a avisé le ministre de l'Environnement, le 15 mars 1999, qu'elle se substituait au Groupe Manexco inc. dans la poursuite de ce projet;

ATTENDU QUE Corporation Ced-Or inc. a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 24 juillet 1999, une étude d'impact sur l'environnement concernant ce projet, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par le ministre de l'Environnement, le 30 novembre 1999, conformément aux dispositions de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE ce projet a franchi l'étape d'information et de consultation publiques prévue par le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement;

ATTENDU QUE durant la période d'information et de consultation publiques, trois demandes d'audience publique ont été adressées au ministre de l'Environnement relativement à ce projet;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement a confié un mandat d'enquête et d'audience publique au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement;

ATTENDU QU'une audience publique sur ce projet a été tenue du 29 février 2000 au 2 mars 2000 ainsi que les 4 et 5 avril 2000;

ATTENDU QUE le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement a soumis au ministre de l'Environnement son rapport d'enquête et d'audience publique le 21 juin 2000;

ATTENDU QUE ce rapport conclut que ce projet est acceptable à certaines conditions;

ATTENDU QUE Corporation Ced-Or inc. a avisé le ministre de l'Environnement, le 24 juillet 2000, que sa filiale Produits Forestiers Ced-Or inc. lui est substituée comme initiateur du projet de construction de l'usine de panneaux à lamelles orientées;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement a produit son rapport sur l'analyse environnementale de ce projet;

ATTENDU QUE ce rapport conclut que ce projet est acceptable à certaines conditions;

ATTENDU QUE l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation d'un projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine, ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation;

ATTENDU QU'il y a lieu de délivrer un certificat d'autorisation en faveur de Produits Forestiers Ced-Or inc. pour la construction d'une usine de panneaux à lamelles orientées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement:

QU'un certificat d'autorisation soit délivré en faveur de Produits Forestiers Ced-Or inc. pour la construction d'une usine de production de panneaux à lamelles orientées, aux conditions suivantes:

Condition 1:

Réserve faite des conditions prévues au présent certificat, la construction de l'usine de fabrication de panneaux à lamelles orientées, autorisée par ledit certificat, ainsi que son exploitation subséquente devront être conformes aux modalités et mesures prévues dans les documents suivants:

— CORPORATION CED-OR INC. Étude d'impact sur l'environnement, Usine de panneaux de cèdre, Béarn, Québec, Rapport principal, préparée par SNC-Lavalin Environnement inc., juillet 1999, pagination multiple et 10 annexes;

— CORPORATION CED-OR INC. Étude d'impact sur l'environnement, Usine de panneaux de cèdre, Béarn, Québec, Réponses aux questions et commentaires du MENV, préparée par SNC-Lavalin Environnement inc., octobre 1999, 102 p. et 1 annexe;

— CORPORATION CED-OR INC. Étude hydro-géologique, Usine de panneaux de cèdre, Béarn, Québec, Document de support à l'étude d'impact sur l'environnement, préparée par SNC-Lavalin Environnement inc., novembre 1999, 32 p. et 4 annexes;

— CORPORATION CED-OR INC. Usine de panneaux OSB de cèdre, Produits Forestiers Ced-Or inc. Béarn, Québec, Rapport d'étude géotechnique, préparé par Terratech, division de SNC-Lavalin Environnement inc., juin 2000, 36 p., 4 annexes et 2 plans;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 15 juillet 1999, l'informant d'une modification du site de l'usine et de l'avis de projet, 2 p. et 1 figure;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 3 août 1999, transmettant la liste des oiseaux susceptibles de se retrouver dans l'aire d'étude, 1 p. et 1 annexe;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 17 novembre 1999, transmettant un complément d'information, 5 p.;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 18 novembre 1999, concernant l'approvisionnement en bois, les puits au lac du Douze, le suivi environnemental, le séparateur d'huile, le transport par camions, le comité de suivi des retombées économiques et les émissions atmosphériques, 4 p. et 4 figures;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 19 novembre 1999, concernant la gestion des rebuts et des eaux du bassin de rétention, les émissions de formaldéhyde, le transport et la politique environnementale de la compagnie, 8 p., 1 figure et 2 tableaux;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 22 novembre 1999, concernant l'étude hydro-géologique, le programme de suivi des eaux souterraines et l'exploitation du puits de pompage, 4 p. et 1 figure;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 19 avril 2000, concernant les réservoirs de résine phénol-formaldéhyde, le marquage des panneaux et le refroidissement des cendres de la chaudière, 3 p.;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 25 avril 2000, concernant la modélisation des émissions atmosphériques de l'usine, 1 p. et 1 annexe;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 4 juillet 2000, concernant une modification de l'agencement du site, 2 p. et 1 figure;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 14 juillet 2000, concernant la gestion des eaux de la cour d'entreposage des billes de bois, les modélisations des principaux contaminants et le bruit émis à l'atmosphère suite à la modification apportée à l'agencement du site, 1 p., 13 figures ainsi qu'une copie d'une lettre, datée du 30 mars 2000, de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M^{me} Martine Tousignant, du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement transmettant un complément d'information;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 24 juillet 2000, concernant la capacité de production de l'usine, la dénomination de la compagnie, la politique environnementale de la compagnie, le programme de conservation des ressources et la non-utilisation par la compagnie de produits chimiques contenant des phosphates, 1 p. et 1 annexe;

— Lettre de M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 31 juillet 2000, transmettant un complément d'information, 1 p. et 1 annexe;

— Lettre de M. Maurice Boutin, de Corporation Ced-Or inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 31 juillet 2000, confirmant que tous les documents transmis à ce jour par M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., l'ont été pour et au nom de la compagnie, 2 p.;

— Lettre de M. Jacquelin Goyette, de Corporation Ced-Or inc., à M. Michel Thérien, du ministère de l'Environnement, datée du 3 août 2000, transmettant copie de deux documents adressés au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement par M. Richard Fontaine, de SNC-Lavalin Environnement inc., 1 p. et 2 documents.

Si des indications contradictoires sont contenues dans ces documents, les plus récentes prévalent;

Condition 2:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra procéder, avant le début des travaux de construction de l'usine de panneaux à lamelles orientées, à la caractérisation des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface aux endroits susceptibles d'être contaminés pendant les travaux de

construction et l'exploitation de cette usine, notamment les zones de chargement et de déchargement, d'entreposage, de stockage des combustibles et des produits chimiques. Les paramètres à analyser doivent être définis par rapport aux produits susceptibles d'être manipulés. Le devis de caractérisation devra être conforme aux exigences du Guide de caractérisation des terrains élaboré par le ministère de l'Environnement (Les Publications du Québec, 1999). Un rapport des résultats des analyses devra être transmis au ministre de l'Environnement ainsi qu'à la Municipalité de Béarn dans les deux mois suivant la fin de la caractérisation;

Condition 3:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra réaliser une étude hydrogéologique du site de l'usine avant l'aménagement de l'aire d'entreposage des billes de bois. Cette étude devra être transmise au ministre de l'Environnement aussitôt qu'elle sera complétée;

Condition 4:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra procéder à une caractérisation identique à celle prescrite à la condition 2 dans les deux mois suivant la cessation définitive de l'exploitation de l'usine ou un changement de vocation du site. Un rapport des résultats des analyses devra être transmis au ministre de l'Environnement ainsi qu'à la Municipalité de Béarn dans les deux mois suivant la fin de la caractérisation.

Dans l'éventualité où, relativement à un ou plusieurs paramètres analysés en application de la condition 2, les concentrations mesurées lors de la seconde caractérisation excèdent celles obtenues lors de la première caractérisation, Produits Forestiers Ced-Or inc. devra procéder dans les meilleurs délais possibles à l'élimination des contaminants qui résultent de l'exploitation de l'usine;

Condition 5:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra s'assurer que la construction et l'exploitation de l'usine ainsi que de la cour d'entreposage de billes de bois soient réalisées de manière à éviter toute infiltration subséquente de contaminants vers l'aquifère sous-jacent à ces installations.

Si le seuil d'alerte, tel que défini dans la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (1998), est dépassé pour un des contaminants inscrits au suivi de la qualité des eaux souterraines, Produits Forestiers Ced-Or inc. devra identifier la source de contamination des eaux souterraines, procéder à la

réhabilitation du terrain et faire cesser la contamination afin d'éviter toute nouvelle infiltration de contaminants vers l'aquifère concerné;

Condition 6:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra installer, avant la mise en exploitation de l'usine, un appareil de mesure en continu des particules émises par le séchoir et devra assurer son bon fonctionnement, en tout temps, durant l'exploitation de l'usine;

Condition 7:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra participer au Comité aviseur du Témiscamingue et au Comité de suivi de la route N-814 à leur demande;

Condition 8:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra élaborer un programme de suivi environnemental applicable durant l'exploitation de l'usine; ce programme devra accompagner la demande de certificat d'autorisation, prévue à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, pour l'exploitation de l'usine. Le programme devra comprendre les divers protocoles d'échantillonnage des eaux souterraines, des eaux de surface, des émissions atmosphériques et de l'air ambiant, le programme d'assurance-qualité et le programme de contrôle de qualité. Ce programme devra également prévoir l'échantillonnage de l'air ambiant aux points où la modélisation indique des concentrations maximales de contaminants à l'extérieur du site de l'usine;

Condition 9:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra élaborer un plan d'urgence, avant la mise en exploitation de l'usine, en collaboration avec la Municipalité de Béarn, la Municipalité régionale de comté de Témiscamingue, le ministre de la Sécurité publique ainsi que le ministre de l'Environnement. Le plan devra accompagner la demande de certificat d'autorisation, prévue à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, pour l'exploitation de l'usine;

Condition 10:

Produits Forestiers Ced-Or inc. devra utiliser, pour les analyses prescrites en application du présent certificat d'autorisation, des laboratoires accrédités par le ministre de l'Environnement.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

Gouvernement du Québec

Décret 1064-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur du ministre des Transports pour la réalisation du projet de liaison routière Lachute – Masson, autoroute 50, tronçon Masson – montée Laurin sur le territoire de la Communauté urbaine de l'Outaouais et des municipalités régionales de comté des Collines-de-l'Outaouais et de Papineau

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour certains projets de construction, certains ouvrages, certaines activités, certaines exploitations ou certains travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas visés par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.9) et ses modifications subséquentes;

ATTENDU QUE le paragraphe *e* de l'article 2 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement assujettit à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement tout projet de construction, de reconstruction ou d'élargissement, sur une longueur de plus d'un kilomètre, d'une route ou autre infrastructure routière publique prévue pour quatre voies de circulation ou plus, ou dont l'emprise possède une largeur moyenne de 35 mètres ou plus;

ATTENDU QUE le ministre des Transports a l'intention de réaliser la construction du projet de liaison routière Lachute – Masson, autoroute 50, tronçon Masson – montée Laurin, sur une longueur de 13,9 kilomètres, prévue pour quatre voies de circulation et dont l'emprise possède une largeur moyenne de 35 mètres ou plus sur le territoire de la Communauté urbaine de l'Outaouais et des municipalités régionales de comté des Collines-de-l'Outaouais et de Papineau;

ATTENDU QUE le ministre des Transports a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 25 août 1981, deux avis de projet conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, soit un pour le tronçon du projet de liaison routière Lachute – Masson, autoroute 50, situé entre la Ville de Lachute et le Village de Montebello, et un autre pour le tronçon situé entre le Village de Montebello et la montée Lépine sur le territoire de la Ville de Masson – Angers;

ATTENDU QUE le ministre des Transports a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 15 septembre 1992, une étude d'impact concernant la liaison routière Lachute – Masson, tronçon Lachute – Montebello, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE le ministre des Transports a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 16 novembre 1992, une étude d'impact concernant la liaison routière Lachute – Masson, tronçon Montebello – Masson, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE ces deux études d'impact ont été rendues publiques par le ministre de l'Environnement et de la Faune, le 7 octobre 1996, conformément aux dispositions de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE ces deux dossiers ont franchi l'étape d'information et de consultation publiques prévue par le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement;

ATTENDU QUE, durant la période d'information et de consultation publiques, plusieurs demandes d'audience publique ont été adressées au ministre de l'Environnement et de la Faune relativement à ce projet;

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement et de la Faune a confié un mandat d'enquête et d'audience publique au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement;

ATTENDU QU'une audience publique sur ce projet a été tenue du 14 au 17 avril 1997 et du 13 au 15 mai 1997;

ATTENDU QUE le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement a soumis au ministre de l'Environnement et de la Faune son rapport d'enquête et d'audience publique le 1^{er} août 1997;

ATTENDU QUE, dans ce rapport, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement a émis des réserves sur l'ensemble du projet;

ATTENDU QUE le ministre des Transports a déposé auprès du ministre de l'Environnement, le 26 octobre 1998, un rapport intitulé « Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Lachute – Montebello, Tronçon Montebello – Masson, Suite de l'audience publique sur l'environnement »;

ATTENDU QUE, dans ce rapport, le ministre des Transports demande un certificat d'autorisation uniquement pour le tronçon Masson – montée Laurin;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement a produit son rapport sur l'analyse environnementale du projet de liaison routière Lachute – Masson, autoroute 50, tronçon Masson – montée Laurin;

ATTENDU QUE cette analyse environnementale conclut que la réalisation de ce tronçon est acceptable, à certaines conditions;

ATTENDU QUE la Commission de protection du territoire agricole a émis, le 8 avril 1999, une décision favorable à la réalisation du tronçon Masson – montée Laurin;

ATTENDU QUE l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation du projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine ou refuser de délivrer le certificat d'autorisation;

ATTENDU QU'il y a lieu de délivrer un certificat d'autorisation en vertu de l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement en faveur du ministre des Transports relativement à la réalisation du projet de liaison routière Lachute – Masson, tronçon Masson – montée Laurin;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement:

QU'un certificat d'autorisation soit délivré en faveur du ministre des Transports relativement à la réalisation du tronçon Masson – montée Laurin du projet de liaison routière Lachute – Masson sur le territoire de la Communauté urbaine de l'Outaouais et des municipalités régionales de comté des Collines-de-l'Outaouais et de Papineau, aux conditions suivantes:

Condition 1:

Réserve faite des conditions prévues au présent certificat d'autorisation, la construction du tronçon Masson – montée Laurin de la liaison routière Lachute – Masson doit être conforme aux modalités et mesures prévues dans les documents suivants:

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. « Étude d'impact sur l'environnement, Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Montebello – Masson, Volume 1: Rapport principal », par Les Consultants Dessau inc., septembre 1992, 278 p. et 10 annexes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. « Étude d'impact sur l'environnement, Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Montebello – Masson, Volume 2: Atlas

cartographique», par Les Consultants Dessau inc., septembre 1992, cartes 1-30;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Étude d'impact sur l'environnement, Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Montebello – Masson, Résumé», par Les Consultants Dessau inc., septembre 1992, 17 p. et cartes 1-3;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Lachute – Montebello, Tronçon Montebello – Masson, Réponses aux questions et commentaires du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec», février 1996, 99 p. et 9 annexes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Lachute – Montebello, Tronçon Montebello – Masson, Inventaire des plantes vasculaires susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables», mars 1996, 19 p., 3 annexes et 2 cartes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. Lettre de M. Jacques Gagnon adressée à M. Gilles Plante, du ministère de l'Environnement et de la Faune. «Liaison routière Lachute – Masson, analyse de recevabilité», 12 septembre 1996, 2 p. et pièces jointes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Lachute – Montebello, Tronçon Montebello – Masson, Inventaire printanier des plantes vasculaires susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables», avril 1998, 16 p. et 6 annexes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Lachute – Montebello, Tronçon Montebello – Masson, Suite de l'audience publique sur l'environnement», octobre 1998, 54 p.;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Lachute – Montebello, Tronçon Montebello – Masson, Suite de l'audience publique sur l'environnement», mai 1999, 24 p. et 16 annexes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. Lettre de M. Pierre Laflamme à M. Louis Germain, du ministère de l'Environnement. «Réponses aux questions concernant la liaison routière Lachute – Masson suite à la réunion du 21 juillet 1999», 30 juillet 1999, 5 p. et 5 annexes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Liaison routière Lachute – Masson, Nouveau tracé (octobre 1998), Inventaire des espèces de la faune vertébrée susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables», mars 2000, 15 p. et 3 annexes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Lachute – Montebello, Tron-

çon Montebello – Masson, Inventaire des plantes vasculaires menacées ou vulnérables susceptibles d'être ainsi désignées», avril 2000, 26 p. 5 annexes et 1 addenda;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. «Liaison routière Lachute – Masson, Tronçon Lachute – Montebello, Tronçon Montebello – Masson, Nouveau tracé (octobre 1998), Réponses aux questions et commentaire du ministère de l'Environnement du Québec concernant la végétation», avril 2000, 24 p. et 5 annexes;

MINISTÈRE DES TRANSPORTS. Lettre de M. Pierre Laflamme à M. Gilles Plante, du ministère de l'Environnement. «Mesures de préservation des habitats à haut potentiel phytosociologique dans le cadre de la construction du lien routier Lachute – Masson», 31 mai 2000, 2 p.

Si des indications contradictoires sont contenues dans ces documents, les plus récentes prévalent;

Condition 2:

Le ministre des Transports doit exposer comment il entend respecter les principes et techniques présentés dans le document suivant: Ministère de l'Environnement. «Critères d'analyse des projets en milieux hydrique, humide et riverain assujettis à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement», Direction des politiques du secteur municipal, mars 2000. Lorsque les conditions le permettent, il doit utiliser des techniques de génie végétal pour stabiliser les pentes lors de la construction de l'autoroute et prendre toutes les mesures pour minimiser les interventions dans l'eau.

Ces informations doivent être soumises au ministre de l'Environnement lors des demandes de certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

Condition 3:

Le ministre des Transports doit concevoir le drainage des fossés de l'autoroute afin que les eaux de ruissellement soient acheminées hors des deux étangs situés dans l'emprise et abritant des espèces floristiques susceptibles d'être désignées menacées ou vulnérables;

Condition 4:

Le ministre des Transports doit appliquer les mesures d'atténuation suivantes remplaçant celles énoncées à la réponse 4, pages 21 et 22 du document «Réponses aux questions concernant la liaison routière Lachute – Masson suite à la réunion du 21 juillet 1999». Ces mesures sont:

— le déboisement doit être réduit au strict minimum nécessaire à tous les endroits où existe une population d'espèces floristiques rares;

— lors du terrassement, les précautions d'usage doivent être prises de façon à protéger tout sujet limitrophe intéressant (en particulier, l'érable noir), conformément au Cahier des normes du ministère des Transports, tome IV, Abords de route (chapitre 10 – Arboriculture). Ceci comprend:

– limiter le plus possible les remblais/déblais autour des arbres tant en distance qu'en épaisseur;

– mettre en place les mesures visant à protéger les troncs contre les chocs;

– protéger les racines mises à nues contre le dessèchement;

– durant les travaux de déboisement et de construction de l'autoroute, un surveillant doit être spécifiquement assigné à chacun des sites abritant une plante désignée ou susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable afin de s'assurer du respect des mesures précitées;

— conserver tout marais à la limite ou en périphérie de l'emprise sans modification pénalisante du drainage pour l'espèce fragile *Neobeckia aquatica*;

— les aires de chantier doivent être installées en dehors des forêts matures où le potentiel de présence des espèces menacées ou vulnérables est plus élevé;

— six mois suivant la fin des travaux de déboisement, le ministre des Transports doit présenter au ministre de l'Environnement un rapport de surveillance portant sur l'application des mesures d'atténuation s'appliquant à la protection des vieux arbres matures;

Condition 5:

Le ministre des Transports doit réaliser les mesures de compensation élaborées dans le document « Mesures de préservation des habitats à haut potentiel phytosociologique dans le cadre de la construction du lien routier Lachute – Masson ». De plus, un comité conjoint de surveillance composé de représentants du ministère des Transports et du ministère de l'Environnement doit être formé afin de veiller à ce que la sélection des territoires, leur acquisition et leur conservation s'effectuent selon les critères du ministère de l'Environnement. Enfin, les acquisitions doivent être complétées au plus tard cinq ans après la date de délivrance du présent certificat d'autorisation;

Condition 6:

Le ministre des Transports doit effectuer le suivi de l'eau potable et pour ce faire, il doit:

— réaliser la surveillance périodique de la qualité de l'eau dans les puits classés à risques selon un programme préétabli qui devra être transmis dans le cadre des demandes de certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

— transmettre au ministre de l'Environnement les résultats d'analyses effectuées dans le cadre de ce programme au plus tard 90 jours suivant chacune des campagnes d'échantillonnage;

— dans le cas où il y aurait dépassement des critères fixés pour l'eau potable, redonner aux propriétaires des puits concernés une source d'alimentation en eau qui soit convenable du point de vue qualité;

— dans le cas où le débit exploitable de certains puits serait réduit de façon significative (limitations des usages), redonner aux propriétaires des puits concernés une source d'alimentation en eau qui soit convenable du point de vue quantité;

Condition 7:

Le ministre des Transports doit fournir au ministre de l'Environnement, lors de la demande du certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement, un programme d'inventaire archéologique;

Condition 8:

Le ministre des Transports doit veiller à ce que le 5^e Rang Ouest de la Municipalité de Lochaber-Partie-Ouest ne soit pas emprunté par les camions pendant la période de construction;

Condition 9:

Le ministre des Transports doit ériger une butte anti-bruit sur 580 m au nord-ouest du chemin Lépine, au plus tard lors de l'arrivée de l'un des événements suivants: lors de la construction du dernier tronçon de l'autoroute 50, lors de la construction de la deuxième chaussée dans le secteur de Masson – Buckingham, ou lorsque les mesures de suivi indiqueront des niveaux sonores atteignant, à la limite de l'emprise, un L_{eq} (24h) de 55 dBA;

Condition 10:

Le ministre des Transports doit préparer et réaliser un programme de suivi sur l'évolution du climat sonore

pour le quartier de la rue des Frênes. Ce programme doit prévoir un certain nombre de points d'échantillonnage évalués sur vingt-quatre heures. De plus, leur localisation et leur nombre doivent être représentatifs du secteur visé. Ce programme de suivi doit être transmis lors de la première demande de certificat d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Les mesures de suivi doivent être réalisées un et cinq ans après chacun des événements suivants:

— la mise en service du tronçon Masson – montée Laurin;

— la mise en service de chaque nouveau tronçon de la liaison Masson – Lachute;

— la mise en service de la deuxième chaussée du tronçon Masson – montée Laurin;

— la construction de la butte anti-bruit.

Les rapports de suivi doivent être déposés auprès du ministre de l'Environnement au plus tard trois mois après chaque série de mesures et contenir au besoin de nouvelles mesures d'atténuation;

Condition 11:

Le ministre des Transports doit déposer auprès du ministre de l'Environnement, au plus tard six mois après la fin des travaux associés à chacun des certificats d'autorisation émis, un rapport de surveillance environnementale faisant état du déroulement des travaux et de l'efficacité des mesures d'atténuation appliquées.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34821

Gouvernement du Québec

Décret 1065-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la requête de la compagnie Bowater Pâtes et Papiers Canada inc. relativement à l'approbation des plans et devis d'un projet de construction d'un seuil déversant

ATTENDU QUE la compagnie Bowater Pâtes et Papiers Canada inc. soumet pour approbation les plans et devis des travaux de construction d'un seuil déversant en enrochement;

ATTENDU QUE le seuil déversant est situé à l'exutoire du lac Échouani dans la municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau;

ATTENDU QUE les terrains affectés sont du domaine de l'État pour lesquels la requérante détient déjà un bail d'occupation et d'exploitation;

ATTENDU QUE l'approbation des plans et devis des travaux de construction du seuil déversant est requise en vertu des articles 71 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13);

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement a émis un certificat d'autorisation pour ce projet le 29 juin 2000 en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2);

ATTENDU QUE les documents faisant l'objet de la présente demande d'approbation sont les suivants:

1. Un devis intitulé «Réfection du barrage à l'exutoire du lac Échouani», daté du 9 juin 2000, signé et scellé par M. Miroslav Chum, ingénieur, Pro Faune;

2. Un plan intitulé «Localisation – Situation actuelle», portant le numéro 00-289 1/3, daté du 15 juin 2000, signé et scellé par M. Miroslav Chum, ingénieur, Pro Faune;

3. Un plan intitulé «Vue en plan», portant le numéro 00-289 2/3, daté du 15 juin 2000, signé et scellé par M. Miroslav Chum, ingénieur, Pro Faune;

4. Un plan intitulé «Coupe transversale – Coupe longitudinale», portant le numéro 00-289 3/3, daté du 15 juin 2000, signé et scellé par M. Miroslav Chum, ingénieur, Pro Faune;

ATTENDU QUE les plans et devis susmentionnés ont été examinés par trois ingénieurs de la Direction de l'hydraulique et de l'hydrique du ministère de l'Environnement et qu'ils ont été jugés acceptables;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement:

QUE, conformément aux articles 71 et suivants de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13), l'approbation des plans et devis des travaux de construction du seuil déversant susmentionné soit accordée aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêt en conseil numéro 682 du 26 avril 1963 et à la condition particulière suivante:

— La requérante paiera au ministère de l'Environnement un montant de 900 \$ comme honoraires d'approbation;

QUE la présente approbation prenne effet à la date du paiement des honoraires par la requérante.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34822

Gouvernement du Québec

Décret 1068-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT l'adhésion de la Paroisse de Saint-Valentin à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi

ATTENDU QUE diverses municipalités sont parties à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi;

ATTENDU QUE la Paroisse de Saint-Valentin désire adhérer à cette entente même si son territoire n'est pas compris dans celui de la municipalité régionale de comté Des Jardins-de-Napierville;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 11.1 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., c. C-72.01) modifié par l'article 1 du chapitre 30 des lois de 1998, une municipalité locale peut adhérer à une entente conclue par des municipalités locales dont le territoire est compris dans celui d'une municipalité régionale de comté limitrophe au territoire de la municipalité régionale de comté au conseil de laquelle siège son maire;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 15 de cette loi, les municipalités parties à une entente relative à une cour municipale commune peuvent prévoir dans celle-ci que toute autre municipalité peut adhérer à cette entente aux conditions qui y sont prévues ou qui seront déterminées en vertu de celle-ci;

ATTENDU QUE, en vertu de ce même article, une municipalité peut adhérer à une telle entente par règlement de son conseil;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 21 de cette loi modifié par l'article 13 du chapitre 43 des lois de 1999, une copie certifiée conforme du règlement doit être transmise au ministre de la Justice et à chacune des municipalités parties à l'entente et que le ministre des Affaires municipales et de la Métropole doit en être avisé;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 23 de cette loi modifié par l'article 4 du chapitre 30 des lois de 1998 et par l'article 13 du chapitre 43 des lois de 1999, un règlement portant sur l'adhésion d'une municipalité à l'entente relative à une cour municipale commune existante est sujet à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QUE, en vertu de ce même article, un tel règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la publication d'un décret du gouvernement à la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi prévoit que toute autre municipalité peut y adhérer aux conditions mentionnées;

ATTENDU QUE lors d'une séance tenue le 2 novembre 1999, la Paroisse de Saint-Valentin a adopté le règlement 262 portant sur son adhésion à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi;

ATTENDU QUE toutes les conditions relatives à l'adhésion d'une autre municipalité prévues dans l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi ont été respectées;

ATTENDU QU'une copie certifiée conforme du règlement dûment adopté a été transmise à la ministre de la Justice et à chacune des municipalités parties à l'entente et que la ministre des Affaires municipales et de la Métropole en a été avisée;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le règlement 262 de la Paroisse de Saint-Valentin portant sur l'adhésion de cette municipalité à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Justice et de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole:

QUE le règlement 262 de la Paroisse de Saint-Valentin joint à la recommandation ministérielle et portant sur l'adhésion de cette municipalité à l'entente relative à la Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi soit approuvé;

QUE ce règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de publication du présent décret à la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34823

Gouvernement du Québec

Décret 1069-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT l'octroi d'une subvention de 2 307 000 \$ à l'Institut national de la recherche scientifique – Matériaux et Énergie (INRS-Matériaux et Énergie) afin d'assurer la participation québécoise à l'effort international en fusion magnétique pour les années financières 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 2 de la Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie (1999, c. 8), le ministre a pour mission de promouvoir la recherche, la science, la technologie et l'innovation;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 4 de la Loi, le ministre peut prendre toutes les mesures utiles à la réalisation de sa mission et peut notamment apporter, aux conditions qu'il détermine, son soutien financier à la réalisation de projets touchant les domaines de sa compétence;

ATTENDU QUE le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie reconnaît l'importance de maintenir au Québec une expertise de recherche dans le domaine de la fusion magnétique et de participer à des travaux internationaux de grande envergure dans ce domaine de haute technologie;

ATTENDU QUE cette demande d'aide a été évaluée dans le cadre du programme de financement Défis et opportunités en recherche et en innovation par un comité d'évaluation qui recommande au ministre d'octroyer une subvention de 2 307 000 \$ à l'INRS-Matériaux et Énergie;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 22), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie:

QU'il soit autorisé à verser à l'INRS-Matériaux et Énergie une subvention maximale de 2 307 000 \$ pour

les exercices financiers 2000-2001 à 2002-2003 dont 1 153 000 \$ en 2000-2001, 692 000 \$ en 2001-2002 et 462 000 \$ en 2002-2003.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34824

Gouvernement du Québec

Décret 1070-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT l'octroi d'une subvention à l'Institut de recherches cliniques de Montréal pour l'année financière 2000-2001 et d'un acompte sur la subvention pour l'année financière 2001-2002

ATTENDU QUE l'Institut de recherches cliniques de Montréal a été dûment constitué en vertu d'une loi du Québec (1952-1953, c. 139 modifiée par 1965, c. 117);

ATTENDU QUE l'Institut doit défrayer les coûts de fonctionnement et d'entretien des bâtiments du centre de recherche ainsi que les frais communs pour les activités de recherche de l'Institut, autres que les frais directement imputables à chaque projet de recherche;

ATTENDU QUE l'exercice financier de l'Institut débute le 1^{er} avril de chaque année;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 4 de la Loi sur le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, (1999, c. 8), le ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission. Notamment, il apporte, aux conditions qu'il détermine, son soutien financier à la réalisation de projets touchant les domaines de sa compétence;

ATTENDU QU'il y a lieu de verser à l'Institut une subvention, pour l'année financière 2000-2001, d'un montant maximum de 8 536 500 \$ réparti selon les modalités suivantes: 7 208 500 \$ pour le fonctionnement et un maximum de 1 328 000 \$ pour le paiement des taxes scolaires et municipales et la part de l'employeur à la CARRA;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser également le versement d'une subvention de 1 700 000 \$, représentant environ 20 % de la subvention accordée pour l'année financière 2000-2001, à titre d'acompte sur la subvention pour l'année financière 2001-2002, sous réserve des crédits accordés par l'Assemblée nationale;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 22), tout octroi de subvention, dont le montant est égal ou supérieur à 1 000 000 \$, doit être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur la recommandation du Conseil du trésor;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Recherche, de la Science et de la Technologie:

QU'une subvention d'un maximum de 8 536 500 \$ soit accordée à l'Institut de recherches cliniques de Montréal pour l'année financière du 1^{er} avril 2000 au 31 mars 2001;

QUE le montant visé au premier alinéa soit versé en vingt-six versements égaux pour la partie concernant les frais de fonctionnement, et sur présentation de factures pour les frais inhérents aux taxes scolaires et municipales et à la part de l'employeur pour la CARRA;

QU'un montant de 1 700 000 \$, représentant environ 20 % de la subvention accordée en 2000-2001, soit accordé à l'Institut à compter du 1^{er} avril 2001, à titre d'acompte sur la subvention pour l'année financière 2001-2002, sous réserve des crédits accordés par l'Assemblée nationale;

QUE le montant visé au troisième alinéa soit versé en six versements égaux pour la partie concernant les frais de fonctionnement et sur présentation de factures pour les frais inhérents aux taxes scolaires et municipales et à la part de l'employeur pour la CARRA.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34825

Gouvernement du Québec

Décret 1071-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la signature d'une entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Israël

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Israël désirent conclure une entente de réciprocité en matière de sécurité sociale ainsi qu'un arrangement administratif pour l'application de celle-ci;

ATTENDU QUE cette entente a notamment pour but de coordonner les régimes de rentes du Québec et d'Israël pour atténuer les désavantages découlant de la migration des personnes;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 3^o de l'article 5 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001), pour l'exercice de ses attributions, le ministre de la Solidarité sociale peut notamment conclure, conformément à la loi, des ententes avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 215 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9), la Régie des rentes du Québec peut, lorsque la loi d'un pays autre que le Canada stipule le paiement de prestations de retraite, d'invalidité, de décès ou de survie, conclure une entente avec l'autorité compétente du gouvernement de ce pays relative à:

a) l'échange de renseignements;

b) l'administration de prestations payables selon la Loi sur le régime de rentes du Québec à des personnes qui résident dans ce pays et l'extension des prestations prévues par cette loi ou par la loi de ce pays à des personnes qui y travaillent ou y résident ou à l'égard de ces personnes;

c) l'administration de prestations payables selon la loi de ce pays à des personnes qui résident au Québec et l'extension des prestations prévues par la loi de ce pays ou la Loi sur le régime de rentes du Québec à des personnes qui travaillent ou résident au Québec ou à l'égard de ces personnes; et

d) toute question touchant l'application de la loi de ce pays ou la Loi sur le régime de rentes du Québec;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 9 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31), le ministre du Revenu peut, conformément à la loi et avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme, conformément aux intérêts et aux droits du Québec, pour faciliter l'exécution d'une loi fiscale;

ATTENDU QU'une entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Israël constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 20 de cette même loi, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par le ministre des Relations internationales;

ATTENDU QUE l'article 22 de cette loi permet au gouvernement d'autoriser le ministre des Relations internationales à signer seul une entente internationale que la loi habilite une autre personne à conclure;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales, du ministre du Revenu et du ministre de la Solidarité sociale:

QUE la ministre des Relations internationales soit autorisée à signer seule l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Israël, dont le texte sera substantiellement conforme à celui annexé à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34826

Gouvernement du Québec

Décret 1072-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT le versement au Fonds forestier d'une partie des sommes payées par les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 170.2 de la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1) prévoit que le Fonds forestier peut, dans la mesure et aux conditions que détermine le gouvernement et sauf en ce qui concerne les sommes visées au paragraphe 1^o de l'article 170.4 de cette loi et les intérêts et surplus s'y rattachant, être affecté au financement d'activités d'aménagement forestier visant à maintenir et améliorer la protection ou la mise en valeur des ressources du milieu forestier;

ATTENDU QUE l'article 170.5.1 de cette loi prévoit que le gouvernement peut, pour le financement d'activités d'aménagement forestier visé au deuxième alinéa de l'article 170.2, autoriser le versement au fonds d'une partie des sommes payées par les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier en vertu de l'article 71 et, à cette fin, détermine pour une année financière:

1^o le pourcentage des sommes représentant pour cette année le montant des droits, sans tenir compte des crédits visés à l'article 71, qui pourront être versées au fonds ainsi que le montant maximal des sommes qui pourront y être versées;

2^o les modalités de versement des sommes au fonds ainsi que les activités d'aménagement forestier auxquelles ces sommes seront affectées;

ATTENDU QUE le décret n^o 631-2000 du 24 mai 2000 autorise le recours à ce mode de financement au regard des contributions du ministère des Ressources naturelles à la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) et à la Société de protection des forêts contre les insectes et maladies (SOPFIM) concernant la protection des territoires faisant l'objet de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier, soit 15 950 000 \$ pour l'exercice financier 2000-2001;

ATTENDU QUE le ministère des Ressources naturelles est également redevable à la SOPFEU et à la SOPFIM d'une contribution de 15 000 000 \$, prise à même ses crédits réguliers pour la protection des propriétés privées de moins de 800 hectares d'un seul tenant et des territoires publics ne faisant pas l'objet de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier;

ATTENDU QU'il y a lieu d'augmenter de 6 000 000 \$ les sommes déjà prévues au décret n^o 631-2000 pour défrayer une partie (6 000 000 \$) de ces contributions telles que décrites à l'alinéa précédent;

ATTENDU QUE les 6 000 000 \$ ainsi financés rendront disponible un montant équivalent en crédits réguliers du ministère des Ressources naturelles, ce qui lui permettra de renforcer ses contrôles forestiers et de bonifier son enveloppe destinée à la création d'emplois en forêt;

ATTENDU QUE cette somme ainsi que celle déjà autorisée par le décret n^o 631-2000 représentent 21 950 000 \$, soit 6,2 % du montant des droits de coupe, sans tenir compte des crédits visés à l'article 71, pour cette année financière et que cette somme sera répartie entre la SOPFEU (21 200 000 \$) et la SOPFIM (750 000 \$);

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles:

QUE, pour l'exercice financier débutant le 1^{er} avril 2000, le pourcentage des sommes représentant le montant des droits de coupe, sans tenir compte des crédits visés à l'article 71 de la Loi sur les forêts (L.R.Q., c. F-4.1), qui seront versées au Fonds forestier, soit établi à 6,2 % et que le montant maximal des sommes qui pourront y être versées soit établi à 21 950 000 \$;

QUE ce montant fasse l'objet de trois versements de 50 % le 1^{er} juin 2000, de 25 % le 1^{er} août 2000 et de 25 % le 1^{er} janvier 2001, sous réserve que le dernier versement soit limité de façon à ce que la somme des trois versements n'excède pas 6,2 % des sommes représentant le montant des droits de coupe ou 21 950 000 \$, sans tenir compte des crédits visés à l'article 71;

QUE ce montant soit affecté au paiement d'une partie des contributions du ministère des Ressources naturelles à la Société de protection des forêts contre le feu et à la Société de protection des forêts contre les insectes et maladies concernant la protection des territoires au regard desquels le Ministère est redevable d'une partie (dans le cas de la protection des propriétés privées de moins de 800 hectares d'un seul tenant et des territoires publics ne faisant pas l'objet de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier) ou de la totalité (dans le cas de la protection des territoires faisant l'objet de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier) des cotisations;

QUE le décret n^o 631-2000 du 24 mai 2000 soit modifié en conséquence.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34827

Gouvernement du Québec

Décret 1074-2000, 5 septembre 2000

CONCERNANT la nomination de membres, autres que commissaires, à la Commission des lésions professionnelles

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 385 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) énonce que la Commission des lésions professionnelles est composée de membres dont certains sont commissaires;

ATTENDU QUE le troisième alinéa de l'article 385 de cette loi prévoit que les membres autres que les commissaires sont issus soit des associations d'employeurs, soit des associations syndicales;

ATTENDU QUE le quatrième alinéa de cet article énonce que les membres issus des associations d'employeurs sont nommés par le gouvernement parmi les personnes dont le nom apparaît sur une liste dressée annuellement pour chaque région où la Commission des lésions professionnelles possède un bureau, par le conseil d'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

ATTENDU QUE le cinquième alinéa de cet article précise que les membres issus des associations syndicales sont nommés par le gouvernement parmi les personnes dont le nom apparaît sur une liste dressée annuellement pour chaque région où la Commission des lésions professionnelles possède un bureau, par ce conseil d'administration;

ATTENDU QUE l'article 392 de cette loi mentionne notamment que, sous réserve de certaines exceptions, la durée du mandat d'un membre autre qu'un commissaire est d'un an;

ATTENDU QUE l'article 403 de cette loi précise que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 1280-98 du 30 septembre 1998 en application de l'article 402 de cette loi, la rémunération des membres de la Commission des lésions professionnelles autres que les commissaires;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 1197-98 du 6 septembre 1998, le gouvernement a procédé à la nomination de membres, autres que commissaires, à la Commission des lésions professionnelles et que leur mandat viendra à échéance le 15 septembre 2000;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer des membres, autres que commissaires, à la Commission des lésions professionnelles, pour un mandat d'un an à compter du 16 septembre 2000;

ATTENDU QUE les listes prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 385 ont été dressées par le conseil d'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État au Travail et à l'Emploi et ministre du Travail:

QUE les personnes suivantes soient nommées à la Commission des lésions professionnelles, pour un mandat d'un an à compter du 16 septembre 2000, à titre de:

1) MEMBRES ISSUS DES ASSOCIATIONS D'EMPLOYEURS:

Montréal

Pour un nouveau mandat:

— Monsieur Georges Blanchette.

Lanaudière

Pour un premier mandat:

— Monsieur René F. Boily, ex-chef du service des plaintes et des réclamations, Hydro-Québec.

Laurentides

Pour un premier mandat:

— Monsieur René F. Boily.

Laval

Pour un premier mandat:

— Monsieur René F. Boily.

Mauricie–Centre-du-Québec

Pour un premier mandat:

— Monsieur René Pépin, conseiller en santé et sécurité du travail au Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Arthabaska.

2) MEMBRES ISSUS DES ASSOCIATIONS SYNDICALES:

Bas-Saint-Laurent

Pour un premier mandat:

— Monsieur François Pilon, mécanicien d'entretien chez Stone Smurfit.

Laurentides

Pour un nouveau mandat:

— Monsieur Jean-Pierre Girard.

Laval

Pour un nouveau mandat:

— Monsieur Jean-Pierre Girard.

Montérégie

Pour un nouveau mandat:

— Monsieur Vianney Michaud.

Pour un premier mandat:

— Monsieur Pierre Plessis Bélair, ex-représentant syndical à la Fraternité inter-provinciale des ouvriers en électricité.

Montréal

Pour un nouveau mandat:

— Monsieur Marcel Desrosiers.

QUE les personnes nommées membres à la Commission des lésions professionnelles en vertu du présent décret soient rémunérées suivant les conditions prévues au Règlement sur la rémunération des membres de la Commission des lésions professionnelles autres que les commissaires édicté par le décret numéro 1280-98 du 30 septembre 1998 et ses modifications subséquentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
MICHEL NOËL DE TILLY

34828

Index des textes réglementaires

Abréviations: **A**: Abrogé, **N**: Nouveau, **M**: Modifié

Règlements — Lois	Page	Commentaires
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2001 (L.R.Q., c. A-3.001)	5953	Projet
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2001 (L.R.Q., c. A-3.001)	5987	Projet
Allocations d'aide aux familles, Loi sur les... — Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. A-17)	5989	Décision
Bowater Pâtes et Papiers Canada inc. — Requête de la compagnie relativement à l'approbation des plans et devis d'un projet de construction d'un seuil déversant	6011	N
Camionnage — Montréal (Loi sur les décrets de convention collective, L.R.Q., c. D-2)	5952	M
Charte de la Ville de Sherbrooke — Abrogation de certaines dispositions (Loi sur les cités et villes, L.R.Q., c. C-19)	5947	N
Cités et villes, Loi sur les... — Charte de la Ville de Sherbrooke — Abrogation de certaines dispositions (L.R.Q., c. C-19)	5947	N
Code des professions — Comptables en management accrédités — Code de déontologie (L.R.Q., c. C-26)	5951	M
Commission des lésions professionnelles — Nomination de membres, autres que commissaires	6016	N
Comptables en management accrédités — Code de déontologie (Code des professions, L.R.Q., c. C-26)	5951	M
Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres qui se tiendra à Ottawa les 10 et 11 septembre 2000 — Composition et mandat de la délégation québécoise	5999	N
Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la Condition féminine qui se tiendra à Vancouver (Colombie-Britannique), les 13, 14 et 15 septembre 2000 — Composition et mandat de la délégation du Québec	6001	N
Conseil supérieur de l'éducation — Nomination d'un membre	6002	N
Cour municipale commune de la Ville de Saint-Rémi — Adhésion de la Paroisse de Saint-Valentin à l'entente relative à la cour	6012	N
Décrets de convention collective, Loi sur les... — Camionnage — Montréal . . . (L.R.Q., c. D-2)	5952	M
Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite (Loi sur le régime de rentes du Québec, L.R.Q., c. R-9)	5989	Décision

Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite (Loi sur les allocations d'aide aux familles, L.R.Q., c. A-17)	5989	Décision
Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite (Loi sur les prestations familiales, 1997, c. 57)	5989	Décision
Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite (Loi sur les régimes complémentaires de retraite, L.R.Q., c. R-15.1)	5989	Décision
Délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de Produits Forestiers Ced-Or inc. pour la construction d'une usine de panneaux à lamelles orientées sur le territoire de la Municipalité de Béarn	6004	N
Délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur du ministre des Transports pour la réalisation du projet de liaison routière Lachute – Masson, autoroute 50, tronçon Masson – montée Laurin sur le territoire de la Communauté urbaine de l'Outaouais et des municipalités régionales de comté des Collines-de-l'Outaouais et de Papineau	6007	N
Désignation de personnes pouvant offrir un produit d'assurance qui ne peut être offert par un distributeur (Loi sur la distribution de produits et services financiers, L.R.Q., c. D-9.2)	5950	N
Distribution de produits et services financiers, Loi sur la... — Désignation de personnes pouvant offrir un produit d'assurance qui ne peut être offert par un distributeur (L.R.Q., c. D-9.2)	5950	N
Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement d'Israël — Signature	6014	N
Fonds forestier — Versement d'une partie des sommes payées par les bénéficiaires de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier	6015	N
Immobilière SHQ, Loi sur... — Offices municipaux d'habitation et autres organismes sans but lucratif — Contrepartie exigible pour l'utilisation des immeubles de Immobilière SHQ	5953	Projet
Institut de recherches cliniques de Montréal — Octroi d'une subvention pour l'année financière 2000-2001 et d'un acompte sur la subvention pour l'année financière 2001-2002	6013	N
Institut national de la recherche scientifique – Matériaux et Énergie (INRS-Matériaux et Énergie) — Octroi d'une subvention afin d'assurer la participation québécoise à l'effort international en fusion magnétique pour les années financières 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003	6013	N
Lorrain, Pierre — Membre de la Commission municipale du Québec	6001	N
Ministère de l'Éducation, Loi sur le... — Ministre de l'Éducation — Délégations de pouvoirs et de fonctions (L.R.Q., c. M-15)	5947	N
Ministre de l'Éducation — Délégations de pouvoirs et de fonctions (Loi sur le ministère de l'Éducation, L.R.Q., c. M-15)	5947	N

Offices municipaux d'habitation et autres organismes sans but lucratif — Contrepartie exigible pour l'utilisation des immeubles de Immobilière SHQ	5953	Projet
(Loi sur Immobilière SHQ, 1999, c. 16)		
Organisation territoriale municipale, Loi sur l'... — Autorisation donnée à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole d'exiger la présentation d'une demande commune de regroupement de la Ville d'Alma et de la Municipalité de Delisle	5999	
(L.R.Q., c. O-9)		
Prestations familiales, Loi sur les... — Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite	5989	Décision
(1997, c. 57)		
Programme d'aide financière « Les eaux vives du Québec » — Versement de deux aides financières à la Municipalité de Saint-Augustin	6000	N
Régime de rentes du Québec, Loi sur le... — Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite	5989	Décision
(L.R.Q., c. R-9)		
Régimes complémentaires de retraite, Loi sur les... — Délégation de pouvoirs de la Régie des rentes du Québec concernant le régime des rentes, les prestations familiales et les régimes complémentaires de retraite	5989	Décision
(L.R.Q., c. R-15.1)		
Regroupement de la Ville d'Alma et de la Municipalité de Delisle — Autorisation donnée à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole d'exiger la présentation d'une demande commune de regroupement	5999	
(Loi sur l'organisation territoriale municipale, L.R.Q., c. C-9)		
Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2001	5953	Projet
(Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)		
Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2001	5987	Projet
(Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)		
Université du Québec à Chicoutimi — Nomination de trois membres du conseil d'administration	6003	N
Université du Québec à Trois-Rivières — Nomination de trois membres du conseil d'administration	6002	N
Wilhelmy, Diane — Déléguée générale du Québec à New York	5999	N

